Anna Louise Strong

LETTRES DE CHINE

les éditions du Renouveau

LA NAISSANCE DES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES ET SIX ANS APRÈS

Anna-Louise STRONG

Six ans ont passé depuis l'établissement des Communes Populaires Chinoises, en 1958. Attaquées et même déclarées « terminées » par les ennemis de la Chine, elles ont, en fait, démontré leur utilité et leur vitalité incomparables comme forme d'organisation socialiste dans les régions rurales.

Dans ce livre, Anna-Louise Strong, le célèbre écrivain américain, donne un compte rendu de témoin oculaire des résultats des Communes qu'elle a visité dans diverses parties de la Chine. La première partie est le texte complet de son livre bien accueilli : « Naissance des Communes Populaires Chinoises », publié pour la première fois en 1959. La seconde partie, « LES TROIS MAUVAISES ANNEES » et son reportage « sur les lieux » du rôle capital des Communes dans la lutte contre les calamités naturelles de 1959-61. La troisième partie, « Les Communes en 1964 », est le résultat d'une observation attentive des Communes, de leurs brigades et de leurs équipes à l'échelle d'une province, chapitre les plus importants et les plus concluants, traitant de l'économie nationale tout entière et du rôle des Communes d'aujourd'hui.

Riche en faits, en impression et en interviews, le livre tout entier est une illustration de la propre remarque de l'auteur dans sa préface : « La grandeur d'une nation se révèle au monde de beaucoup de façons mais, toujours, le fondement en est dans sa vie intérieure. Les Communes Populaires sont la forme de la vie rurale de la Chine d'aujourd'hui, une base de sa force intérieure ».

NUMÉRO SPECIAL A

DES DÉLÉGUÉS REVENANT DE MOSCOU ACCUEILLIS PAR MAO

30 Juillet 1963

Chers amis,

Pékin 26 juillet. Quand les délégués du Parti Communiste Chinois revinrent à Pékin de la Conférence Bilatérale de Moscou, que l'Occident prétendit être "un échec", ils furent accueillis à l'aéroport par une des plus formidables ovations qu'on ait jamais vues là. De Mao Tsé-toung jusqu'au dernier, tous les dirigeants du gouvernement, du parti, du syndicat et de l'organisation sociale se trouvèrent là, 5.000 personnes au total, avec des fanfares et des banderoles.

Mao apparaît rarement en public ; c'est la première fois qu'il se montrait à l'aéroport depuis qu'il alla acueillir en 1961 le Premier ministre Chou En-laï à son retour de ce XXIIème Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique où Chou désapprouva l'attaque de Khrouchtchev contre l'Albanie. Mao alla sans cérémonie sur la piste pour serrer la main aux délégués au fur et à mesure qu'ils descendaient la passerelle, puis il serra aussi la main à tous les membres de l'équipage de l'avion, qui étaient des citoyens soviétiques. Ensuite il circula

sans cérémonie parmi la foule, répondant aux saluts, au milieu du bruit des tambours, des cymbales et des acclamations.

On paraissait célébrer un triomphe. C'en était un. On peut deviner sa nature d'après la présence à l'aéroport de représentants de l'Ambassade de chaque nation socialiste, depuis l'U.R.S.S. jusqu'à Cuba, en passant par tous les Etats européens de l'Est, de même que les trois petits Etats soviétiques : la Mongolie, la Corée, le Viet-nam qui bordent la Chine.

C'était d'ailleurs mis en évidence sur les banderoles qui proclamaient :

"Longue vie à la Grande Unité des peuples d'U.R.S.S. et de Chine !

"Longue vie à la Grande Unité du Camp Socialiste et du mouvement Communiste international !

"Maintenons nos principes, éliminons les différends, renforçons notre unité et menons une lutte commune contre l'ennemi !

"Continuons à défendre la paix dans le monde !"

Le communiqué commun donné en même temps par Moscou et par Pékin dit simplement que "les délégations ont exposé leurs façons de voir... sur d'importantes questions de principe" et "ont ajourné à une date ultérieure le règlement de leur désaccord".

L'A. P. fait remarquer aigrement : "Il semble que les deux participants ne firent rien sinon se donner des leçons mutuelles". Très vrai ! Mais :

1) C'est la première fois en 46 ans que le Parti Soviétique reçoit une leçon de doctrine et de conduite d'un autre Parti Communiste sur un pied d'égalité !

   Ceci ouvre la voie à la critique de base dans le camp socialiste, sans diviser les Etats Socialistes. Ça signifie beaucoup pour le monde !

2) C'est la première fois que le peuple soviétique a eu la possibilité de lire un long document exposant les façons de voir de la Chine. Cette proposition du 14 juin, "proposition pour *une ligne de conduite générale pour le mouvement Communiste international*". C'est la première fois que les gens apprennent qu'un fossé existe. Le premier pas vers l'entente est la connaissance de la position de l'autre ! C'est ce pas que l'on a franchi.

Que cela fut accueilli avec colère et acrimonie de la part de Khrouchtchev c'est démontré par l'expulsion du personnel de l'Ambassade Chinoise pour avoir fait circuler la "proposition" chinoise en s'en faisant un devoir, par le bris provocant de la vitrine devant l'Ambassade Chinoise où étaient exposées des photos documentaires, et par la "Lettre Ouverte" envoyée le 14 juillet par le P.C.U.S. à tous ses membres et qui contenait des invectives contre la Chine plus fortes que celles employées à Moscou auparavant. Mais maintenant même la virulence de la "Lettre Ouverte" a un côté positif. Grâce à chaque épithète contre la Chine, vraie ou fausse, le P.C.U.S. éclaire pour le peuple soviétique l'étendue de l'abîme, dont l'existence ne lui avait pas été révélée.

Donc, aussi en colère que Khrouchtchev puisse avoir été — et l'Occident le dépeignit "dans une véritable rage" à la réception de Kadar, bien qu'il soit arrivé avec le sourire à la réception d'adieu pour les Chinois — il ne rompit pas les relations diplomatiques. Il rompit les relations avec l'Albanie en 1961 pour un désaccord moindre ; il rompit les relations économiques avec la Chine en 1960 avec le rappel d'experts et l'annulation de contrats ; mais quant à l'arrêt des relations diplomatiques avec la Chine, cela n'était pas en son pouvoir. Le peuple soviétique peut le suivre pour beaucoup de choses et peut ignorer beau-

coup. Il peut sans doute convaincre les gens que la Chine a tort ou même déraisonne. Mais à moins que la Chine ne rompe avec eux, ce que la Chine certainement ne fera pas, *il ne peut pas les convaincre que l'U.R.S.S. romprait avec la Chine.*

Ils se souviennent trop bien quel grand soulagement ce fut quand la Révolution Chinoise mit fint au long "encerclement capitaliste" et quand la longue frontière sur laquelle Washington avait projeté d'installer des bases antisoviétiques pou bombarder l'U.R.S.S. devint la frontière d'un Allié.

Aussi le résultat net de la Conférence Bilatérale est : que la critique idéologique continuera mais que les relations politiques ne seront pas rompues. *La critique dans l'unité* est un triomphe pour le Camp Socialiste tout entier et pour sa survivance et son progrès.

Que les Partis communistes du monde, maintenant en train d'expulser des membres, en tirent une leçon !

Cependant, la Chine a publié très largement la "Lettre Ouverte" du Parti Soviétique à ses membres (14 juillet) qui est une longue attaque détaillée contre la Chine mais que le porte-parole du Parti Chinois presse tout le monde de lire et d'étudier avec soin "comme un exemple négatif". Elle remplissait trois pages du "People's Daily" (1) du 24 juillet et était préfacée par une courte "note éditoriale" d'une veine ironique avec peu d'adjectifs.

La "Lettre Ouverte", dit l'éditeur, est "pleine de déformations de faits" dont 70 à 80 peuvent être découvertes, mais dont seulement quelques-unes seront mentionnées ici maintenant.

La première "déformation" notée est la revendication par le Parti Soviétique que "le Parti Chinois n'aurait aucun scrupule pour atteindre au socialisme par une troisième guerre mondiale au prix de centaines de millions

de vies". Cette accusation d'humeur belliqueuse, "dit l'éditeur", est complètement fausse. Le Parti Chinois a toujours soutenu que la guerre mondiale et la guerre nucléaire pouvaient être évitées par les efforts unis des peuples du monde !

Des exemples sont fournis, à commencer par une déclaration de Mao, en décembre 1947, dans un rapport officiel où il dit que "En commun avec toutes les forces démocratiques du monde... nous pouvons certainement empêcher.. une troisième guerre mondiale d'éclater". Dix ans plus tard cette confiance a grandi et est devenue plus formelle. En 1957, à Moscou, Mao Tsé-toung donna la liste de dix événements par lesquels les "forces du socialisme et de la paix sont devenues plus fortes que les forces de l'impérialisme et de la guerre" et "seraient en mesure d'empêcher une guerre mondiale".

La seconde "déformation" est l'accusation suivante : la Chine "a fait un demi-tour de 180 degrés sur la question de la dénonciation de Staline par le XX^{me} Congrès du P.C.U.S.". "Personne ne sait mieux que le P.C.U.S. que ce n'est pas le cas" déclare l'éditeur, car la Chine l'a maintes fois dit au P.C.U.S. immédiatement après le XX^{me} Congrès, donnant son avis que "les dirigeants soviétiques étaient dans l'erreur en ne faisant pas une évaluation complète de Staline". Le Parti Chinois fit cette évaluation dans son éditorial "sur les Expériences Historiques de la Dictature du Prolétariat", mais par solidarité ne publia pas sa critique directe du XX^{me} Congrès du P.C.U.S. Le P.C.U.S. connaissait bien la position du Parti Chinois (c'est une accusation tranquille mais implacable).

La troisième "déformation" concerne l'accusation suivant laquelle la Chine fut la première à "étendre les différends idéologiques aux relations politiques". Le fait est que "le 15 juillet 1960, les Soviétiques notifièrent soudainement à la Chine leur décision de rappeler les 1.300, ou plus, experts soviétiques dans le délai d'un mois, de

dénoncer les centaines d'accords et de contrats qu'ils avaient signés et d'arrêter les fournitures de nombreux articles importants d'équipement et de matériaux. Cela infligea d'incalculables difficultés et pertes *à l'économie de la Chine, à la défense nationale et à la recherche scientifique* et ce fut la principale raison du relâchement des liens économiques et commerciaux entre la Chine et l'Union Soviétique. La Chine en fut la victime et, cependant, le P.C.U.S. blâme la Chine d'avoir "relâché les liens économiques et commerciaux" et d'étendre les différends idéologiques à la sphère des relations politiques". C'est un retournement étonnant de fait.

Ces commentaires éditoriaux sont faits avec une réserve concise qu'un diplomate britannique pourrait envier. Mais si cette "Lettre Ouverte", distribuée par le P.C.U.S. à ses membres, a, en effet, 70 à 80 "déformations de faits" de cette sorte, et si le "People's Daily" a l'intention de les ressortir au bon moment, alors un récent commentaire du "Washington Post" semble juste : "M. Khrouchtchev apprendra, comme nous Américains l'avons fait, qu'il est plus facile d'engager une discussion avec les Chinois que de la clore".

Si acérée que soit la discussion, le but en est l'unité.

C'était proclamé sur les banderoles qui, à Pékin, accueillirent le retour des délégués :

Longue vie à la Grande Unité du Camp Socialiste et au Mouvement Communiste International !

Anna-Louise STRONG.

NUMÉRO SPECIAL B

DES ÉTUDIANTS CHINOIS, RETENUS EN URSS DE RETOUR A PÉKIN

20 Septembre 1963

Chers amis,

Ce convoi d'étudiants chinois qui fut retenu 52 heures par les troupes soviétiques et puis expulsé, est enfin arrivé à Pékin, après que Moscou ait submergé les titres des journaux du monde sous des flots d'accusations contre leurs prétendus "outrages" tels que "d'introduire en fraude de la littérature interdite", "d'emprisonner deux gardes des douanes dans un compartement pendant cinq heures" et "de commettre des violations sanitaires dans la gare". Enfin, nous avons l'occasion d'entendre parler les étudiants.

Ils racontent que leur express Paris-Moscou, avec un équipage chinois de 19 hommes plus 73 passagers chinois, pour la plupart des étudiants revenant pour leur trimestre d'hiver en U.R.S.S., atteignit Naushki, la douane soviétique, à 4 h. 17 de l'après-midi du 7. Les ennuis commencèrent avec *onze copies* d'un certain "Hsinhua News Release" que quatre étudiants et huit membres de l'équipe avaient achetées pour lire dans le train. Il contenait la déclaration du Gouvernement Chinois du 1er septembre

sur la déclaration du Gouvernement Soviétique du 21 août à propos de l'arrêt des essais nucléaires. Les officiels soviétiques déchirèrent trois copies et saisirent les huit autres. Les Chinois réclamèrent leurs journaux, disant qu'ils avaient le droit d'avoir et de lire les nouvelles officielles. Les chefs de train allèrent protester auprès des autorités de la station ; les étudiants protestèrent dans le train. Ils rient du "stupide mensonge" qui veut qu'ils aient maintenu des gardes "prisonniers" ; les gardes étaient armés, les étudiants ne l'étaient pas.

Cependant, tous les passagers non Chinois étaient transférés dans un express soviétique. Des centaines de soldats soviétiques entourèrent alors la gare et se rangèrent le long du train. Quarante-deux étudiants furent enfermés dans la salle des douanes pendant plus de 20 heures, sans eau, sans nourriture, sans vêtements chauds ni liberté de mouvement, ni chaises pour s'asseoir. Un grand nombre de soldats les malmena, formant un cercle autour d'eux, tordant des bras et rétrécissant le cercle de façon à bousculer et serrer les Chinois. Certains soldats semblaient peu désireux de faire ça, mais un lieutenant-colonel cria des ordres. Trente étudiants furent rendus malades, certains avec une fièvre intense, tandis que sept souffraient de contusions et de foulures. (La cause des "violations sanitaires" apparaît clairement.)

Après une détention de 52 heures, le train, avec tous les 92 Chinois, fut expulsé, sous la garde de soldats armés dans tous les couloirs.

C'est l'incident le plus sérieux jusqu'à présent mais non l'unique. Cinq capitaines de l'armée chinoise, retournant, par un autre train, étudier dans une Académie militaire soviétique, furent aussi expulsés pour avoir possédé des écrits du gouvernement chinois. Auparavant, certains membres du personnel de l'Ambassade Chinoise furent expulsés de Moscou et l'agence entière du "Hsinhua News Agency", à Prague, fut expulsée pour avoir fait circuler des déclarations chinoises, ses locations de câble Pékin-Prague et Prague-La Havane étant arbitrairement annulées, interrompant les principales correspondances journalistiques de la Chine avec l'Europe et l'Amérique latine. Il est triste de voir de telles actions dans la guerre de Khrouchtchev contre les idées de la Chine. Les correspondants soviétiques en Chine câblent sans censure et font sortir tous les documents qu'ils veulent.

Vôtre,

Anna-Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 11

L'AUTOMNE DORÉ EN CHINE

25 Octobre 1963

Chers amis,

Alors que la Chine se livre à son long automne doré, les principaux motifs d'intérêt sont ceux-ci :

1) Plus de 2.000 *visiteurs étrangers* de 80 pays vinrent pendant les vacances d'octobre, le plus grand nombre jamais enregistré. L'économie continue son bond en avant, avec une nourriture particulièrement abondante.

2) Tous les cœurs sont touchés par *le désastre du grand ouragan sur Cuba*. 9.059 tonnes de riz, première livraison d'une aide d'urgence, d'une valeur de quelque 30.000.000 dollars, atteignent le port de Cuba en moins de deux semaines !

3) *La discussion idéologique* continue, se ramène à une série de brochures de base. Personne ne s'attend à ce qu'elle mette fin aux relations diplomatiques (voir l'interview de Chou En-laï).

L'optimisme prudent du début de l'année s'est changé en calme confiance en la situation, tant économique que politique, comme la République du Peuple Chinois entrait dans sa quinzième année. L'agréable absence de tension était si marquée qu'elle surprit d'autant plus les 2.000 visiteurs de plus de 80 pays plus les 1.000 Chinois d'outre-mer qui vinrent aux commémorations de la Journée Nationale du 1er Octobre, la plus grande assistance que la Chine ait jamais eue.

Un des premiers commentaires typiques des visiteurs de Grande-Bretagne et de l'Ouest de l'Europe était : "Mais les deux plus grandes puissances de la terre sont en train d'attaquer la Chine ; comment Pékin peut-il être si paisiblement insouciant ? ".

Une action typique des visiteurs de Moscou et de l'Europe de l'Est était d'arriver chargés d'une ration de pain pour deux semaines, par crainte d'avoir faim en Chine ; ensuite ils jetaient le pain rassis dans le vide-ordures de l'hôtel et rentraient chez eux avec des paniers de pommes et de saucisses. Les visiteurs d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, d'Australie, se hâtaient de rendre visite aux curiosités.

Rien ne semble plus absurde ici que la bizarre notion américaine que la Chine est "isolée" du reste du monde. Je discuterai plus loin du danger que de tels malentendus présentent. Ce vieux "Times" si sûr, dans un long article en septembre, appelé "L'arrogant proscrit", insistait fortement sur l'impossibilité d'obtenir des renseignements de cette "zone fermée absolument impénétrable" et faisait le portrait de la Chine d'après cinq réfugiés à Hong-Kong, un prisonnier de la guerre de Corée qui rentra chez lui au bout de 13 ans, un prétendu document de l'armée secrète qui tomba aux mains de Washington et des industriels britanniques, qui n'étaient pas nommés et qui cherchaient un marché. Jetant tout cela pêle-mêle, le "Times" arriva à une description dans laquelle toute ressemblance avec la Chine était "pure coïncidence".

Cependant, le "Times" aurait pu facilement apprendre qu'il y a 32 correspondants étrangers autorisés à Pékin, que Reuter et l'Agence France Presse envoient des milliers

de mots par mois, tout cela sans censure. Lors de la Journée Nationale, cette équipe de presse fut augmentée de plus de 100 journalistes visiteurs, comprenant les rédacteurs en chef des principaux journaux du monde entier. Pour moi, personnellement, la réception pour les journalistes en visite fut parmi les meilleures réunions de l'année. Les correspondants étrangers en résidence et quelques-uns des principaux journalistes chinois rencontrèrent les 100 et plus journalistes en visite le 29 septembre, lors d'une rencontre sans cérémonie et sans discours, si ce n'est un toast pour débuter le bal. Un souper au buffet abondant fut suivi d'un programme de danses et de musique folkloriques de différentes parties d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Vous preniez place à n'importe laquelle des petites tables rondes dont la salle était pleine et vous filiez de table quand vous le désiriez.

Ce moment de l'année en "Chine isolée" est un moment de grande hospitalité pour les amis en visite ; mon propre travail habituel fut ruiné par trois semaines de "parties" sans fin, de banquets et de visites. Parmi les étrangers qui me rendirent visite chez moi se trouvaient deux économistes britanniques, sept Australiens, un groupe de femmes brésiliennes, deux éditeurs de magazines indonésiens, un Chilien et le noir Américain Robert Williams, dont la "Voice of Free Dixie" est radiodiffusée de Cuba dans son Sud natal, aux U.S.A. Je profitais de la présence de visiteurs pour aller, par un des avions spécialement frétés, au Yenan pendant trois jours.

Plus d'un tiers des visiteurs vient pour affaires. La Grande-Bretagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas envoient tous des groupes de délégués pour le commerce, dont certains signèrent des contrats avant les vacances. La plus grande et la plus énergique était la délégation de plus de 500 Japonais, représentant 600 industries qui mirent au point une grande exposition le 5 octobre, le matériel consistant en 5.000 tonnes de machines pour lesquelles les Japonais désirent des commandes.

Au grand banquet de Chou En-laï, à la veille des vacances, j'étais assise près d'un homme à la peau sombre, venant du Kenya, qui se révéla être le président de l'Académie des Sciences de l'Afrique Orientale, dont je ne connaissais pas l'existence. Il avait rencontré des savants de dix-sept pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Australie en une Commission préparatoire pour mettre sur pied un Congrès Scientifique beaucoup plus grand, en août prochain, pour ces régions. Ces savants pensent qu'ils n'obtiennent pas toute l'aide, dont ils ont besoin, de leurs collègues des pays "impérialistes" dans des branches nécessaires au développement de leur économie nationale.

La parade d'un demi-million de personnes, le 1er Octobre, fut, comme d'habitude, une harmonie à couper le souffle de couleur en mouvement, grandement assurée par les Chinois économes au moyen de millions de fleurs de papier de soie — rouge, bleu, vert, jaune — et de grandes bannières d'organisations diverses qui ondoyaient en dessins changeants par rangs de 150 d'un bout à l'autre de la grande place Tien-An-Men, si rapidement que tout le monde rentra chez soi pour le déjeuner. Un artiste brésilien de grande taille, qui se tenait près de moi, était enthousiasmé : "Quelle couleur ! Et dire qu'on appelle la Chine une terne monochrome !".

PEKIN PRODUIT SA PROPRE NOURRITURE

Une solide raison pour l'humeur joyeuse actuelle est la situation au point de vue nourriture. Comme résultat direct de trois années de pénurie, pendant lesquelles toutes les cités chinoises peinèrent pour produire autant de nourriture que possible par leurs propres efforts, Pékin produit maintenant, à l'intérieur de ses propres limites élargies, pratiquement toute la nourriture pour ses 7,4 millions d'habitants, excepté une partie du grain.

Cette importance attribuée à l'approvisionnement autonome n'est pas du fétichisme mais un effort pour contrôler l'approvisionnement en nourriture de la cité efficacement à un coût minimum de transport. Les fruits tropicaux comme les bananes, les ananas, les oranges viennent encore du Sud et sont compensés par l'exportation, depuis Pékin, de pommes, de pêches, de poires et de raisins vers les autres régions. Une partie du grain est apportée avec plus de commodité des autres régions, contrebalancée en partie par l'exportation des fameux canards de Pékin.

Les chiffres des fournitures en vivres de Pékin furent donnés dans une interview personnelle par le vice-maire Chen Hung-vi. Le grand Pékin a une surface de 6.485 milles carrés avec un million d'acres de terre cultivée. De ses 7,4 millions de population, 300.000 sont des familles d'agriculteurs à l'intérieur des limites de la municipalité. Celles-ci produisent, en communes ou en fermes d'Etat, tous les légumes, fruits, œufs et tout le lait, la plus grande partie de la viande et une partie du grain pour une population 22 fois leur nombre. Ceci les place très haut parmi les plus actifs producteurs de nourriture du monde.

Les légumes vendus à Pékin passèrent de 300.000 tonnes en 1961 à 500.000 tonnes en 1962 et vont atteindre, en 1963, 50 % de plus qu'en 1962 jusqu'à maintenant, avec 3,3 millions de livres vendues journellement en août et un maximum de 11 millions certains jours. Les prix de détail s'étagent entre 10 et 20 % au-dessous des prix de l'an passé et descendirent même à moins d'un "cent" (5 c) la livre pour les succulentes tomates mûres, cette baisse étant amortie pour les fermiers par des contrats à l'avance avec la municipalité. L'augmentation de la production des légumes est attribuée à une meileure irrigation qui, maintenant, compte une pompe électrique pour 8 1/3 acres, et au grand développement des engrais.

Les vergers de Pékin produisirent 99 millions de livres de fruits dans la première moitié de 1963 ; la quantité augmenta en automne. Les prix tombèrent de 25 à 30 % grâce à une grosse production et à la vente directe de la commune au consommateur au moyen de 1.300 petites boutiques et de 2.000 charrettes à bras faisant la tournée des quartiers.

Le régime de la Chine, pour les gens ordinaires, a toujours été pauvre en viande. Aujourd'hui, la vente de la viande et de la volaille est deux fois et demie supérieure à l'an passé, tandis que les œufs sont quatre fois plus abondants. Le lait, relativement nouveau dans la nourriture de la Chine, est de 44 % au-dessus de l'an dernier, ce qui fait qu'il est 14 fois plus abondant qu'il n'était en 1949 quand Pékin devint la capitale de la nation.

Une promenade dans les rues ou un bavardage avec des amis chinois donnent de la vie à ces statistiques. Partout, dans les rues, vous trouvez des boutiques de fruits et de savoureux casse-croûtes de toutes sortes en vente. Le grain est rationné au même tarif qu'avant mais maintenant mes amis chinois trouvent qu'ils accumulent des tickets de grain en excédent car, avec la variété plus grande de la nourriture actuelle, ils n'ont pas besoin de manger tant de grain.

Les gens achètent aussi des marchandises de consommation d'une grande variété. Si vous passez devant la demeure d'un paysan d'un village assez éloigné, vous trouverez une bicyclette dans la cour, une pendule sur le mur, un poste de radio sur la table et une grande pile de couvre-pieds neufs pliés sur le "Kang". Souvent ils ont une machine à coudre ou ont l'intention d'en acheter une. Ces articles étaient très rares dans le passé ; maintenant ils sont tous "Made in China". Les radios, en passant, ont habituellement les ondes courtes aussi bien que les ondes moyennes. Personne ne fait objection si vous désirez écouter la Voix de l'Amérique. Peu semble le désirer, car elle est si ignorante de la Chine.

FAISONS LA LUMIÈRE SUR QUELQUES MENSONGES CONTRE LA CHINE

Les mensonges contre la Chine deviennent trop nombreux pour en dresser une liste. Aussi mettons au point quelques déformations importantes, quelques-unes à la fois.

Il y a quatre sources principales de mensonges et deux catégories principales. Les plus gros sont "made in America", soit directement, soit par suggestions aux correspondant suivant l'effet visé. Beaucoup de services d'espionnage étrangers entretiennent un équipement de falsification professionnelle ; les plaisantins de Tchang Kaï-chek y sont considérés comme des experts. Ils peuvent falsifier une édition entière du "People's Daily" et changer seulement les mots des affiches, de telle sorte qu'une manifestation de rue à Pékin accueillant un dignitaire étranger devient une manifestation anti-indienne.

New-Delhi est une source de déformation pour les affaires sino-indiennes et un centre de diffusion de mensonges en général. Moscou, hélas, n'est pas toujours scrupuleux sur les faits.

Certains mensonges passent et guérissent avec le temps, mais leurs échos subsistent comme une saveur aigre. Les "familles jetées dans des baraquements" et "les Chinois mourant de faim" en sont des exemples. Plus sérieux sont les mensonges faits pour l'usage permanent, réalimentés par des variantes. Le principal d'entre eux est la prétendue "humeur belliqueuse" de la Chine, embelli de nombreux thèmes accessoires depuis "les pressions exercées sur la population" jusqu'à "la Chine veut plonger le monde dans la guerre atomique, tuant la moitié de l'espèce humaine".

La récolte de mensonges de cette année est une moisson très abondante. Un nouvel ingrédient empoisonné, "le racisme de la Chine" a été ajouté au vieux "La Chine veut la guerre". Ce brassage devient le "Péril Jaune" avec bombes atomiques et toutes les races de couleur additionnées ! Là derrière, on sent le but bien défini de certains éléments d'empoisonner ainsi l'esprit du peuple américain avec des idées de "fourmis bleues" ou même, comme une lettre au "Times" le déclare, "un cauchemar de population presque fongiforme", de façon à ce que les gens soient prêts à accueillir n'importe quel projet du Pentagone de réduire les Chinois en bouillie à l'aide de bombes en une sorte de "désinfection de la terre".

LES CARTES EN TANT QUE MYTHES

Ne vous faites pas de souci au sujet des cartes utilisées pour indiquer les prétendues revendications aux pays avoisinants en Asie du Sud-Est, en Birmanie, en Inde et en l'Extrême Est Soviétique. Plusieurs, de cette sorte, ont fait leur apparition. Certaines sont des faux ; d'autres peuvent être des cartes historiques des limites de la Chine sous les dynasties Ming ou Ching. En juin dernier, New-Delhi publia une carte qui, prétendait-on, était publiée par "Hsinhua" avec un article sur "Les traités irréguliers". "Hsinhua" répondit le 15 août que, à la fois, la carte et l'article étaient des faux.

Un ami californien m'envoie une dépêche U.P.I. de Londres basée sur une carte venant de New-Delhi, qu'on prétend sortie d'un livre appelé "Histoire de la Chine Moderne", publié à Pékin, et que "les diplomates" à Londres pensent montrer l'intention agressive de Pékin contre tout le Sud-Est Asiatique. C'est une histoire sans fondement, car "les diplomates" peuvent se ramener à un unique employé que le correspondant invita à déjeuner. Cependant, je fis une petite enquête et découvris que la Presse des Langues Etrangères n'avait pas encore publié " d'Histoire de la Chine Moderne", bien qu'une soit en projet. Leur "Histoire Générale de la Chine" ne possède qu'une carte, indiquant l'itinéraire de la Longue Marche.

Il ne semblait pas utile d'essayer de retrouver trace de toutes les histoires possibles publiées en chinois, car

n'importe quelle histoire qui inclurait les Dynasties Ming et Ching et les indiquerait sur des cartes aurait tout le Sud-Est Asiatique, la Birmanie, des parties de l'Inde et l'Extrême Est Soviétique en Chine. Alors quoi ? Le gouvernement actuel de la Chine reconnaît les changements et a fait des traités de frontière avec la plupart de ses voisins — la Birmanie, le Népal, la Mongolie, le Pakistan et maintenant l'Afghanistan — dont tous trouvèrent la Chine généreuse en territoire.

Les traités modernes parlent plus fort que les cartes historiques.

LE MYTHE RACISTE

Le "mythe raciste" atteint maintenant presque le sommet parmi les mensonges sur la Chine. Dans sa forme pure il apparut dans une réclame de trois colonnes du "New York Times" du 3 septembre, parrainée par la "Latex Corporation" comme "un service public", et me fut envoyé par un ami américain. Sous le titre "Le Propre Racisme du Communisme" il prétend que la Chine fait appel aux gens de couleur contre les blancs. La preuve principale en était une prétendue citation par Chen-Yi, Ministre des Affaires Etrangères de Chine et Vice-Premier Ministre, qui, disait-on, avait salué Kenzo Matsumura, un éminent Japonais, en septembre 1962, par ces mots : "L'Orient demeure après tout l'Orient et les Asiatiques doivent changer l'histoire du monde. Nous devons nous unir et renforcer les liens entre peuples de la même couleur de peau".

L'autorité invoquée était "La Pravda" de Moscou citant le "People's Daily" de Pékin. Je me mis à la recherche de ceux-ci. Matsumura vint à Pékin pour parler de commerce ; le discours d'accueil du 16 septembre n'était pas de Chen Yi mais du Premier Ministre Chou En-laï. Il faisait allusion non à la couleur de la peau mais à la pleine lune (c'était la fête de la Lune des Moissons) comme " Symbole d'Unité". Il disait que Japonais et Chinois devaient être amis. Quatre jours plus tard, Matsumura donna un banquet en retour et là les mots sur : " l'Orient est l'Orient", etc..., apparurent réellement Ils furent prononcés par Matsumura. Ses commentaires parurent dans le "Peoples Daily" sans citations directes. Il ne dit rien à propos de "couleur de peau" mais il dit bien que sa visite devrait renforcer les liens entre pays "de même langue et race". "La Pravda" cita cela un an plus tard, le 27 août 1963, ajouta des notes de citations directes et changea "même langue et race" en "couleur de peau et langue écrite", le mettant en caractères noirs pour attirer l'attention sur le fait que le "People's Daily" citait un "impérialiste japonais". "La Pravda" doit avoir manqué de quelque chose pour s'en prendre à la Chine. La faute de Chen Yi était seulement "par association". Il était assis à la table dont Matsumura était l'hôte.

Il ne resta plus à la Latex Corporation à New York qu'à attribuer la remarque sur "la couleur de peau" à Chen Yi, et renforcer la référence à la "couleur" en omettant la référence à "la langue" qui limitait la relation à la Chine et au Japon. L'édification du mensonge était ainsi complète.

"MÉLANGE" PAR LE CHRISTIAN CENTURY

Le paquet de déformations de faits qui me tint réellement éveillée fut l'éditorial du 11 septembre, dans le Christian Century, sur "Repensons la Chine". Non parce qu'il était pire que les autres, mais parce qu'il se targuait de bonté, de sauver la Chine de sa "solitude tragique" et de la ramener à la camaraderie de l'homme. Et son mélange *d'ignorance, d'arrogance et d'irresponsabilité* m'abasourdit — venant d'une telle source !

Il commençait : "Que pouvons-nous faire pour rompre *l'isolement volontaire* de la Chine du reste de l'humanité ? Sa rupture avec la Russie, suivant ses attaques sans motif contre la Corée, le Tibet et l'Inde, et ses interventions militaires et diplomatiques dans le Sud-Est Asiatique..." D'où vient tout ceci ? J'ai déjà fait remarquer combien la Chine est loin de "l'isolement". fut-il "volontaire", ou imposé par l'embargo américain, son intervention armée et son actuel blocus armé, avec des armes nucléaires toujours pointées sur des cibles chinoises ? Le rédacteur ignore-t-il que la Chine "n'attaqua jamais la Corée", mais entra dans cette guerre quatre mois après l'attaque de l'Amérique et seulement après que Mac Arthur ait jeté des bombes sur la Mandchourie ? Ignore-t-il que le Tibet a été reconnu comme faisant partie de la Chine pendant 1.200 ans par la plus grande partie du monde ? Et que même ainsi ensuite, l'Armée de Libération du Peuple Chinois, fit halte pendant huit mois à la limite du Tibet jusqu'à ce que le Dalaï Lama et les autorités de Lhasa signent un accord avec le nouveau gouvernement de Pékin ?

Ignore-t-il que le général chef d'état-major Maxwell Taylor déclara à un comité du Sénat lors d'une audience en avril dernier, en un témoignage fortement contrôlé, que l'Inde avait "grignoté du terrain" et devait avoir débuté le conflit de frontière ? Et que pas un seul soldat chinois ne fut découvert nulle part dans le Sud-Est asiatique, mais que les soldats américains y sont en quantité, faisant éclater la guerre au Viet-nam, encourageant la guerre au Laos et les manœuvres en Thaïlande ?

Chaque ligne respire la certitude arrogante que les Américains ont le droit de régenter le monde, mais que la Chine n'a aucun droit de défendre ses propres frontières. Mais ceci est plutôt commun chez les Américains et ce n'est pas ce qui me choqua le plus. Le pire fut la déformation de l'appel de Mao Tsé-toung aux peuples du monde en faveur de la lutte des Noirs américains pour les droits humains. Ceci démontre une irresponsabilité incroyable envers la vérité. Il n'y a pas d'honnête méprise possible ici car Mao ne fit qu'une déclaration unique, et, comme le rédacteur le note, ce fut sa première déclaration publique depuis des années.

Mao, à qui un Noir américain demanda deux fois de faire une déclaration soutenant la lutte des Noirs, le fit le 8 août. Le texte complet fut donné dans la "Peking Review" du 16 août. Il s'étend sur plus d'une page mais les mots importants en sont :

Je fais appel aux travailleurs, aux paysans, aux intellectuels révolutionnaires, aux éléments éclairés de la bourgeoisie et aux autres personnes éclairées de toutes couleurs, blanche, noire, jaune ou brune, etc... pour s'unir et s'opposer à la discrimination raciale pratiquée par l'impérialisme U.S. et pour soutenir les Noirs américains dans leur lutte contre la discrimination raciale.

Mao ajouta, peut-être avec trop d'optimisme, que seule la classe dirigeante réactionnaire opprime les Noirs et que les Blancs ne le font pas en général, et trouve donc que seuls 10 % des gens de la terre veulent opprimer les Noirs tandis que 90 % sont de leur côté. Il tire la conclusion que les Noirs américains gagneront et termine sur une note prophétique : "Le système mauvais du colonialisme et de l'impérialisme se développa avec l'esclavage des Noirs et la traite des Noirs ; il touchera sûrement à sa fin avec la complète émancipation du peuple noir".

Où dans cet appel hautement humain le Christian Century trouve-t-il quelque chose qui ressemble à ses mots ?

"Une incitation aux gens de couleur à s'unir dans la guerre contre la race blanche fut émis de Pékin au nom de Mao Tsé-toung. Son appel *à la guerre raciale dans le monde* reflète, un degré de haine et de fureur désespérée que l'on ne peut qualifier que de morbide"...

Un peu plus loin le rédacteur revient à la *"politique de suicide racial collectif"* de Mao.

Maintenant je ne sais pas d'où ce rédacteur tira cette version des faits. Je doute qu'il l'ait fabriquée lui-même ; son matériau est surtout d'occasion. La conclusion la plus charitable est qu'il tomba sur une calomnie toute prête à servir et qu'il la fit passer dans son article. Mais je sais qu'il aurait pu la vérifier à New York car on peut y trouver la "Peking Review". Et un rédacteur qui emploie de telles déclarations contre le dirigeant d'un quart de l'espèce humaine sans vérifier, fait preuve d'une irresponsabilité criminelle.

C'est pourquoi je demeurai éveillée dans mon lit me demandant si non seulement le Pentagone avec ses réserves d'armement mais aussi les idées préconçues des "bons Américains" n'étaient pas devenus un danger pour la survivance de l'homme. Et si ce rédacteur a un Dieu, je demanderai à celui-ci que ce rédacteur se mette à "Repenser l'Amérique" et laisse la Chine en paix.

POINTS PRINCIPAUX DE L'INTERVIEW DE REUTER AVEC CHOU EN-LAI

L'interview de Chou En-laï du 16 octobre, accordée au directeur général de Reuter, est un résumé si important et si clair que je laissai de côté ma discussion sur le Traité Tripartite sur l'Arrêt des Essais pour en donner les brefs points principaux.

1) *Les Etats socialistes ne se désuniront pas ;* les discussions du Parti continuent.
2) Apparemment aucun changement radical dans *les relations avec les U.S.A.* jusqu'à ce que les forces armées U.S. quittent le sol et les eaux chinoises.
3) La Chine est prête à engager la négociation sur la frontière indienne à n'importe quel moment.
4) L'avance économique de la Chine continuera.

1) *Différends avec l'U.R.S.S.* "De sérieuses différences de principe existent entre les Partis Soviétiques et Chinois". "Les contacts entre les deux Etats et les deux partis continueront". ..."Je ne vois aucune raison de penser que les deux Etats puissent se détacher l'un de l'autre".

En ce qui concerne les difficultés que présenta pour la Chine le rappel des spécialistes soviétiques en 1960, Chou répondit : "Bien sûr, il eut certaines répercussions", mais ajouta-t-il : "Nous ne voulons pas trop parler de

cela. Si l'Union Soviétique n'avait pas provoqué cette dispute nous n'aurions pas parlé autant que nous le fîmes".

Chou déclara catégoriquement que "ceux qui pensaient pouvoir utiliser les différends sino-soviétiques pour négocier séparément avec la Chine et l'Union Soviétique seraient certainement déçus ».

"Si un acte d'agression se produit contre l'un des pays socialistes, ce serait un acte d'agression contre le camp socialiste tout entier."

2) *Sur les relations avec les U.S.A.* "La Chine ne refuse pas les négociations avec les U.S.A." Mais elles ne paraissent pas devoir aller bien loin "aussi longtemps que les U.S.A. ne changeront pas leur politique de base", qui est "politique d'agression et de menaces de guerre contre la Chine"... "Nous sommes désireux d'être amis avec tous les peuples à travers le monde, "mais" nous ne pouvons pas être amicaux avec un pays" qui "occupe encore notre territoire de Tainwan* et continue ses menaces armées dans le Détroit de Taiwan". Chou concéda que des voix s'étaient élevées aux U.S.A. pour un changement de politique, mais aussi loin "aucune d'entre elles n'avait l'idée de changer cette politique qui consiste à séparer Taiwan de la Chine".

3) *Au sujet de la limite Sino-Indienne,* le Premier ministre déclara que la Chine avait négocié avec succès ses problèmes de frontières avec plusieurs pays et avait offert depuis longtemps de négocier la limite avec l'Inde, mais l'Inde imposait toujours des conditions. "L'attitude indienne courante", dit-il, "provient de leur besoin d'entretenir la guerre froide et ceci rejoint le besoin des Etats-Unis". L'Inde, dit-il, provoqua le conflit ; mais la frontière est maintenant calme par suite des mesures prises par la Chine. Elle demeurera calme à moins que l'Inde n'envahisse à nouveau le territoire chinois.

Les rapports constants de New Delhi disant que les Chinois rassemblent des troupes et projettent l'invasion sont qualifiés par Chou d' "absolument sans fondement" et publiés "simplement pour créer la guerre froide dans le but d'obtenir une aide étrangère et de supprimer les gens".

La limite, dit-il, devrait être établie "par négociations directes sans conditions préliminaires". La Chine y était préparée à n'importe quel niveau. Chou lui-même se rendrait à New Delhi si on le désirait.

4) *Sur l'économie de la Chine,* Chou dit que cette année montre "un complet changement en mieux". Des parties du pays souffrirent de la sécheresse tandis que d'autres parties souffraient d'inondations sur une grande échelle. En dépit de ceci la récolte de grain est plus forte que l'an passé, le coton fait montre d'une augmentation encore plus grande, tandis que les légumes et la viande sont encore plus abondants... Dans l'industrie nous dépasserons la production prévue pour un "grand nombre de produits".. Vous pouvez vous en rendre compte sur le marché".

Chou prévoit un progrès régulier et soutenu. "Notre expérience des désastres naturels", dit-il, nous a mieux préparés à les combattre".

La politique dans laquele "l'agriculture est le fondement et l'industrie le facteur d'avance "continuera" tout le long de la période de construction socialiste". Cependant "la proportion d'investissement de l'Etat dans l'agriculture et l'industrie variera suivant la situation".

Quant au commerce, Chou dit que le marché intérieur de la Chine est en voie de développement et qu'il y a aussi des possibilités de commerce avec l'étranger "avec ces pays qui le souhaitent" sur la base "d'un profit égal et mutuel". Les relations commerciales sont en bonne voie avec le Japon, la France et la Grande-Bretagne.

SECOURS RAPIDE POUR CUBA

Alors que les héroïques cubains se lancent farouchement au combat pour reconstruire les ruines laissées par l'ouragan du 4 au 8 octobre, du secours commence à arriver de tous les pays du monde. La Chine surprit tout le monde par la rapidité avec laquelle ses premières 9.059 tonnes de riz atteignirent le port de Santiago le 19, révélant quelques contacts magiques, ou simplement bons, avec l'étranger car les navires ne peuvent pas atteindre Cuba depuis la Chine en deux semaines. Ses dons médicaux pour la Croix-Rouge arrivèrent par avion le lendemain.

La liste des dons annoncée le 16 octobre par Chou En-laï, évaluée ici à près de 30.000.000 de dollars par les étrangers, comprend 50.000 tonnes de grain, 2 millions de kilos de viande en conserve, 25 tonnes de thé, 3.600.000 mètres de tissu de coton, un million de paires de chaussures en caoutchouc, 20.000 tonnes de ciment, 10.000 tonnes d'acier en rouleaux, 20.000 caisses de verre et 300.000 blocs de papier à écrire avec plus de 17 millions de crayons !

D'une valeur plus grande même que les marchandises est, à mon avis, la rapidité dont on fit preuve, l'implication dans la note de Chou à Castro qu'il s'agit d'un premier don "d'urgence", et la confiance témoignée par Chou dans ses paroles de salutations :

"Nous sommes convaincus que l'unité d'un peuple est plus puissante qu'un ouragan ! Le peuple héroïque de Cuba, sous votre direction, sortira certainement vainqueur de cette épreuve, rebâtira tout ce qui fut détruit par cette calamité, et le reconstruira mieux.

"Avec nos salutations révolutionnaires.

"CHOU EN-LAI."

Ceci devrait être un merveilleux remontant pour le moral de Cuba, ce qui est aussi important que la nourriture.

Votre Anna Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 12

CHANGEMENT RADICAL EN MIEUX

8 Décembre 1963

Chers Amis,

Une session de deux semaines du Congrès National du Peuple Chinois prit fin le 3 décembre, avec un communiqué sur le "changement radical en mieux, le commencement de la "montée de l'agriculture" et la "base indépendante établie pour l'industrie moderne. Je consacrerai ma prochaine lettre à ce thème et j'espère la publier vers la fin de l'année.

Les autres événements du pays sont :

1) Les U.S.A. se rapprochent de la guerre au Sud Vietnam, une intervention au Laos ; le Cambodge refuse de "l'aide".

2) Une Organisation Sportive du Monde Nouveau, GANEFO, "Games of New Emerging Forces", est formée en Indonésie (voir page 39).

3) Le débat communiste continue ; la Chine publie le commentaire Numéro Cinq, sur "La Guerre et la Paix".

VUES DE LA CHINE SUR LA GUERRE LA PAIX ET LES ARMES NUCLÉAIRES

Le résumé longtemps attendu des vues de la Chine sur la guerre et la paix parut le 19 novembre sous forme d'un commentaire par les services de rédaction réunis du "People's Daily" et du "Red Flag" (1), deux organes officiels du Parti Communiste Chinois, sous le titre *"Deux points de vue différents sur la question de la Guerre et de la Paix"*. Il parut aussi sous forme d'une brochure de 38 pages.

Techniquement, c'est le numéro 5, dans une série de réponses à la "Lettre Ouverte" du 14 juillet du Parti Communiste Soviétique que les Chinois, à l'époque, accusèrent de contenir "70 à 80 déformations de faits" sur lesquels ils se réservèrent de répondre. Les réponses ont paru en série numérotée de ce qui peut devenir des classiques marxistes sur des problèmes d'un intérêt à longue échéance.

Cinq questions ont ainsi été traitées depuis le 14 juillet. La première "Sur l'origine et le développement des différends entre la Direction du P.C.U.S. et nous-mêmes" est un compte rendu positif qui devient une analyse de la façon dont des différends s'élèvent dans un mouvement uni. La seconde — "Sur la question de Staline" — analyse non seulement Staline mais la croissance du premier Etat socialiste du monde. Etait-ce l'œuvre d'un gangster ou non ?

La troisième, "La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?", non seulement fait une analyse destructrice de la Yougoslavie mais établit des critères, applicables à des systèmes aussi grandement différents que le "socialisme" de Nehru et l'U.R.S.S., ou pour juger si un "pays socialiste" incline vers le communisme ou retombe vers le capitalisme. La quatrième — "Apologistes pour le néo-colonialisme" — soulève la question : les pays socialistes doivent-ils aider d'ex-peuples colonisés à combattre pour leur complète indépendance, ou aider l'impérialisme à imposer de nouvelles formes de dépendance sous couvert "d'aide".

(1) Drapeau Rouge.

De tous les sujets traités jusque-là, le numéro 5 est le plus important pour la plupart des gens. Beaucoup de gens ne sont pas marxistes et le nombre qui se soucie de ce qui se passe en Russie ou en Chine est limité. Mais tous les gens se soucient de la survivance de l'espèce humaine. Si la Chine a quelque chose à dire sur la façon de prévenir la guerre nucléaire, les gens veulent le savoir. C'est ce que traite le numéro 5.

De tous les mensonges propagés dans le monde sur la Chine, le plus sérieux est le mensonge que la Chine désire la guerre, que ses dirigeants considèrent la guerre comme la seule voie possible pour la révolution mondiale et sont désireux de voir un billion de gens tués par des bombes nucléaires comme un moyen pour atteindre au socialisme mondial. Ça n'a jamais été vrai. Mao Tsé-toung me donna son opinion de base sur les bombes nucléaires quand il dit, en 1946, au Yenan : "A la fin la bombe ne détruira pas les gens ; les gens détruiront la bombe".

C'est encore la base des vues de la Chine.

Cette façon de voir a maintenant été développée par les dirigeants qui firent la révolution et bâtirent la Chine actuelle. Ils sont expérimentés et habiles à la fois dans la stratégie de la guerre et de la paix. Ils maintinrent pendant vingt ans beaucoup de "zones libérées" sous un encerclement constant d'ennemis à l'armement supérieur. Ils développèrent leurs forces armées de quelques milliers à des millions, tirant toujours leurs armes et leur effectif de l'ennemi. Cette expérience n'est pas sans rappeler

celle à laquelle font face de nombreuses révolutions nationales, encerclées aujourd'hui par l'impérialisme hostile.

Dans le commentaire numéro 5 nous trouvons aussi l'attitude qu'un pays socialiste devrait prendre envers les armes nucléaires, et la révélation que les Chinois entrèrent dans la guerre de Corée de façon à ce que l'U.R.S.S. puisse rester en dehors, puisque tout conflit entre les envahisseurs américains de Corée et les Russes pouvait signifier la guerre mondiale. L'éditorial, donc, s'étend sur de nombreux sujets parmi lesquels je n'ai de place que pour quelques-uns.

"L'impérialisme est la source de la guerre dans les temps modernes" est la thèse par laquelle l'argument commence. Elle présente "les impérialistes U.S." comme "les plus effrénés militaristes des temps modernes... les féroces ennemis de la paix mondiale".

Certaines personnes peuvent s'arrêter ici, mais ceux qui connaissent l'étendue des guerres que Washington, déjà, entretient autour du monde et les bases de guerre établies sur tous les continents, seront d'accord. L'article donne quelques données sur celles-ci.

L'article dit clairement, comme Mao me le dit en 1946, que les U. S. ne cherchent PAS, à présent, la guerre avec l'U.R.S.S. mais cherchent d'abord à s'emparer de pays plus faibles, Vietnam, Laos et autres. Sa " stratégie globale" a été "de saisir et de dominer la zone intermédiaire qui s'étend entre les Etats-Unis et le camp socialiste, de réprimer les révolutions des peuples et des nations opprimées, de continuer à détruire les pays socialistes et, ainsi, de dominer le monde entier". Si on admet ceci, il s'ensuit facilement que la meilleure stratégie immédiate pour la paix est d'arrêter l'impérialisme U. S. dans les "pays intermédiaires" en aidant les peuples à la résistance et que cela risque d'entraîner une guerre nucléaire qui s'étende.

Deux "méthodes" différentes ont apparu dans le camp socialiste pour empêcher la guerre mondiale. L'une est de bâtir un front uni des peuples du monde contre les fauteurs de guerre ; c'est la façon qui convient dans l'optique de la Chine. L'autre est de faire des transactions avec les fauteurs de guerre et de les appeler des "amoureux de la paix", comme Khrouchtchev appela Eisenhower et Kennedy. Ceci, dit la Chine, déçoit les peuples du monde, brise le moral de la lutte anti-impérialiste, aide la "stratégie globale" de l'impérialisme et augmente ainsi le danger d'une guerre nucléaire.

Tel est l'argument de base très simplifié.

Les Chinois disent clairement *qu'ils ne croient pas* en l'incitation à la révolution ou aux guerres locales, comme on les en a accusés. Ces révolutions et ces guerres sont provoquées par l'oppression constamment grandissante de l'impérialisme à laquelle les peuples opprimés résistent de plusieurs façons et qui, à la fin, peut les conduire à une guerre civile révolutionnaire ou à une guerre nationale pour l'indépendance. Quand cela se produit, les pays socialistes sont "tenus par le devoir", suivant l'optique de la Chine, d'aider la lutte du peuple et non les impérialistes.

Cela ne signifie pas que la Chine fournisse des armes à toutes les luttes semblables. L'aide est de plusieurs sortes et les Chinois sont des stratèges prudents. Le soutien majeur est de "dénoncer l'impérialisme" de sorte que les peuples du monde et même les gens dans le pays impérialiste se dressent contre lui. L'aide de la Chine a été fournie de manière à ne pas " envenimer " une guerre, mais à aider les gens à y mettre fin.

On peut donner deux exemples concrets, bien qu'ils ne soient pas donnés dans le numéro 5. Voyez, à la 38, comment la Chine "fournit un appui" au Cambodge sans aucun étalage d'armes.

L'Algérie est un autre exemple. La Chine ne reconnut

pas son gouvernement révolutionnaire jusqu'à ce qu'il soit reconnu par les Etats arabes, ses alliés naturels. Ensuite, la reconnaissance opportune de la Chine permit à l'Indonésie et à d'autres Etats asiatiques de suivre l'exemple et fut une aide majeure. Moscou, pendant plus de deux ans, appuya de Gaulle, tandis que des membres du Parti Communiste Français participaient à la bataille contre les Algériens.

SUR LES ARMES NUCLÉAIRES

1) Le premier point de la Chine est que toutes les armes nucléaires devraient être abolies par "l'interdiction et la destruction complètes, totales et fermes des armes nucléaires..., des usines et des réserves d'armement ». Certaines personnes qualifient celà d'utopique et même d' " hypocrite ". Mais la Chine l'a proposé, auparavant, à toutes les nations avec qui elle entretient des relations diplomatiques et a reçu un certain nombre de réponses favorables. De notables amis de la paix, comme Lord Russel, pensent qu'on devrait " le prendre au sérieux ".

Les Chinois considèrent cela, non seulement comme le but f i n a l corect, mais comme un but qu'on peut raisonnablement approcher pas à pas, tels que le retrait des bases militaires étrangères, la création de zones dépourvues d'armes atomiques, etc... Ils ne pensent PAS que le présent "Arrêt des Essais" tripartite est un pas dans cette direction, mais plutôt un pas vers "un monopole nucléaire" et le renforcement de l'impérialisme U.S., donc un pas vers la guerre.

2) Aussi longtemps que l'impérialisme brandira des armes nucléaires, la Chine pense que le camp socialiste devrait "atteindre et maintenir la supériorité nucléaire". A cet endroit, quelques pacifistes occidentaux vont protester : ..."La vieille histoire !". Mais les marxistes comprendront que le socialisme, par sa nature même, n'entraîne pas la guerre, tandis que l'impérialisme le fait. La Chine critique Khrouchtchev pour avoir rompu, en 1959, l'engagement de fournir une aide atomique à la Chine, parce que cela réduisait le potentiel du camp socialiste.

3) Les pays socialistes utilisent des armes atomiques *SEULEMENT* pour l'usage défensif, c'est-à-dire pour "dissuader" ou "répondre" à une attaque nucléaire impérialiste. *"Un pays socialiste ne doit en aucun cas être le premier à utiliser des armes nucléaires"*. Ce doit être dit clairement au monde. Il s'ensuit que les pays socialistes ne doivent pas utiliser les armes nucléaires comme une menace ou s'engager dans " un chantage ou un jeu de hasard atomique ". Ils ne doivent pas utiliser " les armes nucléaires pour aider les guerres de libération nationales ou les guerres civiles révolutionnaires des peuples et n'ont aucun besoin de le faire". C'est un point important.

En pensant clairement à Cuba, l'article dit que les armes nucléaires "ne sont d'aucun usage, soit pour faire des révolutions, soit pour aider une guerre d'indépendance nationale. Les nations opprimées ne les possèdent pas, et comment un pays socialiste pourrait-il envisager de les utiliser en tant qu'aide ? Utiliserait-il des armes atomiques sur une zone où une guerre pour la libération nationale est en cours, soumettant, de cette façon, à la fois les révolutionnaires et les impérialistes à une attaque atomique ? Ou serait-il le premier à utiliser des armes nucléaires contre un pays impérialiste qui menait une guerre d'agression conventionnelle ? ". L'une et l'autre de ces solutions sont impossibles pour un pays socialiste". Khrouchtchev se vanta plus d'une fois qu'il utiliserait des missiles à longue portée pour défendre Cuba, et cela est considéré comme une "provocation dangereuse" par la Chine. Les "menaces d'armes atomiques" dans la crise caraïbe sont stigmatisées comme "jeu nucléaire irresponsable".

LA GUERRE DE CORÉE

Les Chinois sont blessés par l'accusation du P.C.U.S. disant qu'ils "espèrent un conflit de front entre l'Union Soviétique et les U.S.A. et essayent de pousser les Soviétiques à une guerre atomique". Ils révèlent ce qui était connu des gens en Chine et déduit par certains experts étrangers, mais jamais confirmé officiellement jusqu'ici, que la Chine entra dans la guerre de Corée en 1950, de sorte que l'U.R.S.S. n'ait pas à le faire. (La raison, bien sûr, était qu'un conflit direct des troupes américaines contre l'U.R.S.S., que Mac Arthur craignait, aurait pu facilement devenir une guerre mondiale, tandis que les troupes spéciales de " Volontaires Chinois" ne mirent même pas la Chine en guerre, techniquement, avec les U.S.A.).

"Nous-mêmes, disent-ils, préférions faire de lourds sacrifices et nous tenir en première ligne de défense de façon à ce que l'Union Soviétique puisse demeurer en deuxième ligne. Les dirigeants de l'U.R.S.S. n'ont-ils aucun sens de la morale prolétaire quand ils inventent de tels mensonges ? ".

POUR EMPÊCHER LA GUERRE ATOMIQUE

Ainsi la Chine ne cherche jamais la guerre ni ne l'encourage mais la considère comme un devoir socialiste pour aider les nations et les peuples opprimés quand ils sont attaqués par l'impérialisme. En donnant son secours elle évite que la guerre ne s'aggrave et s'oppose spécialement à l'introduction des armes atomiques. Son aide est donnée sur une base d'égalité et d'aide mutuelle, suivant la croyance que les pays socialistes peuvent secourir par l'aide matérielle et l'expérience, mais la résistance anti-impérialiste des luttes nationales est également importante puisqu'elle réduit la force de l'impérialisme.

Les Chinois croient que la guerre mondiale atomique ne peut être évitée que par la lutte des peuples du monde entier contre chaque nouvelle agression de l'impérialisme. On ne peut le faire par accords ou traités. La Chine ne s'oppose pas aux négociations, même avec les impérialistes. Elle a pris part à plusieurs négociations, notamment à Genève en 1954 sur l'Indochine et en 1961 sur le Laos. Elle encourage "les conférences au sommet" et "n'importe quelle sorte de conférence qui est bénéfique à la paix du monde". Mais elle trouve qu'il est "absolument impensable d'axer les espoirs pour la paix mondiale sur des négociations, de répandre des illusions à leur sujet et, par là, de paralyser la volonté de combattre des peuples, comme le fit Khrouchtchev". L'article ajoute : "Avec chaque recul, il augmente les appétits de l'impérialisme. Il est toujours un amoureux non payé de retour".

Dans l'opinion de la Chine, égarer les gens en leur faisant croire que les impérialistes veulent la paix, est le danger mortel. Car le seul pouvoir qui peut enchaîner l'impérialisme et empêcher le déclenchement d'une guerre atomique, c'est la conscience active des peuples du monde vigilants dans l'opposition. Les traités peuvent être utiles, mais ils ne peuvent pas lier l'impérialisme. Sans l'appui actif des peuples, les traités deviennent lettre morte.

Pour défendre la paix du monde, il est constamment nécessaire de dénoncer l'impérialisme, de stimuler les gens à placer leur confiance en la force du camp socialiste dans les luttes révolutionnaires... des travailleurs de tous les pays... dans les luttes libératrices des nations opprimées, dans les luttes de tous les peuples et de tous les pays qui veulent la paix. C'est la ligne de conduite des Partis Communistes dans la Déclaration de 1957 et le Rapport de 1960.

Donc la Chine soutient la conscience éveillée des hommes contre la bombe, comme Mao me le dit en 1946. Pour ceux dans de nombreux pays qui craignent que "les gens"

soient trop apathiques et trop déconcertés pour s'unir même pour se sauver de la mort, l'article finit sur le fait optimiste que " la conscience des gens a été très éveillée ces récentes années " et " peut être excitée indéfiniment ". " Le monde aujourd'hui n'est plus ce qu'il était à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale ".

L'EXPANSION DE L'AMÉRIQUE

« La pompe et l'éclat » des funérailles, comme le N.Y. Times le notait le 27 novembre dépassèrent ceux de n'importe quel moderne gouvernant. On est modeste. Pas même Genghis Khan n'attira à son corbillard une aussi grande multitude de chefs que celle de rois, de présidents et de dignitaires qui marchèrent le 25 novembre de la Maison Blanche à la Cathédrale pour honorer le maître de l'empire de loin plus étendu que celui que Genghis connut, et pourvu d'armes de loin bien plus meurtrières.

Quand Genghis mourut, ses chefs se précipitèrent pour se disputer la succession, arrêtant leur avance en Europe, et l'Europe fut ainsi sauvée. Les méthodes modernes sont plus rapides.

Presque tout de suite Lyndon Johnson assura au Congrès qu'il continuerait " le bond en avant de l'Amérique ".

Au Sud Vietnam, cela signifiait que la " guerre spéciale " avec 17.000 " conseillers " américains flambait et atteignait le record hebdomadaire le plus élevé de villages brûlés et de paysans égorgés. Encore deux Vietnamiens se firent brûler jusqu'à la mort pour protester, dont l'un en face de l'Ambassade des U.S.A.

Au Laos, un ralliement de 5.000 personnes à Phongsaly et un autre de 2.000 à Sam Neua protestèrent contre les invasions " U.S. - Nosavan " de leurs " zones libérées " spécialement contre l'attaque du 21 novembre à Vang-Vieng et Na Mon par les troupes de Nosavan avec l'aide d'appareils " At.-6 " américains. Ils demandaient que les U.S. " stoppent leur agression et observent leur engagement de respecter la neutralité laotienne ".

Le Cambodge renonce à l'aide américaine (voir p. 40).

En Corée, la presse de Pyongyang dénonçait le massacre de civils sud-coréens dans l'essai de tir d'un obus atomique U.S. et appelait l'occupation continue de l'Armée Américaine et son apport d'armes nucléaires une " violation illégale " des garanties d'armistice et " la cause d'origine de toutes les souffrances... du peuple sud-coréen", faisant de la Corée du Sud une " fournaise de guerre dans l'Extrême-Orient ".

Tout se déroula vers la fin novembre. Aussi, lorsque le Conseil pour la Paix Mondiale s'ouvrit à Varsovie le 28 Novembre et que la délégation française, soutenue par les Russes, proposa qu'on se levât et observât une minute de silence en l'honneur de Kennedy, " leader de la Paix ", et que des lumières au néon s'allumèrent tout d'un coup pour prendre la photo, certaines délégations surprises protestèrent.

Les Japonais dirent que la "nouvelle stratégie nucléaire agressive de Kennedy en Asie" avait changé le Japon en une base militaire de l'impérialisme U.S., " dirigée vers ses propres armes atomiques ". De cela, " nous tenons Kennedy pour responsable et nous ne pouvons nous lever en hommage pour lui en tant qu'homme de paix ".

Les Vietnamiens dirent : " Tous les jours, dans notre pays, des gens sont tués par le tir des Américains. Ce fut sous Kennedy qu'ils arrachèrent les gens de leurs foyers pour les mettre dans des hameaux stratégiques et commencèrent à brûler nos récoltes et nos arbres par la guerre chimique ".

La délégation chinoise protesta contre un hommage à Kennedy, " puisque le Conseil Mondial a plusieurs nations en désaccord dans leurs relations avec les U.S.A. ". Ils dirent qu'il serait mieux d'honorer les victimes qui moururent en résistant à l'agression U.S. au Vietnam, à Cuba et ailleurs... Ceci n'eut aucun résultat, mais les délégués du Japon, de Corée, du Vietnam, de plusieurs pays d'Afrique, de Suède, de Belgique et même d'Amérique, se levèrent plus tard pour venir remercier les Chinois.

De Moscou, N. Krouchtchev envoya immédiatement le télégramme suivant au Président Johnson : " La mort de J.F. Kennedy est un grand coup pour tous les gens qui chérissent la cause de la paix ". Radio Moscou joua des chants funèbres toute la journée.

Mais ceux qui avaient surveillé les dépenses de guerre américaines, montées en flèche sous Kennedy de *46,7 milliards* de dollars en 1960 à ce qu'on estime *60 milliards* de dollars pour 1964, avaient entendu le Président lui-même se vanter que les armes nucléaires des forces d'alerte stratégique avaient doublé en 24 mois. Ils avaient vu l'assassinat publié comme un procédé audacieux du C.I.A. jusqu'à ce que tous les meurtres politiques, depuis Lumumba, au Congo, jusqu'à Pholsena, au Laos, soient suspectés d'être l'œuvre du C.I.A.

Aussi, quand le Président Kennedy lui-même fut atteint, on s'aperçut avec un choc que les contradictions dans le système américain qu'il dirigeait avaient augmenté au point qu'il ne pouvait plus coexister même en lui-même.

Le verdict final fut donné non par des mots, mais par *quinze milliards de dollars,* quand le Stock Market (1) de New York, qui avait baissé brusquement et fermé à la mort de Kennedy, rouvrit pour " la plus grande affluence en un jour dans l'histoire du marché ", les gains totaux

(1) Bourse de New York.

s'élevant à cette somme (" N.Y. Times " du 27 novembre). Les grosses affaires avaient confiance : l'Expansion américaine continuait.

NOUVELLE INTERNATIONALE DES SPORTS

Plus de 2.200 athlètes de toutes les parties du monde prirent part à " un grand événement dans l'histoire des sports mondiaux ", à Djakarta, en novembre. Plus d'un million d'Indonésiens, ainsi que la presse mondiale, furent spectateurs des épreuves dans le nouveau complexe sportif de Bung Karno, qui possède un stade d'une capacité de 100.000 spectateurs.

Les " GANEFO " (Games of the New Emerging Forces) proviennent de l'expulsion de l'Indonésie par le Comité Olympique International. Au début de cette année, le Président Sukarno, un lutteur, proposa une nouvelle organisation pour les sports, " libérée du contrôle impérialiste ". La Chine s'y joignit tout de suite.

En dépit des menaces du C.O.I. d'évincer des Jeux Olympiques les participants, des athlètes de 49 pays y prirent part. Le plus grand contingent de visiteurs fut chinois, suivi par l'U.R.S.S. (deuxième de cordée), l'U.A.R. et le petit Cambodge. Cuba, la Bolivie, le Mali, la France, la Finlande étaient aussi présents.

Cinq nouveaux records du monde furent établis — bien que le C.O.I. puisse refuser de les homologuer — trois par la Corée du Nord, deux par la Chine. La sensationnelle et rapide ouvrière tourneuse coréenne Sin Kim mit en danger, dans les courses féminines, les records mondiaux des 400 et 800 mètres. Beaucoup de records nationaux furent aussi pulvérisés.

Outre les sports, les " GANEFO " furent officiellement organisés en tant que nouvelle organisation internationale

sportive, " pour parrainer la coopération parmi les nations désireuses d'une paix durable et de la fraternité de l'homme ". Les jeux se dérouleront tous les quatre ans, et le site choisi pour 1967 est Le Caire.

LE CHEMIN DU CAMBODGE

Il est réconfortant de noter comment le petit Cambodge défia le Grand Colosse et sortit vainqueur. Son refus de l'aide U.S. a été farouchement noté par une presse américaine embarrassée, mais ses raisons cruciales ont été habituellement laissées de côté.

Le Cambodge, un minuscule état de l'Asie du Sud-Est, coincé entre la Thaïlande, le Laos, le Sud-Vietnam et la mer, a seulement une population de trois millions, pas très lettrée, et un chef d'Etat, le Prince Sihanouk, possédant une bonne éducation française, bien informé des faits de la vie dans le monde moderne. En particulier, il sait que l'impérialisme U.S. veut le Cambodge pour en faire une route entre ses deux vassaux, la Thaïlande et le Sud-Vietnam, pour construire une base très étendue contre la Chine. Donc, la survivance de son pays, sans parler de sa propre survivance en tant que prince, dépend d'un équilibre délicat entre la Chine et le " monde libre ".

Sihanouk fit du Cambodge une preuve que la neutralité courageuse paye. Il obtint de la France, un beau port, de Moscou, un grand hôpital, quelques usines modernes de la Chine, une " aide " militaire et économique de l'Amérique. Il rendit le Cambodge fameux bien au-delà de sa force, en prenant l'initiative de la Conférence sur le Laos des Quatorze Puissances à Genève. Mais la Thaïlande et le Sud-Vietnam continuent à grignoter ses frontières, et les complots pour assassiner Sihanouk n'ont pas manqué, dans lesquels le C.I.A, paraît être impliqué.

Début novembre, Sihanouk protesta auprès de Washington qu'un groupe subversif appelé " Les Khmers libres " (Cambodgiens) opérait d'une station radio au Sud Vietnam, sous la protection des U.S.A., pour encourager son renversement, et à moins que cela ne cesse, il se trouverait contraint de refuser l'aide américaine. M. Phillips répondit depuis les U.S.A. que l'Amérique ne savait rien du tout de ces " Khmers libres ".

Aussi Sihanouk captura deux " Khmers libres " qui avaient franchi sa frontière avec des armes et tint une conférence publique lors d'une grande " Assemblée du Peuple " où ils confessèrent que " les Services U.S. dans le Sud-Vietnam " étaient " les pourvoyeurs directs de leurs armes, de leurs finances et de leurs plans " ! Ces plans étaient d'envahir le Cambodge avec une force armée composée de Khmers et de Vietnamiens, de renverser le gouvernement et de tuer son prince.

Devant ces faits, le Cambodge informa les U.S.A. que " la plus élémentaire dignité l'empêchait d'accepter plus longtemps l'aide U.S. et qu'il demandait l'arrêt immédiat de toute aide militaire, économique, technique et commerciale, et le retrait des organisations U.S. correspondantes du sol cambodgien.

Cependant, le Gouvernement Royal " transmettait son profond respect et son amitié au peuple américain " et " espérait qu'il comprendrait qu'un état souverain ne peut pas tolérer certains actes des fonctionnaires des U.S.A. " et, " en regard de son amitié pour le peuple américain, le Gouvernement Royal continuerait les relations diplomatiques ".

Pékin attendit une journée pour permettre à la presse américaine de faire des commentaires pleins de honte, ce qu'elle fit, et alors la Chine entra en scène, non en tant que " Chine Communiste ", ni en grande puissance menaçante, comme Khrouchtchev le fit à Cuba, mais comme " un voisin du Cambodge " et " un signataire des Accords de Genève en 1954 " qui garantissaient la souveraineté et

la neutralité du Cambodge. Elle nota que le Cambodge était un pays " désireux de paix, maintenant menacé d'invasion " par les vassaux des U.S.A. et déclara que si le Cambodge était ainsi envahi, la Chine lui fournirait " toute l'aide extérieure nécessaire ". Elle appela " les pays concernés... à arrêter l'intervention armée des U.S.A. et... à préserver la paix de cette partie du monde "

Aux derniers rapports, les U.S.A. avaient accepté à la fois les relations diplomatiques et le refus de l'aide et étaient en train d'étudier la requête du Cambodge pour que sa neutralité soit " garantie " par les Puissances de Genève.

Ce petit classique diplomatique est digne d'être étudié; il montre comment faire reculer une puissance atomique. L'entrée en scène de la Chine entraîna des dissensions même entre les U.S.A. et leurs acolytes, par l'appel à la Thaïlande et au Sud-Vietnam pour " maintenir la paix de cette partie du monde " en tant que signataires des Accords de Genève. La conduite du Cambodge provoqua une faille entre le peuple américain et sa bureaucratie, isolant seulement le Pentagone et le C.I.A. Les U.S.A. perdirent la face en Asie du Sud-Est, tandis que le Cambodge et la Chine y gagnaient en prestige.

NOTE PERSONNELLE

Cette lettre fut consacrée à " la Paix " pour satisfaire de nombreuses requêtes.

La prochaine Lettre satisfera à d'autres demandes en traitant du rapport du Congrès National et d'autres as pects du développement interne de la Chine. J'espère le faire en même temps.

Anna-Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 13

EN ABORDANT 1964

30 Décembre 1963

Chers Amis,

A Pékin, les fêtes du Nouvel An ont commencé ; la nuit dernière, le " People's Daily " organisa une soirée pour certains des journalistes, ce soir c'est le tour du Comité de la Paix.

Les réunions et les visites vont continuer pendant des jours ; comment on arrive à travailler demeure un mystère. Le temps est sec et vif, mais pas de neige jusqu'ici. Par moments, un vent sec et mugissant venant du Pôle Nord en passant par la Gorbi fait se crevasser ma peau et me donne des inquiétudes pour le sol.

Au Sud, l'intervention de Washington au Vietnam et au Laos continue à faire des victimes, mais n'amène aucune victoire. Aussi la remuante Marine U.S. s'avance dans l'Océan Indien au grand ennui de la plupart des nations avoisinantes.

Le Premier Ministre Chou En-laï est parti pour une visite de deux mois en Afrique, avec Chen-Yi, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères et de nombreuses personnalités moins éminentes. Ils nous man-

quent pendant les fêtes. Même si vous ne pouviez pas souvent obtenir une conversation personnelle, c'étaient des présences qui rehaussaient l'atmosphère sociale. Chou a un talent spécial pour jeter des coups d'œil chaleureux et amicaux d'un bout à l'autre d'une salle de banquet de 5.000 personnes, réconfortant les individus. Chen-Yi, gros, jovial, franc et gai dans ses discours, semble toujours prêt à vendre la mèche et le fait souvent. Nous détestons les voir disparaître dans ce dangereux monde extérieur de lutte capitaliste, mais nous savons que, pour bâtir l'unité Afro-Asiatique contre l'impérialisme, ce voyage est une suite intéressante de Bandung.

Le Congrès National du Peuple s'est terminé il y a près d'un mois, une session de 1.012 députés du 18 novembre au 3 Décembre. Son communiqué notait " avec satisfaction " que la Chine a *" surmonté les difficultés "* causées par trois années de désastres naturels et par les actes des dirigeants soviétiques qui, " unilatéralement, mirent en morceaux les accords et rappelèrent les spécialistes ", et qu'elle avait aussi " compensé les insuffisances en travail pratique ".

Il notait que " les communes ont été encore consolidées " et que l'agriculture s'est améliorée d'année en année depuis 1961, et qu'en dépit d'inondations exceptionnellement abondantes et de sécheresses prolongées dans certaines régions, la récolte totale de grain est plus forte que l'an passé et que la récolte de coton, et d'autres, ont encore plus augmenté. " Une nouvelle montée dans l'agriculture est en train de prendre forme ".

La croissance industrielle était décrite comme *" satisfaisante "* en proportion et production, avec *" un bond en avant dans la variété et la qualité "*. Le plan pour la production industrielle de l'année est, estime-t-on, dépassé à tous les points de vue. La construction, si importante, est " plus grande qu'en 1962 ". Le marché domestique montre " une augmentation du nombre des denrées et une tendance

à la baisse des prix ". Les plans de ventes au détail et de commerce avec l'étranger sont tous " dépassés ". *Quarante pour cent des travailleurs ont eu leur salaire augmenté. Le budget de l'Etat était équilibré avec un léger excédent.*

A cet aperçu plutôt simplifié étaient ajoutés un certain nombre de détails frappants qui montraient une force grandissante (voir page 53).

Comme la politique économique de la Chine est encore une politique de " rajustement ", j'allai voir le Vice-Premier Ministre Po I-po pour une discussion approfondie sur le sens de ce terme.

CE QUE LA CHINE ENTEND PAR "RAJUSTEMENT"

(Interview du Vice-Premier Ministre Po I-po)

Sous le terme terne de " rajustement ", *la Chine est en train de reconstruire son économie* tout entière pour établir des rapports plus efficaces entre l'industrie et l'agriculture, de façon à satisfaire les besoins de la population et *à créer une base économique indépendante de l'aide étrangère*. Cela dure depuis trois ans et continue encore.

J'allai demander au Vice-Premier Ministre Po I-po ce que signifiait exactement " rajustement ". En tant que Président de la Commission Economique d'Etat, et Vice-Président du Comité de Planification de l'Etat, ses rapports à peu près une fois par an sont un sujet d'analyse pour les experts occidentaux qui s'y précipitent dessus. Mais j'y allai parce que ma dernière interview avec Po I-po s'était déroulée dix-sept ans auparavant dans les monts Taihang alors qu'il était commissaire politique pour l'armée défendant une " zone libérée " d'environ la superficie de l'Allemagne, avec une capitale dans un village caché de montagne.

Je lui demandai alors avec un peu d'impatience : " Pourquoi parle-t-on joyeusement de " victoire " alors que Tchiang Kaï-chek est en train de prendre vos chefs-lieux ? Il me donna les raisons précises et logiques pour lesquelles Tchiang était en train de s'embourber dans les chefs-lieux, de sorte que l'Armée Populaire de Libération puisse bientôt prendre l'initiative. A partir de ce moment-là, je compris comment opérait la stratégie de l'A.P.L.

Cette fois-ci, Po I-po me reçut avec plus de splendeur que dans les monts Taihang. Au lieu d'une petite pièce dans une ruelle d'un village perdu, il utilisait une des belles salles d'audience du vieux palais impérial, maintenant mises à la disposition des Vice-Premiers Ministres pour les interviewes. Elle était éclairée par le soleil brillant à travers un long mur vitré, et il y avait un grand tapis chinois rouge avec de nombreuses chaises confortables autour d'une table à café garnie de thé et de fruits. Dans une petite salle à manger adjacente, nous prîmes plus tard un excellent déjeuner.

Je voulais ce que j'avais désiré en 1946, une explication claire et sensée sur la stratégie, économique cette fois-ci, et non plus militaire. Je posai la même sorte de question : " Pourquoi faites-vous si gaiement du " rajustement " au lieu de lancer " une grande avance " ?

Po I-po avait les mêmes manières directes et ne paraissait pas beaucoup plus âgé. "Votre mot *rajustement* n'inclut pas tout à fait tous les sens de notre slogan chinois de huit caractères, traduits approximativement par : *rajuster, consolider, compléter, augmenter la variété.* Mais *rajuster* peut être le meilleur terme pour les inclure tous. Quand un chef de guerre gagne une bataille, il s'arrête pour laisser reposer les troupes, pour regrouper et réorganiser ; il récapitule les expériences, étudie la force et les faiblesses révélées et fait l'estimation de ce qui est nécessaire pour la prochaine victoire. Notre économie avance suivant un rythme à peu près semblable. Après chaque période d'action importante, nous récapitulons les expériences et *rajustons* pour la prochaine action. La période peut être longue ou brève ; cela dépend de nombreux facteurs. Mais de ce *rajustement* dépend le succès et la rapidité de la prochaine action ".

Dans le premier plan quinquennal, m'expliqua-t-il, en 1953-57, la Chine n'avait aucune expérience de la grosse industrie et ne pouvait que copier l'U.R.S.S. " La vitesse n'était pas tout ce que nous souhaitions et il y avait d'autres lacunes. En 1958-60, nous essayâmes d'autres idées de notre cru sous le titre de *Grand Bond en Avant.* Nous fîmes quelques grandes réalisations et aussi quelques erreurs. Tout ceci doit être médité pour combiner notre expérience à l'expérience soviétique et trouver la meilleure solution. A cela vint s'ajouter l'action du Camarade Khrouchtchev en 1960. Il retira tous les spécialistes soviétiques et brisa les contrats de fourniture d'équipement. Cela nous força à créer une nouvelle base économique indépendante ".

Po I-po décrivit de nombreux types de rajustement : à l'intérieur même d'une industrie, entre industries, entre l'industrie et l'agriculture, et pour une nouvelle base économique. Il donna des exemples de tous.

Dans la fabrication de l'acier, la Chine sauta à 18 millions de tonnes en 1960, trois fois les 5,35 millions de 1957. " Mais la qualité n'était pas toujours bonne et il manquait la variété. Elle ne comblait pas nos besoins. Nous avions un excès d'acier ordinaire ; il traînait un certain temps avant que nous puissions l'utiliser. Mais notre industrie en expansion avait besoin de nombreux alliages d'acier. Nous vîmes que huit ou dix millions de tonnes de bonne qualité dans les variétés adéquates étaient plus nécessaires que 18 millions de tonnes d'acier ordinaire ".

" Diriez-vous alors que le grand effort de l'acier de 1958, pour lequel 60 millions de personnes fabriquèrent de l'acier, fut une erreur ? "

" Ce ne fut pas une erreur ", répondit-il. " C'était indispensable. Quand vous, en tant qu'écrivain, écrivez 10.000 mots et qu'ensuite vous réduisez à 5.000, ce n'est pas une erreur. Ça enrichit le résultat. Cet effort pour l'acier nous fournit une industrie de l'acier étendue à toute la nation plus rapidement que n'importe quelle autre manière ".

Il me donna un autre *exemple à partir de la construction des machines.* Dans l'ancienne Chine, ils réparaient et assemblaient, mais ne pouvaient pas fabriquer les machines. Dans le premier plan quinquennal, ils en fabriquèrent un nombre considérable. En 1958, ils lancèrent le slogan : " Donnez vos idées " ; les travailleurs se mirent à fabriquer des inventions. En trois ans, la construction des machines, des tours., etc., augmenta de 150 pour cent. " Beaucoup plus vite que dans le plan quinquennal ", dit Po I-po. " Mais nous avions trop de certaines machines et pas assez d'autres. Nous manquions assez de très grosses machines, les machines de précision et les machines qui composent l'équipement agricole. C'était un autre rajustement nécessaire à l'intérieur même de l'industrie ".

Plus sérieux était le rajustement nécessaire entre l'agriculture et l'industrie. " Nous attirions trop de main-d'œuvre des zones rurales dans les villes ", dit Po I-po. " Les désastres naturels montraient que la population citadine était plus forte que ce que nos fermes pouvaient nourrir. Notre industrie se modernisait mais nos fermes n'étaient pas encore mécanisées. Nous dûmes réduire notre population citadine des 130 millions atteints à 110 millions jusqu'à ce que nous puissions mécaniser les fermes ". (Po I-po ne disait pas ce que je savais d'autres sources, à savoir que ce n'avait pas été fait de façon administrative, mais en arrêtant les industries de moindre importance et en donnant aux chômeurs des tickets de grain pour six mois s'ils acceptaient de retourner aux fermes pour produire de la nourriture).

Un autre exemple du rajustement complet entre la culture et l'industrie est *le déplacement des usines pour qu'elles soient plus près de leurs matériaux bruts* et des consommateurs. " Nous cultivons des arachides et du soya dans de nombreuses parties du pays ", dit Po I-po, " mais les usines qui les transforment en huile comestible sont toutes dans les villes du littoral, ce qui signifie du transport en plus dans les deux directions. Nous avons maintenant déplacé les usines plus près de la source de leurs matériaux et nous avons aussi déplacé les matériaux bruts plus près des usines de transformation. Mais ceci ne doit pas devenir exagéré. Quand la population locale transforme son propre tabac ou fabrique son propre savon, elle gaspille quelquefois du bon tabac en de médiocres cigarettes ou de bonnes huiles et de bons parfums en mauvais savon. Aussi nous devons établir des moyennes et ne permettre aux usines locales d'avoir des matériaux bruts qu'à la condition de produire de la bonne qualité ".

Beaucoup de travail a été fait pour rationaliser le transport. " Pendant le Grand Bond, tout le monde voulait tout, sur-le-champ, et le tirait d'où il pouvait ". On trouvait du bois provenant de Mandchourie se dirigeant vers le Sud du Yangtze tandis que du bois provenant du Sud voyageait vers le Nord. Des cartes furent établies, montrant les sources des matériaux de base, comme le charbon, l'huile, l'acier, le bois, et les endroits où ils étaient nécessaires.

" Nous fîmes beaucoup d'ajustement sur de tels problèmes ", dit Po I-po, " de façon à ce que le bois provenant du Nord ne traverse pas le Yangtze en direction du Sud et vice-versa ".

Il est probable que le plus sérieux rajustement fut causé par ce que Po I-po appela *" l'attaque-surprise en* 1960 *par le Camarade Khrouchtchev ".* Elle fut très sévère. Il y avait quelque 300 grandes constructions et entreprises dans toutes les branches de l'industrie et toutes

les parties du pays dans lesquelles plus de 1.300 spécialistes soviétiques étaient employés sous contrat pour dessiner, fournir et installer de l'équipement. Tout cela s'arrêta en moins d'un mois, en plein été 1960. Les spécialistes furent rappelés avec leurs projets détaillés et l'équipement cessa d'arriver. Pour être précis, nous pouvions encore acheter les machines ordinaires que nous-mêmes pouvions fabriquer. mais non les machines-clés nécessaires. C'était comme si on enlevait la vaisselle au milieu d'un repas ".

Il donna des exemples. Aux Aciéries Anshan un nouvel atelier de feuilles d'acier roulées à froid pour les carrosseries d'auto et d'autres usages similaires employait onze spécialistes soviétiques àl'installation de deux groupes de machines. Le premier groupe de machines était installé et était en cours d'essais quand les spécialistes furent rappelés. Seulement 20 pour cent du second groupe de machines étaient arrivés ; le reste ne vint jamais. La deuxième installation était tout à fait différente de la première et on ne pouvait copier sur l'autre.

"Que devions-nous faire ? Nos travailleurs et nos techniciens étaient en colère et déterminés et ils décidèrent que nous devions fabriquer ces machines-là nous-mêmes. Ils lancèrent un appel aux idées à tous les travailleurs Chinois qui connaissaient le travail de l'acide roulé, spécialement dans le Nord-Est. Nous dûmes inventer à partir de rien. En moins d'un an ça fonctionnait. Elles n'étaient peut-être pas semblables aux machines que les Soviets auraient envoyées, mais elles roulaient des feuilles d'acier dont "90 pour cent atteignaient le modèle standard, alors que le contrat avec l'U.R.S.S. ne nous en promettait que 80 pour cent ".

Il y a trois ans tout le monde attendait une grande centrale électrique à la grande Gorge Sanmen sur le Fleuve Jaune ; elle devait alimenter un réseau électrique touchant trois provinces. L'U.R.S.S. fournissait les générateurs et les turbines de 150.000 kilowatts par contrat, avec des spécialistes pour les installer. C'était plus grand que ce que la Chine avait jamais connu. Le premier combiné générateur-turbine arriva en 1960, mais les spécialistes n'arrivèrent jamais et il n'arriva plus de générateurs ni de turbines. Lentement les Chinois apprirent à fabriquer des turbines et des générateurs de cette taille et à les installer. Le plus dur fut de souder ensemble les deux énormes ailettes de turbine qui arrivaient séparément et devaient coïncider à 0,1 mm près. Ils y sont arrivés maintenant, avec une marge de 0,06 mm. Pendant ce temps des usines dans les trois provinces construisirent leur propre source d'énergie ou attendirent pendant trois ans.

"Aussi maintenant, dit Po I-po, *certains de nos camarades pensent que nous devrions offrir à Khrouchtchev une médaille pour le stimulant qu'il fournit à notre confiance en nous !* Quelquefois ce n'est pas suffisant d'avoir des leçons de Marx et de Lénine ; vous pouvez avoir besoin d'être stimulé par Tchiang Kaï-chek ou un embargo américain." Il remarqua que Tchiang donna au début 400.000 dollars *K.M.T.* par an aux armées commandées par des Communistes dans la guerre commune contre le Japon ; mais il cessa en 1939, les Communistes durent apprendre à nourrir et armer leurs propres soldats. Au moment où le Japon fut battu, ils avaient 1.100.000 soldats au lieu des trois divisions pour lesquelles Tchiang avait payé. De la même façon l'embargo américain poussa la Chine à fabriquer et même à exporter de nombreuses machines que les U.S.A. l'empêchaient d'acheter.

"Khrouchtchev pensa nous étrangler d'un seul coup, dit Po I-po, mais il nous fit faire de notre mieux pendant ces trois ans. Les difficultés qu'il nous fit nous les avons surmontées en établissant une nouvelle base économique. Ce n'est pas complètement fini car nous prenons le temps de nous adapter aux ressources et aux besoins

de notre pays avant de commencer notre prochaine progression."

Presque comme à la réflexion Po I-po revint à la question que j'avais soulevée. *"Rajuster n'est pas rester immobile,* dit-il. *Chaque rajustement a été un progrès rapide, mais bien net.* En 1963, Anshan à lui seul fabriquait 126 nouvelles sortes d'acier en rouleaux. Le pétrole progressa de 50 % par an jusqu'à ce que la Chine se suffise pratiquement à elle-même maintenant à la fois en pétrole brut et en dérivés. La production des *engrais chimiques a triplé* entre 1959 et 1962 ; *les insecticides augmentèrent neuf fois* de 1958 à 62."

Certaines provinces ont progressé très vite ; Kwangtung dont les deux ou trois récoltes annuelles demandent un bon contrôle de l'eau, a maintenant 12 fois plus de pompes électriques qu'en 1957 avec un autre équipement d'irrigation et de drainage dans la même proportion. En dépit d'une sérieuse sécheresse, cette province produisit en 1963 350.000 tonnes de grain de plus qu'en 1962. Voir page XX pour "le miracle de l'année du Comté Cho An". "Pendant ce temps, dit Po I-po, *nous avons réglé toutes nos dettes envers l'U.R.S.S., sur des emprunts remontant à* 1950. Les paiements les plus lourds eurent lieu pendant nos années les plus dures. Ce qui reste sera aisément réglé en 1965. Ensuite nous ne devrons rien à personne."

"Peu de nations peuvent se targuer d'une pareille solvabilité', commentai-je.

Le Vice-Premier Ministre Po I-po conclut : "Nous établirons donc le plan de progression générale sur une base économique tout à fait ajustée à nos besoins et tout à fait indépendante".

LE DOCTEUR MA VOYAGE VERS LE SUD EN DIRECTION DE KWANGTUNG

(Passages de lettres personnelles du Dr Ma Hai-teh)

Notre train voyagea lentement vers le Sud (en novembre) traversant la région où ce déluge géant répandit de 45 à 60 cm d'eau en 24 heures sur une grande portion du Sud Hopeï, en balayant les récoltes, les maisons, les maisons, les ponts, les lignes de chemin de fer. Des brigades de secours travaillaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la nuit à la lumière de grands éclairages, avec des bulldozers, des pelles mécaniques, du matériel électrique mobile — un équipement beaucoup plus moderne que ce que vous voyiez il y a un an ou deux. Des grues pour poser les voies étaient en train de mettre en place des rails préfabriqués et des éléments de ponts.

Plusieurs vieux amis dans le wagon-lit se rappelaient les jours de la résistance anti-japonaise, quand notre travail consistait à enlever les rails, pour ainsi dire à main nue, les transporter plus loin et les enterrer. Le travail suivant, de les remettre en place pour suivre l'Armée de Libération, était même encore plus dur. Le réseau de chemin de fer d'après la Libération fut aussi construit à l'aide de beaucoup de travail manuel. Maintenant la mécanisation fait avancer les choses.

A l'aube nous vîmes la région où les eaux étaient passées. Les dégâts subis par les récoltes étaient variables ; dans certains endroits elles étaient totalement perdues mais les paysans labouraient déjà pour resemer. De l'aide de toutes sortes arrivait sans discontinuer ; les voies de garage étaient chargées de nourriture, de combustible, de vêtements, de matériaux de construction, et de fournitures médicales. Des fours à briques de fabrication locale entraient en action ; la majorité de la population semblait fabriquer des briques. Certaines maisons neuves étaient déjà finies. Nous fûmes frappés par l'esprit de confiance qui régnait même dans ce désastre.

Un signe plus heureux des temps était les friandises en vente aux gares, plus loin, de tendres poulets rôtis dans le Nord, des gâteaux et des beignets en Chine Centrale, d'odorantes confiseries de sésame plus au sud. Des fruits partout, pommes, poires, pêches, raisins, puis bananes et papayes.

Canton était dans son état habituel d'agitation ; la Foire des Denrées d'Exportation battait son plein.. Mais nous nous mîmes en route pour la côte Est où notre équipe médicale de Pékin avec quelque 80 docteurs et l'adjonction d'infirmières de Kwangtung accomplit une surveillance de la santé, qui en est maintenant à sa troisième année.

Le Comté de Chao An a une très vieille histoire. Pendant nos dimanches de liberté nous cherchions des tessons de poterie des époques Tang et Sung sur l'emplacement d'anciens fours détruits quand la conquête mongole tua tout le monde dans le chef-lieu.

Cette année Chao An a une différente sorte d'histoire. Il eut la plus longue sécheresse mais la plus forte récolte jamais vue dans la région. Les records du comté remontent à bien longtemps. Une sécheresse de 180 jours pendant la Dynastie Ching causa une révolte des paysans qui fut noyée dans le sang. Une sécheresse plus récente de 100 jours en 1943 eut des résultats notés sur un panneau dans la Commune de Goo Hsiang, racontant ce qui arriva aux 7.000 personnes de la collectivité. "En 1943 avec 100 jours de sécheresse, 656 personnes moururent de faim, 323 devinrent des réfugiés, 462 se firent mendiants et 248 enfants furent vendus."

La sécheresse de cette année dura 240 *jours. Mais ils eurent la plus forte récolte de leur histoire. Les paysans l'appellent "l'année miracle".* J'ai visité 14 des 19 communes du comté. La dernière récolte de riz formait un tapis continu d'une bonne épaisseur. Les champs qu'on venait juste de moissonner avaient donné 66,6 demi-boisseaux par acre ; quand la première récolte y fut ajoutée, cela totalisa plus de 110 demi-boisseaux. La moyenne de la totalité du comté fut donnée comme étant 7.500 livres de riz par acre, en comptant les deux récoltes.

Ils avaient aussi des patates douces, de la canne à sucre, des légumes et de si nombreux porcs qu'ils attendaient en rang pour les vendre. La région avait plus de porcs en vente que les commodités de réfrigération de l'Etat ne pouvaient en absorber ; aussi chaque commune amenait ses porcs à tuer un jour différent. Chaque commune avait des étangs à poisson et des occupations secondaires telles que la poterie et la broderie. Aussi les revenus étaient-ils « en hausse » malgré la sècheresse.

Les gens étaient d'humeur plaisante, pleins d'énergie. Quand je demandais aux paysans comment allaient les choses, ils répondaient : « Le président Mao est un bon fermier ». Un vieux paysan me dit l' « année miracle » est venue « du retour de la vache de fer ». C'était une statue de fer de la dynastie Sung placée pour garder un pont ; elle fut emportée en 1961 et ramenée en amont cette année. Le paysan grimaça et ajouta « qu'on ne croyait plus en ces superstitions. Un réservoir avec des pompes fait plus qu'une vache de fer ».

Le secrétaire du Parti de la commune de Ling Haï n'est pas d'accord sur l'idée de l' « année miracle ». Il tint une réunion pour en discuter les causes. Les causes établies furent les réservoirs et les canaux d'irrigation construits par les membres de la commune, l'adjonction récente de pompes électriques, un meilleur labourage, une plus grande quantité d'engrais et une nouvelle qualité de riz avec un fort rendement. Plus l'organisation commune et les expériences récentes pour combattre les désastres. Le secrétaire pensait que les bonnes récoltes continueraient et même s'amélioreraient.

APERÇUS INDUSTRIELS

La production industrielle augmente de mois en mois en 1963. Les plans pour tous les articles majeurs furent dépassés : 30 pour cent de tracteurs en plus, 40,5 pour cent d'engrais de plus qu'en 1962 parvinrent aux fermes. La qualité et la variété firent des progrès ; le coût du travail et des matériaux fut réduit.

La Chine maintenant fait ses projets et bâtit : des puits de mine à charbon fournissant 1 million de tonnes par an ; des industries métallurgiques et des aciéries réunies d'une capacité de 1.500.000 tonnes ; des centrales électriques de 650.000 kW, des ateliers de fabrication de grosses machines-outils, etc. Elle se suffit à elle-même pour 90 pour cent de l'acier, pour 85 pour cent dans la fabrication des machines.

La Chine a développé son commerce avec 110 pays (voir *La Chine reconstruit,* de janvier 1964, pour plus de détails).

Pékin, maintenant grand centre industriel, fabriqua p'us de 400 *nouveaux produits en* 1963. Ses usines textiles produisirent plus de 1.700 nouveaux modèles en coton, soie, laine et fibres artificielles. Les aciéries de Pékin sortirent 160 nouveaux produits d'acier, comprenant près de 100 sortes d'aciers en rouleaux. L'industrie de construction de machines, issue des cinq dernières années, fournit plus de 100 nouveaux produits en 1963, y compris des broyeurs de haute précision, des grues géantes pour les sites de construction et un équipement spécialisé pour les industries pétrolières et la fabrication des engrais. Deux nouveaux types de pompes pour puits profonds dans les régions où les nappes d'eau sont profondes et une station de transformateurs électriques, qui peut être montée, démontée et déplacée, tels sont les articles populaires à la campagne (28 décembre).

Rattrapons Shangaï, un slogan enfiévrant les locaux industriels, a déplacé 10.000 ouvriers qualifiés et des techniciens de toutes les parties de Chine à Shangaï, pour étudier les techniques et les méthodes des usines les plus modernes du cru. Les industries de l'acier, de la construction de machines, de l'équipement électrique, des produits chimiques, des textiles et de l'industrie légère, toutes s'arrangent pour envoyer leur quote-part. Elles comparent les techniques de Shangaï avec leur propre pratique pour étudier leur retard. Shangaï envoya aussi 900 dirigeants, techniciens et ouvriers, en quatre groupes, pour échanger des connaissances avec Pékin, Shenyang, Tientsin et Canton (11 novembre).

La province Kansu à l'Extrême-Ouest, autrefois isolée et rétrograde, fabrique à présent 10.000 produits industriels, trois fois plus qu'en 1957, et cent fois les chiffres d'avant la libération, quand même les clous devaient être apportés de l'extérieur. 90 pour cent des marchandises de consommation venaient de l'extérieur de la province jusqu'en 1958. Aujourd'hui Kansu produit non seulement des textiles de laine; des bouteilles-thermos, des plastiques, des conserves de nourriture, des produits laitiers et des produits de consommation, mais a 75 usines de machines agricoles — il n'y en avait que cinq en 1957 — et produit ses engrais chimiques pour la production en masse, son ciment, ses pompes et ses moteurs Diesel (30 octobre).

Les machines à égrener le coton travaillent à plein rendement sur la nouvelle récolte de coton qui continue à se déverser dans les comptoirs commerciaux de l'Etat, bien que les livraisons conventionnées aient été dépassées un mois plus tôt que de coutume. Le nouveau coton est déjà arrivé aux filatures de Shangaï et de Tientsen qui rapportent qu'il est inhabituellement blanc, solide et pur. Une superficie plus grande, une meilleure irrigation, davantage d'engrais et d'insecticides ont fait une meilleure récolte (28 décembre).

La route de la gorge du Yangtsé, entre Ichang et Chingking, est maintenant indiquée par sept fois plus de bouées qu'à l'époque d'avant la Libération. Au lieu que ce soient des bouées de bois facilement endommagées, celles-ci sont des balises en fer fournissant des points de repères précis. Des phares, des télécommunications, des pétards en cas de brouillard ont réduit presque de moitié le temps nécessaire pour franchir ce passage autrefois dangereux avec comme résultat des économies pour la cargaison et les passagers (1er novembre).

BONNES NOUVELLES AU TIBET

Les paysans et les bergers tibétains, ayant récolté leur cinquième bonne moisson depuis que la réforme de 1959 libéra les serfs et leur donna de la terre, accourent en foule aux quelque 600 centres de coopératives commerciales dans lesquels les organismes commerciaux de l'Etat ont triplé les marchandises pour faire face à la demande de la saison. Ils achètent des cotonnades à Shangaï, des soieries à Hangchow, du sucre à Yunnan, du thé à Szechwan, des pots émaillés et d'aluminium dans divers centres industriels. *Six ateliers d'équipement agricole fabriquent maintenant des outils de fer au Tibet lui-même,* où cinq ans auparavant les serfs croyaient encore que « le fer empoisonnait le sol ». Les outils de fer remplacent à présent les anciens bâtons de bois.

Les facilités pour *la santé et l'éducation* se répandent aussi sur le toit du monde. Quelque 1.600 Tibétains, dont beaucoup sont d'anciens serfs, ont reçu leur diplôme de vétérinaires pour les régions d'élevage, où de nombreuses maladies qui décimaient les troupeaux sont à présent réprimées.

Les monastères ne sont pas négligés ; Ganden, un des « Trois Grands » monastères historiques de Lhasa, vient de subir sa plus importante réparation en 54 ans, le coût en étant assumé par la municipalité de Lhasa. Trois autres grands monastères subirent d'importantes réparations en 1963. Mais le nombre des lamas a beaucoup diminué. Car avec le décret de « liberté de personne », beaucoup d'entre eux retournèrent dans leurs villages et au travail de la terre.

A l'Ouest, l'image du Tibet donnée par les propriétaires de serfs, rebelés en 1959 et en fuite, et par leurs partisans indiens persiste encore.

Anna-Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 14

L'IMPÉRIALISME U.S. EN INDOCHINE

15 Janvier 1964

Chers Amis,

Deux bonnes chutes de neige dans la première moitié de janvier réjouissent tout le monde à Pékin ; elles sont favorables au blé d'hiver. Mais alors que je pars vers le Sud pour me reposer en « Chine tropicale », je sais que cette même vague froide qui couvre la plus grande partie du pays amène en Asie du Sud-Est la saison sèche, la saison de la guerre de jungle. Les forces armées U.S., qui s'introduisent de façon illégale par l'argent et la violence dans tous ces pays, sont en train de s'organiser et de payer pour des batailles et des victimes.

Je n'en citerai que trois : le Vietnam, le Laos et le Cambodge. A tous ceux-ci on avait garanti la souveraineté, une intégrité unifiée et l'absence de bases militaires étrangères par les accords de Genève en 1954. Dans tous l'impérialisme U.S. s'introduisit, violant ses propres engagements :

Au Sud-Vietnam par « la guerre spéciale » ;
Au Laos grâce à des gangsters et des assassinats monnayés ;
Au Cambodge par la subversion.

Dans tous ces pays, la population résiste et le Pentagone obtient des victimes mais non des victoires. Dans tous ces pays, la parabole du « Nœud coulant » de Mao Tsé-toung, racontée il y a quelques années, revient à l'esprit. Chaque fois que l'impérialisme U.S. installe une base militaire dans un pays étranger, il met un nœud coulant autour de son propre cou, et il tend l'extrémité du nœud coulant aux gens de ce pays. Alors les gens se mettent à tirer sur le nœud.

LE PENTAGONE ACHÈTE DES VICTIMES, NON DES VICTOIRES, AU VIETNAM

La première directive de politique étrangère du président Johnson en 1964 fut de dire aux forces U.S. au Sud-Vietnam de « gagner la guerre ». C'était pour le public. Deux ans avant, le président avait parachuté des commandos au Nord-Vietnam ; un an avant, il parlait de bombarder Hanoï. Aujourd'hui, le « Front de Libération » anti-américain revendique les trois-quarts du Sud-Vietnam. Le problème du Pentagone maintenant est de tenir Saïgon.

Ce n'est pas faute d'essayer. Washington dépense 1 million et demi par jour pour tuer des paysans vietnamiens. Il expérimente sur ce malheureux pays tous les nouveaux moyens horribles de massacre. Des milliers d'acres de récoltes sont empoisonnés par des produits chimiques puissants pulvérisés par avion, des milliers de villages sont bombardés ou brûlés au napalm et leurs habitants enfermés derrière des barbelés dans « des villages stratégiques » pour « pacifier le Vietnam en 18 mois ». Les contribuables américains, à qui on dit qu'ils « fournissent une aide », peuvent penser que c'est se gagner des amis et influencer les gens !

A la fin de l'année, Washington admit que sa guerre allait mal. Le secrétaire à la Défense des U.S.A. McNamara, dont le voyage rapide à Saïgon au début d'octobre avant que Diem ne fut renversé et tué produisit le rapport suivant lequel la guerre pouvait être gagnée en 1965, fit la navette à nouveau à Saïgon en décembre et trouva les faits « déprimants ». Il espérait encore « arrêter l'avance communiste en 1964 ». On ne parla pas de « victoire ».

Le général James Van Fleet, qui autrefois participa à la guerre de Corée, parla plus franchement à un homme de l'Associated Press, à Séoul, le 19 décembre : « Je ne pense pas que nous soyons en train de gagner maintenant et il est absolument impossible de gagner en 1965 ». Il dit que l'Armistice coréenne avait été « une défaite pour les U.S.A. » et que au Sud-Vietnam « le champ de bataille est moins favorable ».

La presse des U.S.A., officiellement inspirée, répandit un voile de mélancolie qui pourrait bien préparer à un changement de politique. Un brillant compte rendu détaillé de David Halberstam remplissait presque une page entière du *N. Y. Times* du 23 décembre avec ce qu'il avait vu en quinze mois au Vietnam :

« *Les guérillas communistes ont l'initiative, militaire et psychologique, dans la plupart des zones rurales. Elles lèvent des impôts, obtiennent de la nourriture... recrutent des renforts...* Avec une adresse digne d'attention... elles ramènent lentement les forces du gouvernement aux capitales de districts... Il y a des capitales de districts où les troupes gouvernementales ne quittent pas leurs postes et affrontent la nuit avec malaise ».

Après l'analyse de trois principales zones — zone centrale côtière, hauts plateaux du centre et delta du Mékong —, Halberstam trouva « une considérable turbulence politique » dans la zone côtière, où se déroulèrent les grandes démonstrations antigouvernementales estudiantines et bouddhistes. Sur les hauts plateaux, habités par de nombreuses minorités nationales, « le contrôle de Saïgon est beaucoup plus faible que ce qu'on croyait originellement » et « le Vietcong augmente graduellement sa pression ».

Dans le delta cette situation fut décrite comme désespérée. Cette zone comprend 60 à 70 pour cent de la population rurale du Sud-Vietnam ; c'est là « que la plus grande partie de la guerre se déroule ». Les « guerillas communistes » sont considérées comme « plus fortes qu'elles ne le furent jamais pendant la guerre franco-indochinoise ». C'est là qu'Halberstam trouve « le drapeau vietcong » flottant sur une église catholique pas très loin de Saïgon. « C'est très simple », dit le prêtre à l'officier américain et au reporter, « vous et les autorités de Saïgon venez ici tous les trois ou quatre mois prendre le thé avec moi, puis vous repartez. Le vietcong est ici toutes les nuits ».

Halberstam met le doigt sur le problème. « A moins que la junte militaire à Saïgon ne se lance dans une action énergique pendant la prochaine saison sèche (qui commence en janvier et dure quatre mois), elle peut perdre sa dernière chance. » Les généraux sont-ils désireux de « payer le prix de la victoire » ? Ils « doivent supporter des pertes beaucoup plus lourdes que celles que le régime Diem supporterait ». S'ils ne réussissent pas, la seule alternative est soit l'emploi des troupes américaines de combat, soit un « arrangement neutraliste ».

Puisque le président Johnson ne peut pas bien envisager soit une défaite catastrophique, soit l'appel de troupes américaines supplémentaires pendant une année d'élection, la presse prépare une porte de sortie. Le *Washington Post* du 24 décembre admet qu' « aucune des formes que puisse prendre la guerre ne contient de promesse de durée » et il suggère « un arrangement basé sur

la force américaine ». Cette arrogante certitude que Washington peut obtenir à la conférence ce qu'il a perdu à la guerre, est tout sauf incroyable.

La solution simple et décente de partir d'un pays dont les gens ne les ont jamais désirés, où la présence même des troupes américaines est une violation des accords de Genève, et une agression de surcroît, ne semble jamais s'être présentée à Washington ou à la presse des U.S.A. *Certainement maintenant aucun arrangement ne sera basé sur « la force américaine » qui a commis des atrocités d'un bout à l'autre de ce pays, mais sur la force du peuple vietnamien.* Cela fait vingt ans que les Vietnamiens combattent victorieusement pour l'indépendance nationale. Deux fois ils gagnèrent, en 1945 contre les Japonais, en 1964 contre les Français ; les deux fois ils furent volés de leur victoire. Si maintenant ils gagnent pour la troisième fois contre les Américains, seront-ils à nouveau dupés ?

Il n'y a pas ici la place pour retracer vingt ans d'histoire. *Commençons le 22 décembre 1960, quand fut mis sur pied au Sud-Vietnam le Front de Libération Nationale.*

Ce n'est pas une organisation de « guerillas communistes », ni « vietcong » ; ceux-ci sont les noms donnés par les Américains par ignorance ou dépit. Le *Front de Libération* fut formé par trois partis politiques et plus de vingt organisations sociales, professionnelles ou religieuses et les représentants de nationalités en minorité. Il adopta un programme, un drapeau et choisit un comité d'organisation. Un peu plus d'un an après, le Premier Congrès National eut lieu « quelque part au Sud-Vietnam », du 16 février au 2 mars 1961. Plus de cent représentants régulièrement élus y prirent part, venus de congrès régionaux et d'organisations nationales de tout le Sud-Vietnam.

Aujourd'hui le drapeau du Front de Libération flotte sur les trois-quarts du sol du Sud-Vietnam. On le vit même à Saïgon dans beaucoup de cinémas et de restaurants et à un croisement de rues où il y avait foule pour le troisième anniversaire du Front de Libération le 22 décembre 1963. Il porte une étoile d'or sur fond divisé horizontalement, moitié rouge, moitié bleu. C'est le drapeau qu'Halberstam vit sur l'église catholique près de Saïgon. Il flotte sur les administrations locales démocratiquement élues, qui collectent des impôts, maintiennent l'ordre, établissent des écoles, augmentent la production et dirigent une « Presse de Libération ». Elles défendent leurs « zones libérées » à l'aide d' « armées du peuple » recrutées localement, que les Américains appellent « Vietcong », mais qui battent les armées payées par les Américains, grâce à un moral supérieur. Car elles se battent pour l'indépendance de leur pays, et leurs chefs locaux sont des hommes qui sont arrivés au commandement dans leurs districts d'origine par des aptitudes révélées en vingt ans.

Le premier article du programme du Front de Libération est « de renverser... le régime colonial des impérialistes américains ». D'autres articles demandent « une démocratie solide et progressiste », l'égalité des sexes et, entre groupes ethniques, la réduction des fermages, préface à une réforme agraire, ainsi que l'élimination des bases militaires étrangères du sol vietnamien.

Tels sont les slogans à l'aide desquels ils gagnent.

Ils ont à leur actif de grandes victoires, qu'ils appellent l' « Année Ap Bak », du nom d'un village dont le monde extérieur n'entendit pas parler. Le 2 janvier 1963, disent-ils, « les agresseurs U.S. et leurs pantins » envoyèrent 2.000 hommes armés, aidés par l'aviation, des camions blindés et l'artillerie, contre un petit village au sud de Saïgon, nommé Ap Bak. *Ils furent mis en déroute par les 200 défenseurs d'Ap Bak !*

Ap Bak fut un signal! « Prends des leçons à Ap Bak » devint le mot de tout le Sud-Vietnam. Aujourd'hui ils appellent Ap Bak « le tournant » après lequel les gens commencèrent vraiment à croire qu'ils pouvaient battre l'armement supérieur des U.S.A.

Leur plus célèbre victoire en 1963 fut la destruction de la base aérienne de Soc-Trang, la troisième grande base aérienne militaire américaine au Sud-Vietnam, défendue par des fortifications, par de lourdes pièces d'artillerie et gardée par un bataillon entier, avec un autre bataillon dans la ville de Soc-Trang, à moins de 4 kilomètres de là. Les unités armées des « forces du peuple » l'encerclèrent pendant la nuit du 9 septembre 1963, coupèrent les communications avec la ville et « en quelques secondes » détruisirent cinquante avions au sol, en même temps qu'une centaine, estime-t-on, des soldats ennemis étaient abattus par un feu de mortier précis, et elles s'éloignèrent avant que les forces gouvernementales n'arrivent de la ville. Les participants étaient « officiellement commandés » par le « Comité Régional du Front de Libération ».

Je n'ai aucun moyen de vérifier cela ou aucune autre déclaration de la « Presse de Libération », qui prétend que 80.000 soldats du gouvernement furent « mis hors de combat » en 1963, « autant qu'en 1961 et 1962 réunies » ; et que « 40.000 soldats-pantins ont rejoint les troupes populaires ». Je ne peux pas vérifier « la capture de 13.000 armes » ou les centaines d'avions et d'hélicoptères abattus, ou même l'affirmation selon laquelle ils « nettoyèrent la plupart des hameaux stratégiques — mille d'entre eux dans le seul mois de novembre ». (Le général McNamara concède que beaucoup de ces hameaux furent détruits.)

Pas plus que je ne peux vérifier ce que raconte « La Voix de l'Amérique » d' « un raid aérien en masse » pendant la première semaine de janvier 1964 par « la plus importante concentration d'avions jamais utilisée au Vietnam », qui nettoya une zone à vingt miles au sud de Saïgon et « tua au moins cent Vietcongs ». D'après ce que je sais de raids semblables en Chine en 1947, je pense que les victimes étaient probablement des femmes handicapées par des bébés ou de vieux hommes infirmes ; d'habitude les jeunes guerriers expérimentés s'échappaient. Mais Johnson demande de l'action, et son nouvel homme au Vietnam, que les Américains appellent « Big Minh », lui fournit des victimes. Mais des victimes ne sont pas des victoires.

Car alors même que « La Voix de l'Amérique » se réjouissait du raid aérien, la première grande attaque au sol de 1964 contre le « Vietcong » était un échec. Dix bataillons quittèrent Saïgon la veille du jour de l'an pour écraser les « forces communistes » dans la région de Ben Suc, à quarante miles vers l'ouest. Le 5 janvier, l'A. P. (Associated Press) rapporta que les opérations étaient un échec total aux yeux des conseillers américains. Ces derniers dirent qu'un bataillon manqua être annihilé au départ, que les troupes gouvernementales n'avaient pas le moral, tandis que « le Vietcong devient incroyablement hardi ».

La dernière nuit de l'opération, par exemple, une unité de guerilla lança des obus de mortier « en plein sur le poste de commandement de la division ». Ils n'auraient pas révélé leurs positions si clairement il y a quelques mois », dit l'Américain lugubrement. « *Maintenant ils le font et ils rient.* »

Le Pentagone commence à se trouver « pris au nœud coulant » au Vietnam. Il ne peut ni gagner ni s'en sortir facilement.

LAOS : PRIVÉE DE SON MARI PAR L'ARGENT ET LA VIOLENCE

Trente à quarante « meurtres politiques » au Laos en 1963 sont localement mis sur le compte « des Américains », mais seule une demi-douzaine fut mentionnée dans les nouvelles de l'étranger. Le plus important d'entre eux fut de loin celui de Quinim Pholsena, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de coalition du prince Souvanna Phouma, et président du « Parti pour la Paix et la Neutralité », principal trait d'union entre les « neutralistes » et la gauche. Il fut abattu sur le seuil de sa maison à 9 h 30 du soir le 1er avril 1963 et sa femme tomba blessée à ses côtés, alors qu'ils revenaient d'une soirée donnée par le roi.

Pholsena était un « neutraliste » plus capable et plus militant que Phouma, mais c'était un roturier qui s'était élevé grâce à son habileté. Le Laos, encore féodal, avait besoin d'un prince comme premier ministre. Pholsena sauva le gouvernement de Phouma pour lui en décembre 1960, quand Washington mit Phouma à la porte pour la troisième fois. L'artillerie du général Nosavan, l'homme de l'Amérique, pilonnait la capitale ; aussi le prince Phouma s'enfuit-il au Cambodge et la plus grande partie de son cabinet l'y suivit. Mais quand Washington, sans pudeur, reconnut Nosavan deux jours avant qu'il ne prenne la capitale, Quinim Pholsena passa sur les ondes de « La Voix du Laos » officielle en tant que ministre des Informations pour dire au monde que le gouvernement de Phouma était encore le gouvernement légal et que lui-même, en tant qu'ancien ministre du cabinet, jouait le rôle de premier ministre jusqu'au retour de Phouma. Pendant les deux jours de la chute de Vientiane, il rallia les fonctionnaires et en rassembla suffisamment au nord pour former une nouvelle capitale, encore équipée de la « Voix du Laos » retransmise pour rallier la population.

Ensuite le Pathet Lao se joignit à lui et le « front patriotique unifié » battit Nosavan à son tour, entraînant une « Conférence des Quatorze Nations sur le Laos » à Genève, à laquelle Pholsena se rendit comme chef de la délégation des neutralistes. Il devint ministre des Affaires étrangères dans « L'Union Nationale de Gouvernement » qui en résulta. Il dut combattre les Américains, point par point, pour la souveraineté du Laos. Aussi, les Américains furent contre lui dès le début.

L'assassin, un soldat de 19 ans, nommé Cong, était un des gardes de la maison de Pholsena, et il n'essaya même pas de s'enfuir. Il se réfugia dans la maison du prince Phouma et se vanta de son acte. Les amis et la veuve de Pholsena pensent qu'il fut acheté et entraîné pour le meurtre par le major Sing, commandant des gardes de la maison de Pholsena, qui « se vendit aux Américains », mais qui est encore considéré comme « un des hommes de Phouma ».

La veuve de 42 ans, mère de douze enfants, et aussi présidente de l'Association des Femmes Laotiennes, est encore en convalescence de ses blessures dans un petit appartement au rez-de-chaussée à Pékin où elle m'accorda une mémorable interview. Huit de ses enfants sont avec elle en Chine ; j'entendis l'agitation joyeuse alors que certains rentraient de l'école primaire, l'après-midi. Elle a l'intention de retourner à son travail au Laos aussitôt qu'elle le pourra ; elle dit qu'il y a « beaucoup à faire ». Les docteurs disent qu'elle marchera normalement dans deux ans environ : ses pieds furent fracassés par les balles.

C'est une petite femme potelée avec des cheveux noirs encadrant un visage maternel ; sa jupe noire et son sweater suggèrent plutôt le travail pratique que le deuil. Elle discute calmement sur les causes du meurtre qui brisa sa vie de famille. Le meurtre de son mari a été précédé d'autres « meurtres politiques », dont celui d'un certain Col.

Ketsana, neutraliste de droite. Son assassin ne fut jamais découvert mais on répandit la rumeur que Pholsena était en cause.

« Je pense que ce sont les Américains qui l'ont fait », dit Mme Pholsena. « Ketsana était connu comme étant leur homme, mais il était devenu très impopulaire et par là inutile. Je pense qu'ils voulaient s'en débarrasser et ainsi provoquer les meurtres des vrais neutralistes. » Personne ne sait vraiment.

Quand Mme Pholsena tomba près du corps de son mari, elle resta étendue, angoissée, incapable de se relever car ses deux pieds étaient fracassés. Elle cria jusqu'à ce que les serviteurs terrifiés trouvent le courage d'ouvrir la porte. Un vieux serviteur la transporta et l'étendit sur le sol en ciment de la salle à manger. Comme le sang coulant de ses pieds trempait le sol, il alla chercher un matelas et l'y étendit. Quand le matelas fut trempé de sang, il apporta un drap et puis un autre drap. Pendant ce temps, les serviteurs transportaient le corps de son mari dans la pièce suivante.

Elle voulait envoyer chercher du secours ou téléphoner, mais les gardes dirent que le major Sing, leur commandant, était parti, laissant la consigne de ne laisser entrer personne et de ne téléphoner à personne jusqu'à son retour. A l'extérieur, son voisin, le ministre de l'Information Vongvichit, entendit les coups de feu et essaya d'entrer, mais les gardes l'en empêchèrent. Vongvichit se demandait si la maisonnée entière, y compris les enfants, avait été massacrée. Mme Pholsena apprit plus tard qu'avant le meurtre, Sing avait bu avec des collègues de droite à son succès. Elle voulait qu'il passe en jugement, mais ce ne fut jamais fait.

Elle ne parla pas des enfants jusqu'à ce que je la questionne. Alors elle dit : « Quatre d'entre eux étaient dans la maison, les plus jeunes. Je leur criais : « Mes enfants, votre père est mort, venez avec votre mère ! La fille de six ans et le garçon de cinq ans vinrent ; les deux plus jeunes restèrent au lit. Au bout d'un moment la nurse reprit les deux autres ».

Le major Sing revint à minuit en compagnie du prince Phouma et de quatre ministres du cabinet, dont trois neutralistes et le quatrième Vongvichit, son voisin, du Pathet Lao. La blessée demanda tout de suite une aide médicale à Phouma, mais il passa devant elle pour aller dans la pièce où le corps de son mari était étendu et les autres le suivirent. « Ils paraissaient vouloir s'assurer qu'il était réellement mort. » Au bout d'un moment ils revinrent et elle demanda à nouveau un docteur. Alors Phouma se tourna vers Keola, ministre de la Santé, et lui dit : « Peut-être pouvez-vous arranger quelque chose ».

« Le prince Phouma s'en alla alors et je ne le revis jamais », dit la veuve avec une certaine amertume. « Je restais couchée onze jours à Vientiane avant de partir et je ne reçus pas un mot ou une aide de Phouma ou de son gouvernement. »

Finalement, à 2 heures du matin, ils la portèrent à l'hôpital pour une brève opération sur ses pieds et la ramenèrent à 4 h. 30 du matin à la maison, où les gardes firent à nouveau des difficultés pour la laisser entrer. Je lui demandai avec surprise pourquoi elle n'était pas restée à l'hôpital. « C'était l'hôpital de Nosavan », dit-elle. « Si je restais là seule ils pouvaient me tuer. Si je rentrais à la maison je pouvais emprunter des gardes à Vongvichit. Les gens du Pathet Lao sont sûrs. »

Quand le jour se leva après cette nuit d'horreur, les parents qui arrivèrent à l'aide ne furent pas encore admis dans la maison. Ils ne le furent pas jusqu'à ce que se tint une réunion du cabinet qui régla la question de savoir si les parents de Pholsena avaient la permission de se rendre près de sa veuve et de s'occuper des funérailles. Il fut incinéré et ses cendres enterrées sept jours après sa mort.

« Après cela, il était très dangereux de rester à Vientiane, aussi je me demandais où aller et sur qui compter. Et puisque les Chinois témoignaient de l'intérêt, je demandai à aller en Chine pour soins médicaux, puisqu'ils étaient les plus sûrs ».

Comme la venue d'un avion chinois au Laos pour elle aurait fait un scandale, bien que des avions américains circulent tout le temps pour aider les campagnes de guerre de Nosavan, Mme Pholsena fut emmenée à Hanoï par un avion de la Commission de Contrôle International, payant de sa poche puisque son gouvernement ne lui fournissait aucun secours. A Hanoï, un avion spécial vint de Chine la chercher "avec un lit et bien équipé". Hanoï fournit un docteur pour l'accompagner. Elle atteignit Pékin à 2 heures du matin et fut transportée directement à l'hôpital. Sa petite fille, âgée de moins de deux ans, voyageait avec elle ; sept autres enfants la rejoignirent à Pékin.

Sa croyance que Vientiane était dangereux pour elle était bien fondée. Le meurtre de Quinim fut suivi de trente autres, pour lesquels ce parut être le signal. Le plus important fut celui du chef neutraliste de la police de Vientiane, dont le meurtre le 12 avril laissa la capitale entièrement aux mains de Nosavan, de sorte que à la fois Vongvichit et le prince Souphanouvong, bien que ministrès du Cabinet, furent obligés de partir vers le nord pour leur sécurité.

Pendant ce temps vingt-sept officiers et hommes du « Bataillon de la Jeunesse » étaient tués le 5 avril dans la plaine de Jars lors de ce qui fut appelé « la confusion ». Les faits seront longs à découvrir. Averill Harriman, Asst. Secrétaire d'Etat américain, parla cyniquement de « neutralistes s'entretuant ». La radio du Pathet Lao révéla que « cinq officiers américains, six officiers australiens, plus de vingt officiers français, huit officiers du Kuomintang allèrent au nord avec des gangsters de Nosavan pour faire de l'agitation ». Wilfred Burchett, l'écrivain australien, raconta que des contingents des forces de Nosavan « désertèrent » pour passer chez les neutralistes de Kong Le, puis prirent le commandement intérieur, tuant les vrais neutralistes. Ce type « d'agitation » est enseigné par les manuels du C. I. A. Et l'agitation n'est pas terminée. Le 6 décembre 1963, le chef des Renseignements neutralistes à Vientiane fut abattu alors qu'il rentrait à la maison à minuit. L'assassin le bloqua avec une voiture aux phares aveuglants ; il ne fut jamais attrapé.

Je demandai à Mme Pholsena ce qu'elle entendait en disant que « les Américains » causèrent le meurtre de son mari. Etait-ce une organisation spéciale comme le C. I. A. ? Elle répondit que c'était le « Joint Office », un grand bâtiment à Vientiane, « où beaucoup d'hommes armés vont et viennent ».

Le mot « joint », m'expliqua-t-elle, signifiait qu'il dirigeait des forces armées de nombreuses nations, toutes payées par les Américains. A partir de là, j'identifiais le « Groupe de Conseil et d'Aide Militaire » (M. A. A. G.) qu'on prétend comprendre 1.600 « conseillers » américains, contrôlant 3.500 militaires Thaï, 1.000 soldats K.M.T., 500 agents Philipins, plusieurs centaines de soldats Sud-Vietnamiens. « Tous ceux-ci, ainsi que les gangs de Nosavan, sont payés par les Américains », dit-elle.

« Est-ce légal au Laos ? », demandai-je, surprise.

« Bien sûr que ce n'est pas légal ; c'est contraire aux accords de Genève. Mais le prince Phouma ne discute jamais avec les Américains. Le « Joint Office » est plus puissant que son gouvernement. Ils ont de l'argent et des armes. Ils achètent beaucoup de couches sociales supérieures au Laos. Au début ils offrirent 1 million de dollars américains à Quinim comme « aide » à son « Parti de la Paix et de la Neutralité ». Il savait ce qu'ils voulaient dire ; il refusa. Il fut tué, parce qu'il ne voulut pas

vendre la souveraineté du Laos et devenir vassal des Américains.

— Pourquoi alors soutint-il le prince Phouma, qui cède toujours aux Américains ? Pourquoi le soutenez-vous encore ?

— Ce gouvernement de Phouma est le meilleur que nous pûmes obtenir à Genève », répondit-elle. « Il est meilleur que ce que nous avions avant. Sous Nosavan à Pakse, mon beau-frère fut tué ouvertement par un soldat américain avec une grenade parce qu'il était chef du Comité Pakse pour la Paix et la Neutralité. Quand Nosavan était seul maître de Vientiane en 1961 et que nous partîmes pour le nord avec notre gouvernement, des soldats américains vinrent ouvertement à notre maison de Vientiane et massacrèrent notre neveu de 18 ans que nous avions laissé pour la garder.

« Maintenant les Américains n'osent plus tuer ouvertement ; ils assassinent par l'intermédiaire de mercenaires. C'est déjà un point de gagné. Même si le prince Phouma est faible et si son gouvernement et les Accords sont à peine plus qu'un nom, en ce nom nous éveillons et éduquons le peuple. Nous demandons que les militaires américains quittent le Laos, que les assassins soient traduits en justice, que Vientiane ait une police avec des membres des trois partis, et non dirigée par les gangsters de Nosavan, que d'honnêtes élections aient lieu. Nous n'obtenons pas satisfaction, mais nous nous agitons au nom de la souveraineté et de la neutralité du Laos qu'on nous a promises, et nous enseignons au peuple ce qui est bon et ce qui est mauvais ».

« Entre temps, nous édifions dans les campagnes nos « zones libérées » avec des élections dans les villages et des écoles. Nosavan continue à les attaquer avec l'aide des U. S. A., mais nous nous défendons ».

Elle me donna une carte et me montra les « zones libérées ». Elles comprennent les quatre cinquièmes du Laos. La longue bande étroite des terres à riz le long du Mékong avec les principales villes est tenue par le gouvernement de Phouma sous la constante pression des U.S.A. ; mais la grande masse du Laos, les montagnes et les jungles avec quarante minorités nationales supplémentaires, est libérée. Elle reconnaît le gouvernement de Phouma, mais se défend contre les troupes de Nosavan. Les Américains y pénètrent par des voies tout à fait illégales.

C'est une lutte complexe, mais meilleure que quand « les Américains » osaient tuer ouvertement.

LE CAMBODGE REJETTE L'AIDE DES U.S.A. ET DISTRAIT LES VOISINS

Le prince Sihanouk du Cambodge continue à instruire et à entretenir les voisins aux frais de l'Oncle Sam. Dans la lettre 12, j'ai raconté comment il prouva grâce à un témoignage, dans une réunion de masse que les U.S.A. organisaient et finançaient la tentative de la conspiration des « Khmers Libres » pour renverser son gouvernement et assassiner le prince lui-même. (Deux complots d'assassinats furent découverts durant ces dernières années avec des indications qui impliquaient les U. S. A.) Donc le Cambodge demanda le retrait de tous les soldats américains, l'arrêt de l'aide économique et culturelle et que ses organisations quittent le pays. Cependant, *en raison de son amitié et de son respect pour le « peuple américain, le Cambodge continuerait les relations diplomatiques »*.

Washington, embarrassé, commença par apaiser le petit Cambodge ; les nations voisines surveillaient.

Quand le coup de feu tiré à Dallas fut entendu tout autour du monde, le Cambodge déclarait un deuil de trois jours, un geste surpassé seulement par les trente jours de Moscou. Mais quand le Premier Ministre de Thaïlande, Sarit, mourut peu après, les Cambodgiens célébrèrent ce passage de vie à trépas d'un ennemi invétéré par des journées de congé dans les bureaux et les écoles. Un moniteur américain prétendit que la radio cambodgienne avait salué non seulement la mort de Sarit et de Ngo Dinh Diem, mais aussi celle de « leur grand patron ». Le Cambodge le nia, mais un certain M. Post, de l'Assemblée Législative des U. S. A., dénonça le « barbarisme » du Cambodge et l'ambassade des U. S. A. demanda une explication nette : le Cambodge se réjouissait-il oui ou non de la mort du président Kennedy ? A ces « insultes », *le Cambodge rappela son personnel diplomatique de Washington, demandant des excuses !* Il y a eu divers échanges depuis.

Pendant ce temps Sihanouk, dans des « conférences » et dans les journaux, raconte aux Cambodgiens et à qui veut l'entendre les faits de l' « aide américaine ».

Il dit qu'elle n'est que de 20 millions de dollars et non 34 millions comme la presse occidentale le déclare. Deux tiers sont économiques, le reste militaire. L'aide militaire se compose d'un armement de deuxième catégorie, bien pire que celui que les U. S. A. donnent aux ennemis, Thaïlande et Sud-Vietnam, qui harcèlent le Cambodge des deux côtés.

L'aide économique se compose en majorité de denrées que les U. S. A. désirent vendre ; les U. S. A. doivent approuver la liste. Les U. S. A. approuvent les articles de luxe que de riches Cambodgiens veulent, mais non les usines dont la nation a besoin. Une partie de l' « aide » est en dollars, mais la plupart s'en va en « dépenses » pour le personnel américain qui loue de belles villas aux riches à des prix énormes. Les riches en profitent, mais non la nation.

La « Voix de l'Amérique », sur la défensive, dit que Sihanouk est un « impétueux jeune homme insuffisamment mûri », mais « nous devons être patients avec le petit Cambodge ». Le Cambodge est petit, c'est d'accord, seulement six millions de gens sur lesquels le Grand Colosse fait pression de tous les côtés. Mais « insuffisamment mûri » semble bien mal convenir pour qualifier Sihanouk. Il enchante les Cambodgiens par son esprit et son courage, instruit toute l'Asie sur la nature de l' « aide des U. S. A. », obtient la garantie de la Chine d'un « soutien extérieur » contre toute invasion des « vassaux des U. S. A. » et sur ces entrefaites reçoit des offres d'aide militaire et économique « en des termes généreux » de de Gaulle ! Reuter et l'A. F. P. du 6 et du 7 janvier rapportèrent depuis la capitale du Cambodge que la France offrait une « aide substantielle », y compris un emprunt pour financer des projets économiques et « une escadrille armée complète du type le plus récent et dix-huit avions ».

Pas mal pour « l'impétueux » jeune prince d'un pauvre pays.

Vôtre

Anna-Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 15

LONGUE VUE DE L'ILE HAINAN

20 Février 1964

Chers Amis,

J'écris depuis un bosquet de cocotiers à l'extrémité sud de l'île d'Haïnan, où je nage presque tous les jours dans l'eau claire du Pacifique Sud sur une plage tropicale sablonneuse. Le courrier est en retard d'une semaine : les nouvelles du monde arrivent par la radio maigrement. Privée de détails, on voudrait bien être douée de « longue vue ».

Le voyage africain de Chou En-laï (voir plus loin), des encouragements du monde entier pour les Panaméens (voir page) et la *reconnaissance de la Chine par la France* sont les événements majeurs de janvier indiquant que 1964 peut voir un changement décisif dans la position des forces mondiales. Beaucoup d'autres signes secondaires apparaissent.

1) *Les lamas du Tibet en prière pour les Panaméens ;*

2) *Les présidents du Togo, du Niger, de la Côte d'Ivoire envoient des notes cordiales à Chou En-laï ;*

3) Le journal du Caire *Al Ahram* imprime un titre de première page sur toute sa largeur : « *Les U. S. A. ne sont pas le reflet de Dieu sur la terre* » ;

4) L'impétueux président de la *Nouvelle République Populaire de Zanzibar* arrête en personne un officiel de l'ambassade des U. S. A.

Certains détails peuvent paraître de peu d'importance, mais ils sont ce que les Chinois appellent « des orages de printemps », le prélude au printemps. Tout indique le déclin de l'impérialisme américain.

Le Togo, le Niger, la Côte d'Ivoire devinrent des nations en 1960. Il se peut qu'elles ne soient pas sur votre carte, mais elles votent aux Nations Unies. Elles savaient à peine que la Chine existait : elles suivirent la France et reconnurent Taïwan. Quand Chou, en route pour le Mali, survola ces pays, il envoya par radio un salut courtois. Les présidents, aussi courtois, y répondirent. Il se pourrait que ce fut ainsi que les « reconnaissances » commencèrent.

Zanzibar, île à l'est de l'Afrique, avec une population de 300.000 habitants, renversa son sultan et instaura une « république populaire » ; son président arrêta un officiel de l'ambassade des U.S.A. pour « actes subversifs ». C'est un vieux port pour le commerce arabe des esclaves, commerce qui s'approvisionnait en esclaves africains dans des pays qui sont à présent le Kenya, l'Uganda et le Tanganyika.

Les Echanges Diplomatiques Paris - Pékin se sont produits à la fin de janvier. Cela marque clairement le déclin de l'influence des U. S. A. même parmi ses alliés. Washington le déplora mais essaya de le faire dévier en la « reconnaissance de deux Chines » — et n'y réussit pas du tout. Moscou l'accueillit froidement. Le laos, le Cambodge, Burma, l'Indonésie le saluèrent comme la stabilisation de la paix en Asie du Sud-Est. Le Japon, le Canada et d'autres pays observent afin de voir s'il faut suivre. Les rusés Européens disent que la France, tout comme la Chine, « re-émerge » ainsi comme une « grande puissance » indépendante.

Ile d'Haïnan, 10 février 1964.

CHOU-EN-LAI DÉSIRE DES AMITIÉS ET DU SAVOIR

C'est au Caire, le 20 décembre, à sa première conférence de presse, que le Premier Ministre Chou En-laï dit aux correspondants de nombreuses nations : « Le but de notre voyage africain est de rechercher l'amitié et la coopération, pour mieux comprendre et apprendre davantage ». Comme la plupart des déclarations de Chou, c'était honnête, modeste et, cependant, ça signifiait beaucoup.

Les commentateurs en Europe reconnurent vite ce voyage africain comme un « événement majeur international ». Ce sont les propres mots d'Alvarez del Vayo, qui fut lui-même un diplomate distingué à l'époque de la République espagnole et qui écrit maintenant dans le « National Guardian » : « Aucun voyage de cette importance ne fut jamais entrepris par un dirigeant chinois. Il a rompu l'isolement imposé par Washington. On en parle dans chaque station-radio et sur chaque journal de quelque importance en Europe ».

La presse britannique, dans l'analyse de del Vayo, y voit « une nouvelle phase offensive dans l'histoire de la Chine d'après-guerre ». Les Français dirent : « A partir de maintenant tous les pays qui ont des intérêts en Afrique devront tenir compte de la Chine ».

Les Italiens commentèrent : « *Personne ne devrait sous-estimer les capacités diplomatiques de Chou En-laï* ». Les Suisses jugèrent : « Toute la politique des autres grandes puissances envers les pays arabes, africains et asiatiques devra être revue à la lumière de ce voyage et de ses vastes conséquences ».

La presse américaine s'efforça, généralement, de faire peu de cas du voyage, découvrant de prétendus échecs et atteignant des « buts » présumés. Elle fut prompte à noter de « la froideur » à la réception de Tunis, cependant que la reconnaissance diplomatique obtenue à Tunis était

titrée comme « le premier résultat tangible » du voyage. Du point de vue chinois, les « résultats » commencèrent à la première heure.

D'abord, laissez-moi noter que tous mes amis chinois ressentaient de « la sympathie » pour Chou En-laï « tout au long de ses nombreuses épreuves ». Les Chinois sont réalistes ; ils aiment Chou En-laï et ils savent que ce voyage n'était pas une facile partie de plaisir. Les nombreuses nourritures et boissons auxquelles il n'était pas habitué et qu'on lui demandait d'apprécier étaient déjà, elles-mêmes, un obstacle à franchir. Le nombre d'usines, de barrages, de constructions et de banquets qu'il devait « encaisser » tous les jours était suffisant pour épuiser un athlète professionnel. Et, cependant, le Premier Ministre Chou devait, tout le temps, être plein de tact, gracieux, capable d'apprécier et se montrer sous son meilleur jour, et pas seulement pour l'amour de la Chine. Pour l'unité afro-asiatique dans le progrès de l'homme.

Chou En-laï est le grand expert de la Chine pour trouver un terrain d'entente. C'est la grande, la difficile tâche des diplomates. Vous vous souvenez qu'en 1936, quand Tchiang Kaï-chek fut enlevé par certains de ses propres soldats, à Sian, et que beaucoup de gens le crurent mort, ce fut Chou qui descendit en toute hâte des zones rouges — contre lesquelles Tchiang combattait — pour obtenir qu'on relâche Tchiang et, en même temps, mettre sur pied une coalition antijaponaise pour résister à l'invasion du Japon et à l'occupation de la Chine.

Vous vous souvenez comment, beaucoup plus tard, Chou aida à la création de l'unité afro-asiatique contre l'impérialisme, à Bandung, en avril 1955. Cette fameuse conférence s'ouvrit sur des conflits provoqués par les U.S.A. Romulo, des Philippines, attaqua « l'impérialisme des nations socialistes », un sarcasme dirigé contre Chou En-laï, et les reporters du monde entier se précipitèrent vers Chou pour une réponse à mettre dans leurs titres. Et

la calme réplique de Chou : « Je ne suis pas venu pour me quereller ; je suis venu pour la réussite de tous les gens ici présents » donna le ton qui entraîna l'accord de Bandung.

Lors de ce présent voyage africain, le premier arrêt de Chou fut *le Caire*. Ici, l'Occident attendait une friction ; et la conférence de presse hurla des questions provocantes de toutes les parties du monde. C'était du petit lait pour Chou ; il répond avec aisance aux questions. Il eut, aussi, plusieurs conversations avec Nasser, fut acclamé par la populace de Port-Saïd et les ouvriers du barrage d'Assouan. Certaines des paroles qu'il dit aux éducateurs, lors de la « Journée de l'Education », valent la peine d'être rapportées pour l'Histoire. Il rappela aux éducateurs égyptiens les deux mille ans du passé pendant lesquels « le peuple chinois, le peuple arabe et d'autres peuples d'Afrique et d'Asie apportèrent de valables contributions par leur activité et leur sagesse au développement de la civilisation humaine ». Ce n'est qu'à une époque récente « que nos civilisations furent écrasées » par l'impérialisme occidental. « Une fois que les peuples asiatiques et africains auront repris leur destinée en main, ils rattraperont les pays occidentaux et même les surpasseront et contribueront à une nouvelle civilisation de l'espèce humaine ».

« Al Ahram », du Caire, commenta, le 16 décembre : « En dépit des différences des systèmes sociaux et politiques, nous trouvâmes des objectifs communs... écraser l'impérialisme sous toutes ses formes, bannir la discrimination raciale et le danger de guerre atomique ». Ces objectifs sont encore les axes de l'amitié sino-U.A.R.

Dans la très longue déclaration commune faite par l'U.A.R. et la Chine, on note que la Conférence de Bandung fut saluée comme « le grand tournant de l'histoire des peuples afro-asiatiques, avec ses dix principes établissant la fondation de la co-existence pacifique entre eux et ouvrant la voie à la coopération contre l'impérialisme et... pour la paix du monde ». On discuta d'une autre conférence semblable. Chou dit à la presse : « Nasser et moi-même sommes d'accord » que de bons préparatifs sont nécessaires pour qu'une conférence de cette sorte soit un succès. Les méthodes, dit Chou, qui firent de Bandung un succès, seraient valables aussi pour n'importe quelle seconde conférence.

Ce sont :

1) Chercher un terrain d'entente, tout en gardant nos différences ;
2) Laisser les pays asiatiques et africains régler leurs propres problèmes sans intervention de l'impérialisme.

Tel fut le résultat du Caire ; une bonne base.

L'accueil de l'Algérie fut sans cérémonie et enthousiaste. L'« Observer » de Londres, du 29 décembre, appela la visite de Chou En-laï là-bas « un succès remarquable », ajoutant que Chou « s'arrangea pour établir une intimité aisée avec le Président Ben Bella comme tous deux parcouraient, côte à côte, des usines, des fermes et des orphelinats ».

Ce n'est pas surprenant, car la Chine fut le premier pays, hors du bloc arabe, à reconnaître l'Algérie révolutionnaire au moment où Moscou refusait de le faire, tandis que les communistes français combattaient dans l'armée contre le Front de Libération Algérien. Aussi, maintenant, les Algériens firent-ils Chou En-laï « citoyen d'honneur » et rebaptisèrent-ils un grand boulevard, qui portait auparavant le nom d'un gouverneur français, « Avenue de Pékin ». Les gens sautaient de joie dans les rues tandis que les femmes, depuis les balcons, lançaient les cris traditionnels de bienvenue : « Yu, yu, yu », une scène inoubliable.

« La Chine est un exemple pour toutes les jeunes nations », tel était le thème d'un article du journal du Front de Libération qui appelait les Chinois « le peuple

des miracles ». Et bien que le Parti Communiste Algérien soit interdit à cause de son histoire d'opposition à la lutte armée algérienne, Chou En-laï fut invité à parler à une réunion spéciale des cadres du Front de Libération au pouvoir pour leur donner le bénéfice des expériences et des principes de la Chine.

Au Maroc, une monarchie normalement alignée avec l'Occident, Chou trouva un terrain d'entente dans « la lutte des peuples afro-asiatiques contre le colonialisme et le racisme, pour l'indépendance et la prospérité économiques, pour l'interdiction des armes nucléaires et pour le désarmement général ». Après deux jours, pendant lesquels il tomba d'accord avec le roi Hassan et son Premier Ministre sur des sujets de base, Chou s'envola pour l'Albanie, le dernier jour de 1963, à temps pour la veille du Jour de l'An. Chou dansa et but, en 1964, à trois différentes soirées de Tirana, d'abord avec les ouvriers du textile, ensuite au Club des Officiers de l'Armée, puis à l'Union des Ecrivains et des Artistes — tout ceci en sus de la réception à l'aéroport, des acclamations dans les rues et du banquet officiel. C'était un bon record, même pour Chou ! Mais c'est un excellent danseur et il fut capable de danser des danses folkloriques albanaises rien qu'en les voyant ; c'est aussi un buveur de toasts expérimenté. L'Albanie, bien que petite, est une loyale alliée dans la lutte idéologique et Chou lui devait — et lui donna — un Nouvel An vraiment joyeux.

Pendant les huit jours suivants, il visita des villes minières, des villes de frontière, des usines. S'il y avait un Albanais, dans sa population d'un million et demi, qui ne vint pas acclamer Chou personnellement, c'est qu'il était probablement incapable de marcher.

On prétend que Chou « se reposa » aussi en Albanie. Je me demande quand.

L'arrêt *à Tunis* fut arrangé soudainement ; Chou s'arrêta deux jours sur le chemin du Ghana. Les reporters occidentaux notèrent avec triomphe que le Président Bourguiba, dans ses salutations, faisait mention de « différends » avec la Chine sur l'interdiction des essais et la frontière indienne. Chou prit les « différends » aussi joyeusement que si c'était une distinction. « Nous avons des différends », convint-il, « mais nous avons aussi un terrain d'entente ». Il le prouva en établissant des relations diplomatiques. Le voyage en Afrique du Nord était complet !

L'Afrique Noire commença, pour Chou, avec le Ghana où il nota « l'enthousiasme, le courage et la vigueur » avec lesquels le peuple africain « prend sa destinée en main ». Il commenta aussi leurs « progrès industriel et culturel ». Il dit : « Pour gagner une indépendance complète nous, peuples d'Afrique et d'Asie, devons d'abord compter sur les efforts de nos propres populations ». Les journaux du Ghana notèrent que c'était très gentil de sa part de rendre visite au Président Nkrumah juste après que ce dernier ait été presque tué par la balle d'un assassin, « inspiré par l'impérialisme ».

Le communiqué commun du Ghana sembla un pas en avant par rapport à ce qui se fit avant. Un accord est arrêté sur l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le désarmement général, l'interdiction complète des armes nucélaires, l'établissement de solutions internationales par des négociations et la solidarité afro-asiatique. On tomba d'accord qu'une conférence des nations afro-asiatiques, comme celle de Bandung, était non seulement désirable mais « nécessaire » et que « d'actifs préparatifs pour elle devraient commencer ». La Chine et le Ghana furent d'accord aussi « pour explorer » les chances d'une conférence anti-impérialiste commune afro-asiatique et avec l'Amérique latine.

Quand je quittai Pékin, le 22 janvier, pour l'île Haïnan, Chou était juste en train de quitter *le Mali.* Ce pays, qui n'est peut-être même pas sur votre carte, ne gagna à la

fois son nom et son indépendance qu'en 1960. Il a quatre millions d'habitants et un président très intelligent nommé Keita qui disait : « En Afrique nous devons nous dépêcher, car nous sommes à la croisée des chemins entre deux mondes, le monde sous-développé auquel nous appartenons et le monde développé qui se précipite à la conquête de l'espace avant d'avoir résolu les problèmes de subsistance et de développement de l'humanité sur cette planète ».

Le Président Keita accueillit Chou avec un salut de 21 coups de canon et Chou put parler de « l'ancienne culture » du Mali avant que les colonialistes n'arrivent. Keita, en réponse, choisit de déclarer pour toute l'Afrique occidentale que « la Chine comprend les deux aspects de la grande bataille pour la libération, politique et économique » et de louer « le prix peu élevé de l'aide technique de la Chine, la rapidité et la compétence avec lesquelles ses projets entrepris étaient menés à bonne fin, la facilité des techniciens chinois à s'adapter à la vie du pays » et le fait que l'aide chinoise est « sans la plus légère interférence dans nos affaires intérieures ».

Quand Ben Bella, à Alger, remercia la Chine « d'être la première à fournir son aide », Chou répliqua : « C'était notre devoir... c'était mutuel ; votre victoire aide la nôtre... » Au Mali, après que le Président Keita ait si longuement parlé de l'aide de la Chine, Chou s'expliqua plus en détail : « Nous ne considérons jamais cette aide comme unilatérale. Elle est réciproque. En utilisant cette aide, les nouveaux pays amicaux développent graduellement leur économie nationale, se libèrent de la domination colonialiste et augmentent la vigueur des forces anti-impérialistes du monde — c'est un grand appui et une grande aide pour la Chine ». Ceci est un exposé de politique important. C'est aussi de la diplomatie révolutionnaire de premier ordre. Il met en lumière le terrain d'entente entre la Chine et les mouvements nationaux de libération dans le monde.

ENCOURAGEMENTS DU MONDE ENTIER POUR LES PANAMÉENS

Pendant 60 ans, elle sembla la plus obéissante des nations. Les historiens, revenant en arrère, retrouvent des indices du mécontentement tous les ans. Ça flamba, le 9 janvier, quand les soldats américains tirèrent sur des Panaméens pour avoir planté leur drapeau sur la zone du canal. Cela fit le tour du monde. Il est significatif que personne ne soutint Washington. L'Egypte encouragea Panama, lui rappelant Suez. Même la Grande-Bretagne fut bien aise de voir l'oncle Sam dans cette fâcheuse position.

La Chine, tout de suite, soutin Panama : les encouragements se répètent, liés partout à des plaintes locales. Au Japon, qui proteste contre les bases des U.S.A. ; en Indonésie qui proteste contre la VII^e Flotte américaine. Au Laos et au Sud-Vietnam, « les armées populaires » acclament les Panaméens comme frères d'armes contre l'intervention des U.S.A. On note des différences typiques : la réponse de Moscou fut une manifestation d'étudiants et une résolution aux Nations Unies ; les Chinois étaient en ébullition dans les rues et câblèrent directement aux Panaméens.

Quand 16 *millions de Chinois, vingt fois la population de Panama,* firent des défilés et des manifestations de Canton à Harbin, de Shangaï à Sinkiang, je pensai personnellement que c'était excessif : après tout, les gens doivent travailler. Mais quand les grands monastères de Lhasa dirent des prières pour les martyrs panaméens, je fus vraiment frappée de respect. Comme la pensée humaine se répand vite autour de la planète ! Avec quelle rapidité les peuples du monde, qu'ils soient blancs, noirs, bruns ou jaunes, deviennent « conscients » de leur role de « faiseurs de l'Histoire ». Cela sembla donner de la force à Panama et embarrasser le Colosse.

L'AVENTURE DE "L'EAST RIVER" DU "FLEUVE EST"

J'atteignis « East River », en Chine du Sud, par mésaventure ou par décision du ciel, selon le point de vue. Je n'avais pas l'intention de le visiter quand nous décollâmes de Pékin, à midi, le 21 janvier, attendus à Canton vers 9 heures du soir. Mais un brouillard noir cernait Canton à l'heure de notre arrivée, le plus épais depuis des années. Nous fîmes des cercles, plongeâmes, attendant un indice qui révéla l'existence de notre univers, la lueur d'une étoile, d'une lampe d'axial ou d'une maison de paysan.

Puis les projecteurs changèrent cet espace noir en une confusion fantastique de formes brunes et jaunes comme les ruines radio-actives d'une planète. Nous y plongeâmes. Deux fois, je sentis que nous atterrissions, une fois nous le fîmes réellement, mais nous redécollâmes tout de suite quand le pilote vit que nous n'étions pas sur une piste, mais presque sur le toit d'un bâtiment de la station. La radio dit que nous pourrions atterrir à Hweiyang, il était près de onze heures. Un gros autobus administratif était à côté, le chef de district arrivait, en voiture, à la rescousse. D'ici que l'on remette sur pied les projets des passagers, qu'on sorte les bagages de six « hôtes étrangers » qui devaient prendre le train pour Hong-Kong le matin suivant, mais dont les tickets et les documents étaient à Canton, nous atteignîmes nos lits, à la « guest-house » du district à 2 heures du matin.

Pendant ce temps nous apprenions la géographie. Aussi, quand notre hôtesse vint, à 7 heures, pour dire que l'avion partirait pour Canton à 8 heures, je répondis que je passerais la journée à Hweiyang et atteindrais Canton en auto. Car, déjà, je savais que c'était la nouvelle capitale d'un « district spécial » de 11 divisions avec une population de 4 millions, formé en juin dernier dans le but de dompter le fameux « Fleuve Est », pour changer la partie de la province de Kwangtung, la plus prédisposée aux calamités, en une région prospère.

C'est le ciel qui m'a conduite à Hweiang. Le président du district, Kuo, avait fait tout le chemin, jusqu'à l'aéroport, pour apporter son aide ; il était disponible pour une interview.

Kuo dit : « C'est une zone sinistrée presque tous les ans. Dans les conditions normales, si nous manquons de pluie pendant un mois, un cinquième de nos 5 millions de « mou » de terres à riz se sèche ; mais s'il pleut fort, nos régions basses sont inondées. Dans une année normale, un cinquième de notre terre souffre de la sécheresse tandis qu'un dixième est inondé ».

Telles sont les « conditions naturelles » et le « district spécial » fut formé l'an passé pour les corriger, avec la ville de Hweiyang comme capitale de district, parce qu'elle est située centralement sur le « Fleuve Est », commode pour les communications. La tâche, bien sûr, prendra des années.

Avant la Libération, dit Kuo, *certaines localités, le long du fleuve, se protégeaient par des digues, mais il n'y avait pas de plan unifié.* Après la Libération ces digues furent raccordées et rebâties plus hautes et plus solides ; en 1956, la région pouvait résistait à une faible inondation. Des réservoirs furent alors construits contre l'inondation, certains aussi pour l'irrigation et quelques-uns pour la force motrice. Le principal d'entre eux était Sinfunkiang, un grand projet provincial, commencé en 1958 et terminé en 1960 ; il contient dix milliards de mètres cubes d'eau dans la partie nord de la région, aide à contrôler les inondations et, aussi, donne de la force motrice pour Canton et d'autres villes. Rien de cela n'aide beaucoup l'irrigation.

Le développement des « projets pour l'eau » commença en 1958 avec les communes. La plupart des réservoirs de la région datent de 1958-60. Ils furent bâtis par les communes locales ou les divisions pour leurs propres besoins d'irrigation, avec l'aide de la province pour les matériaux comme l'acier et le ciment. L'entreprise locale, dans le

district du « Fleuve Est » bâtit, de 1956 à juin 1963, un « grand » réservoir d'une capacité de 100 millions de mètres cubes, 203 « petits » réservoirs d'une capacité de 1 à 10 millions de mètres cubes et 13.843 « bassins » d'une taille inférieure à 1 million de mètres cubes.

La capacité totale de ces réservoirs locaux atteint 1.300.000.000 *de mètres cubes, une réalisation de taille pour une entreprise rurale.* Mais ce n'est suffisant que pour irriguer une partie des 335.000 acres de riz ; pendant une année sèche, le district a besoin d'irrigation pour le double de cette surface. On ne peut arriver à faire tout cela par l'irrigation de gravité : il faut des pompes. « C'est seulement en 1962, dit Kuo, que nous commençâmes à avoir une électrification rurale considérable. Maintenant, nous avons 473 stations de pompage et de drainage avec une puissance totale de 24.100 kilowatts en plus de 235 stations Diesel avec 7.431 chevaux-vapeur. La force motrice va augmenter rapidement maintenant. Aussi il devient possible de faire des plans pour la région toute entière ».

Entre temps, le district dut se mesurer deux fois avec la nature, en 1959 contre l'inondation, en 1963 contre la sécheresse. Chaque fois, la force nouvelle et les moyens de la commune remportèrent une victoire ; mais dans aucun des cas elle ne fut complète.

L'inondation du « Fleuve Est », en 1959, fut historique : au cours des siècles on ne trouve pas mention d'une telle inondation. Un typhon, venant de la mer, fut arrêté par une vague de froid dans les montagnes et laissa tomber 700 mm d'eau, en un jour, sur la plus grande partie de la région de Hweiang, et sept jours d'une pluie forte s'y ajoutèrent. « Les rivières sortirent de leur lit et atteignirent le deuxième étage des maisons dans la ville principale. Plus de 334.000 acres de récoltes furent inondés » dit Kuo. « Nous n'avions pas la protection des réservoirs à ce moment-là ».

Cette inondation amena l'aviation militaire chinoise à lancer des radeaux et des secours aux gens dans l'eau. Cela se produisit au milieu de juin et plus de 200.000 tonnes de la première récolte de riz, toute prête pour la moisson, furent détruites. Autrefois, la récolte ruinée serait restée sur la terre pendant des mois, empêchant de semer en automne. Les communes réagirent ; elles réussirent à drainer la terre en 20 à 30 jours et à faire une bonne deuxième récolte. Ce fut salué comme une victoire significative.

La sécheresse frappa Kwangtung en 1963. Le « Fleuve Est » fut une des deux régions les plus touchées. A certains endroits la sécheresse dura 270 jours, de l'automne 1962 jusqu'à la fin de l'été 1963. En neuf mois, la quantité de pluie fut de 209 mm contre une quantité normale de 652 mm et l'évaporation fut de 961 mm. La même sécheresse frappe Hong-Kong, qui touche au district de Hweiyang. Hong-Kong transporta de l'eau par bateaux-citernes de la province de Kwangtung et alloua à sa population citadine trois heures d'eau tous les quatre jours ; les fermes de la région de Hong-Kong n'atteignirent que 25 % de leur récolte.

« Nos communes combattirent cette sécheresse depuis le début de mars jusqu'à la moisson, à la fin de l'automne », dit Kuo. « Quand les réservoirs et les cours d'eau furent à sec, on fit des barrages temporaires sur les fleuves pour élever le niveau de l'eau, on creusa des puits, on utilisa l'eau avec précaution pour arroser chaque pousse. Notre premier riz était bien en-dessous de celui de 1962, mais notre deuxième récolte compensa en partie. Entre les deux récoltes nous eûmes 90 % d'une année normale. La province vint à notre aide, nous déclara zone sinistrée, diminua nos livraisons de grain de 40 % et aida les endroits qui manquaient le plus de nourriture à planter des patates douces comme complément alimentaire.

Nous nous sommes nourris et avons livré le grain de

l'Etat et même avons eu un « surplus », dit Kuo.

Kuo admet que tout le monde n'était pas très bien nourri. « Mais nous notions de grosses différences avec le passé quand, pendant des sécheresses moindres, des villages entiers se nourissaient d'écorce, des familles vendaient leur maison et leurs enfants. Nous regardions aussi de l'autre côté de la frontière et nous voyions la terre craquer au Kowloon. *Nous voyons que notre système est meilleur que le système de Hong-Kong* ».

C'était une victoire, mais ce n'était pas encore assez. C'est pourquoi le « district spécial » fut créé en Juin 1963, combinant 11 divisions et une commune avec le chef-lieu de Hweiyang, comme capitale administrative. Ces divisions incluent le système entier du Fleuve Est depuis ses sources en montagne jusqu'à la mer. On a établi un plan quinquennal pour résoudre de façon permanente le problème de la sécheresse, des réserves d'eau, et le contrôle des crues normales. Cela comprend la construction de trois « grands » réservoirs de plus, de 20 « moyens », de 94 « petits » et de plus de 10.000 « bassins ». « Sera-ce suffisant pour contenir une crue comme celle de 1959 ? demandai-je. Kuo répondit nettement : « Non ». Une crue comme celle de 1959 ne s'est produite qu'une fois au cours des siècles. Le système établi maintenant serait un remède, mais pour en venir tout à fait à bout on devrait reconstruire entièrement le bassin supérieur du fleuve. Ce serait très cher et peut-être pas très sûr. La région est sujette à des tremblements de terre et le poids de l'eau serait très important. On est en train de l'étudier, mais ce ne sera pas inclus dans les projets actuels. En ce moment, ce n'est pas considéré comme prudent.

Pour les projets actuels, le district aura dépensé en 1968, de 120 à 170 dollars par acre pour le contrôle permanent de l'eau sur les terres cultivées. C'est un énorme investissement pour une nation. Comment une « zone sinistrée » comme Hweiyang peut-elle se le permettre ? Kuo y répondit :

« Seulement environ trente pour cent du coût sont payés en argent. Les 70 pour cent restants sont payés en travail, que les paysans font pendant leur temps libre au taux ordinaire de la commune par jour de travail.

Les conditions économiques après cela semblent encore plus impressionnantes que l'investissement ! Chaque paysan qui travaille est payé par sa commune avec une part supplémentaire de récolte. Chaque commune est payée par son investissement permanent en irrigation et drainage. C'est une invention de la Chine, son secret économique, qui permet aux paysans d'une zone sinistrée d'investir 120 dollars par acre pour protéger leurs champs

Je pensais à un autre delta, plus loin au Sud, où le troisième régime de pantins, en quelques mois, est installé à Saïgon, essayant encore plus fort que ses prédécesseurs de ruiner sa propre campagne avec des poisons chimiques pulvérisés par avion sous les ordres de Washington. Des milliers de tonnes de produits chimiques encore plus puissants arrivèrent récemment, avec ordre d'accélérer la destruction. Je pensais à la septième Flotte américaine rôdant dans les mers de la Chine.

Je me demandais comment les fermiers du Fleuve Est pouvaient travailler si calmement. Quelle cible ils font pour le Pentagone. Dans quel autre endroit la subsistance de tant de gens peut-elle être si vite anéantie, avec leurs digues, leurs réservoirs, leurs lignes électriques et leurs récoltes si serrées ?

Les Chinois savent tout cela, mais ils continuent à travailler sans même d'abris extérieurs, modelant le sol, l'eau et les moyens d'existence pour les générations. Ils font confiance au travail commun, durable des hommes, à la politique nette, non agressive de leur gouvernement, à la conscience des peuples du monde.

En quoi d'autre les homme peuvent-ils avoir confiance ?

Anna Louise STRONG

LETTRE NUMERO 16

RETOUR VERS LE NORD

23 Avril 1964

Chers Amis,

Le rivage Sud de Hainan devient chaud en Mars. Aussi j'abandonnai le joli bosquet de cocotiers et la plage tropicale et remontai vers le Nord en auto par la route orientale de Haiko, la capitale de l'île et le port du Nord. En deux heures nous atteignîmes le versant Est de la Montagne des Cinq Doigts qui protège le rivage Sud des vents du Nord, et nous nous arrêtâmes sous le brouillard et une pluie battante à la Ferme d'Etat de Shinlung, une ferme tropicale qui paraissait glaciale après le rivage Sud chaud et sec.

Shinlung possède un hôtel avec une source chaude pour les hôtes de passage et on pense qu'un jour il deviendra un sanatorium pour les ouvriers. On s'arrête là pour la nuit et on visite la ferme. Elle est la possession de la Commission Nationale des Chinois d'Outre-Mer, par l'intermédiaire de qui l'Etat investit quelque 11 millions de yens et 20.000 acres de jungle en friche avec un climat convenant aux récoltes tropicales. Le travail fut fait en grande partie par des Chinois d'Outre-Mer rentrant de pays où leurs ancêtres partirent comme main-d'oeuvre contractuelle.

Le premier groupe de pionniers arriva en 1951 de Malaisie, emprisonné et déporté par les Britanniques. Ils avaient tellement hâte de se mettre au travail qu'ils arrivèrent là pendant un orage et restèrent debout toute la nuit, n'osant pas s'étendre de peur des serpents. A l'aube, ils commencèrent à couper la longue herbe de la jungle, la liant en bottes pour faire des toits soutenus par des poteaux.

Et maintenant, ils sont ici 12.000 personnes, faisant prospérer une ferme de 15.000 acres défrichés, avec des bâtiments, des routes et des récoltes tropicales, et 5.000 autres acres de jungle encore à défricher. Ils ont un hôpital, des cliniques, une salle des fêtes, des écoles pour tous depuis les jardins d'enfants pour les bébés jusqu'à une école technique d'agriculture dont les diplômés se mettent directement au travail ou suivent une éducation supérieure. Ils ont le double de population et de terre cultivée que ce que je vis en 1960. Il y a d'autres fermes semblables à Hainan ; Shinlung comme pionnier, fait part de son expérience et donne des plants de pépinière à toutes.

Le lendemain, nous atteignîmes Haiko après 5 heures de voyage et nous y passâmes la nuit, attendant l'avion du matin pour Canton. J'eus une discussion avec deux ouvriers de la Fabrique locale de Marchandises de Caoutchouc, qui étaient juste de retour d'une visite qu'ils avaient faite à Shanghaï pour acquérir « la technique avancée » ; je reparlerai d'eux quand j'écrirai sur Shanghaï. J'ai noté aussi des faits sur l'agriculture de l'île d'Haïnan.

Le climat tropical est ici favorable à la culture tout le long de l'année, mais dans le passé la récolte double était difficile par suite du manque d'eau, car les pluies sont inégales et l'irrigation faisait défaut. Depuis la Libération, beaucoup de réservoirs et de canaux ont été construits, dont quatre cinquièmes par les communes durant les cinq dernières années. L'irrigation couvre maintenant

532.500 acres, soit 53,5 % de terres cultivées ; le travail effectué cet hiver dernier portera la superficie irriguée à 56 %.

Les réservoirs de l'île contenaient des réserves d'eau pour six mois de sécheresse et ceci entraîna une récolte de riz qui en 1963 totalisa 10 pour cent de plus qu'en 1962, malgré la pire sécheresse depuis le début du siècle. Les paysans de Hainan se nourrissent mais n'essaient pas de nourrir la population citadine ou industrielle même de l'île ; ces dernières sont approvisionnées plus rationnellement par les réserves de grains de la Province de Kwangtung. Car Hainan est un trésor de récoltes tropicales.

Le jour suivant, nous nous envolâmes pour Canton et y passâmes une semaine, visitant principalement des communes. Je le raconterai dans les prochaines lettres, mais quelques détails vont égayer les commentaires ci-dessous.

QUELQUES COMMENTAIRES SUR LES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES

Il semble que ce soit le moment de faire certains commentaires sur les communes.

Elles forment la base de la vie rurale chinoise d'aujourd'hui mais on les comprend mal à l'étranger. Un ami d'Amérique Latine, juste de retour de Cuba, me dit que les gens, partout, se posaient des questions sur les communes, et beaucoup pensaient qu'elles avaient été des échecs et abandonnées. Quand la presse des U.S.A. et aussi Khrouchtchev se moquent des communes, que doivent croire les Cubains ?

Aussi on doit le dire clairement :

D'abord, les communes existent ; elles apparurent en 1958 et en sont maintenant à leur sixième année ; *elles*

sont devenues plus fortes chaque année et mieux adaptées à leurs buts. *Deuxièmement, elles existent sous la même forme, qu'à leur apparition qui fut saluée par la résolution du Parti Communiste à Wuhan, en Décembre* 1958 comme une nouvelle organisation sociale fraîche comme le soleil du matin au-dessus du vaste horizon de l'Asie Orientale ». Elles survécurent trois ans aux pires calamités naturelles du siècle qui frappèrent alors que les communes venaient d'être organisées et étaient encore à peine stabilisées et donc le plus vulnérables. Des critiques étrangers essayèrent de jeter le blâme sur les mauvaises récoltes des communes, mais les Chinois savent bien que certaines fautes de certaines communes dans certaines régions ajoutèrent aux difficultés que *les communes furent la force qui sauva le pays, empêchant les calamités de tourner à la famine générale.*

Des changements, bien sûr, se sont produits dans les communes ; toutes les formes de la vie changent. Ce qui est surprenant et ce que je n'ai réalisé que récemment, c'est qu'aucun des changements ne rendit nécessaire le retrait d'un seul paragraphe des premières résolutions du Parti qui décrivit les communes en 1958.

On vient juste de me demander de préparer une seconde édition de mon livre sur « La naissance des Communes du Peuple Chinois » écrit au début de 1959. A ma grande surprise, le seul changement que je dus faire fut de mettre une note aux statistiques du grain en 1958, que l'on a reconnues fausses depuis longtemps. La structure de base et les objectifs de base demeurent.

Encore mieux, non seulement les communes remplissent la description et les buts définis en 1958 par les deux résolutions historiques du Parti Communiste Chinois à Peitaiha le 29 Août 1958 et à Wuhan en Décembre de la même année, mais elles correspondent encore à toutes les aspirations que les paysans de cette époque exprimèrent dans leurs rêves les plus fous.

L'opinion que les hommes par une organisation communautaire peuvent l'emporter sur le ciel, fut exprimée dans le percutant slogan « La volonté de l'homme, non le ciel, décide ». C'est encore la conviction profonde, mais on cherche à l'atteindre plus pratiquement au long d'années de mécanisation continue, avec plus d'engrais et un contrôle de l'eau accru. Les femmes cherchent encore à se libérer de l'ancienne corvée domestique et trouvent cette liberté dans le fait que le procédé de culture du grain des communes n'impose plus à la fermière de se substituer à l'âne pour l'ancienne tâche abrutissante de faire tourner les lourdes meules sans relâche. Une autre corvée domestique est diminuée par l'augmentation de l'électrification et la meilleure répartition de l'eau qu'on ne doit plus transporter si loin à l'aide de bâtons posés sur les épaules. Les crèches et les jardins d'enfants entretenus par les communes sont aussi une libération pour les femmes. Seuls les restaurants publics qui en 1958 se répandirent dans les régions rurales ont grandement diminué, car les cuisines familiales furent trouvées nécessaires, spécialement dans le nord où la même chaleur sert à cuisiner et à chauffer la maison, mais les restaurants pour les garderies, les jardins d'enfants, les écoles, les ateliers et en saison pour les équipes travaillant aux champs allègent encore le fardeau du travail domestique et des cuisines voisins, tendance qui paraît se répandre.

Même le cri pour « le grain libre » qui, fin 1958 était général dans les zones rurales, exprimant la certitude que la famine était domptée, et que maintenant dans les communes personne ne mourrait plus jamais de faim — une demande que la plupart des paysans à cette époque pensaient plus essentielle même que leurs propres gages personnels — ne fut jamais vraiment abandonné. Car tandis que la distribution libre effective du grain conduisait à beaucoup de gaspillage et était bientôt arrêtée, d'habitude en quelques mois, elle est remplacée aujourd'hui par une distribution attentive d'un « fond de prospérité » pour être sûr que personne dans l' « équipe » ne manquera de nourriture.

Comme chaque changement dans la commune, effectué par ses membres pour l'amélioration, ont été salués à l'étranger comme une « liquidation » je dois brièvement définir ce qu'était la Commune Populaire Chinoise, et ce qu'elle est, en quoi elle diffère de toutes les autres formes de collectivité paysanne, et quels furent les changements au cours des six dernières années.

Certaines critiques décrivent d'abord la Commune de façon incorrecte et ensuite attaquent la forme qu'elles ont décrites. Les attaques de Khrouchtchev sont de ce type ; probablement la première critique ouverte de la Chine qu'il ait jamais exprimée fut sa remarque au Sénateur Humphrey fin 1958, méprisant la commune, comme une formule qui avait été essayée en Union Soviétique et n'avait pas réussi.

Les communes qui existèrent dans l'U.R.S.S. du début étaient, comme je les vis moi-même et comme tout le monde les connaît, un type de collectivité qui comprenait une propriété en commun avec une distribution égale à tous ; théoriquement, elles étaient très bien prévues mais durent être abandonnées comme « prématurées ». Attribuant cette forme égalitaire à la Chine, Khrouchtchev l'attaque alors comme un abandon du Marxisme et du Léninisme, etc... Mais les Communistes Chinois n'ont jamais soutenu cette forme égalitaire.

Les Communes Populaires naquirent en Chine, non comme un essai d'égalitarisme, mais comme une fusion des coopératives agricoles pour créer une unité plus grande en vue d'un meilleur contrôle du milieu rural, et spécialement, mais non exclusivement pour le contrôle de l'eau et l'irrigation. Début 1958, la majorité du grand demi-milliard de paysans Chinois appartenait à 740.000 coopératives agricoles avec une moyenne de 160 familles-

membres. Quand l'année se termina, elles s'étaient fusionnées en 26.000 communes, habituellement à l'échelle d'une commune administrative, avec une moyenne de plusieurs milliers de familles. (Le nombre des communes fut triplé plus tard par subdivision dans certaines provinces pour s'adapter aux conditions locales, mais la commune demeure partout la formule qui groupe toute la culture coopérative dans les pays, et à laquelle pratiquement tous les paysans appartiennent). Ce regroupement eut lieu dans un grand élan d'enthousiasme paysan basé sur la réalisation que les coopératives n'étaient pas assez grandes pour prendre en main les projets d'irrigation, dans lesquels chaque canal était aux frais du terrain de quelqu'un, mais qu'en mettant en commun les ressources et en faisant des plans unifiés, ils pouvaient « conquérir la nature » et être sûrs que dans l'avenir personne n'aurait à mourir de faim. C'était un espoir bien fondé et il se révéla réalisable. *Un second trait de la commune, en plus de la taille, est sa fonction élargie. Elle assume la marche, non seulement de l'agriculture, mais de l'industrie locale, du commerce, de l'éducation, la défense à l'échelle de la division administrative.* Un des excès, qui se produisit, fut que certaines communes, dans leur enthousiasme, mirent sur pied trop d'industries locales, employant leurs ressources et leur main-d'oeuvre en pure perte à des occupations non adaptées à leur région. Une commune en Honan se vanta de faire du caoutchouc synthétique à partir des patates douces ; il y eut beaucoup de ces idées inventives. Par suite un des changements normaux fut qu'elles laissèrent finalement tomber beaucoup des petites industries, mais développèrent des occupations et des entreprises en rapport avec l'agriculture, telles que l'élevage, les arbres fruitiers, la sylviculture, la mouture du grain, la transformation des arachides en huile comestible, le raffinage du sucre, le transport routier local, et la fabrication de l'outillage et des machines agricoles.

Le troisième aspect de la Commune populaire Chinoise, par lequel elle diffère plus profondément des autres

formes de collectivité agricole d'ailleurs, *est qu'elle combine la puissance du gouvernement avec la production.* La commune est à la fois le niveau le plus haut des coopératives fermières associées et le niveau le plus bas de la puissance de l'Etat. Les paysans de la commune administrative expertisent les ressources totales de leur commune et ont le pouvoir gouvernemental de les employer.

C'est encore la différence de base entre les Communes Chinoises et toutes les autres formes de collectivités fermières. Ce qui d'abord le fit trouver préférable localement ce fut que les améliorations comme les routes locales, les réservoirs et les canaux d'irrigation pouvaient être faits, tout de suite, par l'initiative locale avec autorité. Le président campagnard d'une commune de Mandchourie me dit en 1958 quand je lui demandais qui payait pour les routes locales : « Personne ne paye pour les routes. Nous les faisons et c'est tout ! ». Il était tout à fait ignorant du calcul du prix de revient ; les paysans ont beaucoup appris à ce sujet depuis. Mais, alors que les routes et les projets d'irrigation sont toujours entrepris *par la division administrative,* et même par la province pour les grosses constructions, les petits projets sont vraiment « faits et c'est tout » par les paysans dont ils desservent les villages. Le groupement de la commune et du « pouvoir de l'Etat » donne aussi l'autorité et les relations avec les branches supérieures du gouvernement quand on veut des priorités pour l'électrification et les pompes.

Les Chinois croient que cette fusion à la base permettra aussi une transition plus facile vers le Communisme quand le temps en sera venu. La forme des fermes collectives pratiquées en U.R.S.S. et ailleurs, crée une dualité dans laquelle les collectivités sont séparées de l'Etat. La puissance de l'Etat peut favoriser le collectif et le contrôler par la loi, mais une contradiction d'intérêts demeure qui un jour devra être abolie. *En Chine, le pouvoir de l'Etat est à l'intérieur de l'organisation à l'échelle de la*

commune. Au fur et à mesure que la force économique de la commune augmente, la part de l'Etat augmente en même temps. Ceci, croit-on, permettra une future transition vers « la possession par la population entière » avec moins de contradiction. Encore plus tard, la commune elle-même pourrait survivre comme cellule de base dans une Société Communiste.

Ces trois caractéristiques fondamentales de la Commune Populaire Chinoise furent donnés par les premières résolutions du Parti Communiste en 1958 ; elles sont encore valables. Il était aussi spécifié dans ces résolutions que, dans la distribution du revenu, le principe de base serait la rétribution du travail fait, et que tout autre emploi des fonds dans d'autres buts, tels qu'un fonds de réserve ou de « provisions gratuites », devrait être strictement limité. En pratique cela ne fut pas toujours fait au début.

Car la première demandè qui souleva le pays d'enthousiasme fut que tout le monde serait nourri, que la faim des générations passées serait vaincue enfin. Cela prit la forme de « grain gratuit » dans les restaurants publics, dans d'autres endroits « des plats gratuits » furent ajoutés et la compétition atteignit un certain nombre de « services gratuits » depuis l'habillement jusqu'au barbier en passant par les billets de cinéma. A certains endroits — Kwangsi parmi tant d'autres — des concours eurent lieu parmi les jeunes campagnards pour savoir qui pourrait manger le plus de grain.

Certaines personnes en Chine, aujourd'hui, tentent d'éviter de mentionner ces « excès » ? Mais moi-même, je suis d'accord avec un vieux paysan de Kwangsi qui disait « *Nous devions le faire une fois, juste une fois, pour rompre avec les siècles durant lesquels chaque famille se concentrait sur sa propre petite pièce de terre* ». Quand les critiques étrangers expriment avec malice l'espoir que les Communistes Chinois vont maintenant « laisser les paysans » revenir à leurs anciennes formes d'agriculture, je pense à ce vieil homme de Kwangsi.

Car le Grand Bond en 1958, et avec lui les communes, rompit pour toujours avec les anciennes formes de l'agriculture. Un nouveau type de paysan s'éveilla à la vie, conscient de la puissance collective. Aucun des paysans que je rencontre ne veut revenir en arrière. Il veut aller de l'avant. Il désire divers ajustements et changements. Il ne veut plus l'ancien village féodal et médiéval, dont la plupart des habitants étaient illettrés. Les commentaires étrangers décrivent les régions rurales de Chine comme « 80 pour cent d'illettrés avec des outils antédiluviens » ; ce n'est plus vrai. La majorité des paysans au-dessous de 30 ans sait lire et écrire et s'intéresse à son pays et au monde. L'ignorance est la plus grande parmi les gens âgés ; mais le pourcentage général est maintenant très bas.

S'il est vrai qu'il y a encore des outils très primitifs, que l'ancien bâton sur les épaules n'a pas partout cédé la place même à la brouette, encore moins à la force motrice, les besoins urgents d'irrigation et de contrôle de l'eau couvrent déjà la campagne de lignes à haute tension et de pompes électriques. La mécanisation de l'agriculture pour un quart de la population de la terre est une longue tâche, demandant un énorme investissement d'argent et de travail ; mais avec la pression des communes derrière elle, celle-ci avance vite.

CHANGEMENTS AU BOUT DE SIX ANS

Quels sont les changements dans les communes pendant les six dernières années ? Je dois faire une préface à ceci, en exposant comment ils ont lieu. Les gens à l'étranger semblent penser que quelqu'un dans le bureau de Mao Tsé-toung les envoie sous forme de décrets obligatoires. Rien de la sorte. Ni l'origine de la Commune, ni aucun de ses changements n'est dû à un décret de l'Etat

ou même à une résolution du Parti Communiste. La naissance des Communes fut un mouvement de masse que le Parti résuma et encouragea. La première résolution du Parti à ce sujet fut publiée le 29 Août 1958 quand 30 pour cent des paysans avaient déjà formé des communes ; la seconde résolution à Wuhan en décembre avec le modeste titre de « Certaines Questions concernant les Communes Populaires », fut adoptée après que 99 pour cent des paysans se soient unis.

La plupart des changements se produisirent de la même façon, par des actions locales, répondant à des problèmes locaux, suivies à intervalles d'un sommaire ou d'une analyse du Comité Central ou peut-être simplement d'une mention dans le People's Daily, notant que telles pratiques avaient fait leur apparition et faisant des commentaires sur elles. Tout résumé du Comité Central, toute « suggestion » faite avec l'approbation du People's Daily devenait tout de suite une forte indication pour tous les membres du Parti que c'était une politique qui devait être envisagée avec faveur. En aucun cas elles ne furent obligatoires ou passées comme lois. Le mot de la fin dans chaque commune reste à ses membres.

On peut dire grosso modo que dans les six dernières années, le changement le plus manifeste fut que les communes triplèrent en nombre avec, en conséquence, une réduction de la dimension ; le changement le plus spectaculaire fut l'adoption, de courte durée, du « grain libre » qui ne se produisit pas dans certains endroits, et dans d'autres dura de quelques mois à un an ; le changement le plus important politiquement est la décentralisation de l' « unité » responsable qui au début avait tendance à être la commune dans son ensemble, mais devint rapidement sa plus grande subdivision, la « brigade de production », et en 1962 était dans la plupart des endroits transférée à la plus petite subdivision, « l'équipe de production ».

Aucun de ces changements n'eut lieu soudainement ou universellement. A Canton, j'appris avec surprise que même le triplement des communes par subdivision en unités plus petites n'était pas du tout général à travers la Chine, mais limité aux régions montagneuses avec des nationalités en minorité où les communications difficiles et les langues différentes faisaient qu'une commune plus petite convenait mieux. Ainsi dans la Province de Kwangtung le nombre et la dimension des communes a à peine changé, mais là Kwangsi, la province voisine, il y a eu 1.000 communes en 1958 et il y en a à présent près de 10.000. Le « triplement des communes » n'est pas général, mais une moyenne.

Le changement majeur que j'ai vu dans les Communes lors de visites près de Canton était l'accroissement de la prospérité, de la confiance et spécialement une meilleure économie depuis mes dernières visites en 1962. Le changement de l' « équipe » comme unité responsable, concentre la responsabilité pour la production et la distribution en un endroit, le village naturel d'origine, la plus ancienne, la plus stable unité à la campagne où chacun connaît tout le monde. Cette « équipe » comprend une moyenne de 20 à 40 maisonnées, rarement plus de 100. Quand les premières coopératives se développèrent, elles avaient leurs limites dans ce village ; quand les formes supérieures apparurent, le village demeura une des « équipes de production », mais la distribution du revenu se fit à un niveau plus élevé, qui même alors conduisit à des contradictions entre la population et la distribution qui sont maintenant corrigées.

C'est le changement qui est tenu à l'étranger pour avoir « liquidé les communes », « revenant » beaucoup plus en arrière même que les premières coopératives à « l'initiative locale » et de là, assure-t-on, vers le capitalisme.

En Chine, il est tenu pour avoir affirmé plus nettement le principe « socialiste » de « à chacun selon son travail ». Il donne à chaque petit village le contrôle entier et la responsabilité de sa propre production. La petite équipe « possède » la récolte, la divise, paie les impôts ; ceux-ci, en passant, sont beaucoup plus bas maintenant qu'en 1962, s'élevant seulement à cinq pour cent de la récolte de base.

Dans l'équipe n° 2 de la Brigade Tungching de la Commune de Hsinhua, à plus d'une heure de Canton, j'entendis comment le changement fut effectué et ce qu'il signifiait. « Les petites équipes dirigèrent toujours la production », dit Hsu, le Président de la Commune, qui nous accompagnait, « mais quand on arrivait au payement », c'était fait par la brigade, et toutes les journées de travail étaient égales dans la région. Mais certaines équipes ont une terre meilleure et de meilleures conditions et donc de meilleures récoltes ; elles partageaient avec des équipes qui produisaient moins. Nous discutâmes cela durant l'hiver de 1961-62 ; certains étaient pour l'équipe et d'autres pensaient que la distribution par la brigade était « plus avancée ». Quand nous vîmes dans le People's Daily que les équipes étaient bonnes alors tout le monde fut d'accord pour l'équipe ».

Le résultat immédiat du changement est de faire apparaître une nette distinction entre les villages « à l'aise » et les villages « défavorisés ». Les villages en retard sont « dénoncés » par leurs propres comptes. Cela permet à la commune et à la brigade de s'occuper immédiatement à aider les villages en retard à changer leurs conditions et leurs méthodes, et élever leur revenu par leurs propres efforts, au lieu d'y pallier en partageant les récoltes des équipes meilleures. Dans la Commune de Hsinhua, par exemple, il y avait 98 équipes classées comme « pauvres » en 1958, mais 96 d'entre elles avaient progressé en 1963. La Brigade Tungching, avec 20 équipes, avait été classée « zone pauvre », mais en 1963, elle devint une « brigade

de mille « catties » (1.000 catties de riz par « mon » = 6.600 livres par acre), une bonne récolte n'importe où et plus forte maintenant que la moyenne de la Commune de Hsinhua, mais obtenue avec l'aide de la commune.

Je fus surprise d'apprendre que l'Equipe n° 2 après avoir payé les impôts et vendu son grain à l'Etat, gardait son revenu entier et ne donnait même pas une contribution symbolique à la commune. Ce n'est certainement pas universel et c'était probablement parce que la brigade entière avait été une zone pauvre. Mais quand je demandais au Président Hsu comment alors la commune se procurait son revenu, il rit et dit que la commune avait 160.000 yen (64.000 dollars) de revenu brut de ses entreprises et depuis que le district administratif payait certains des salaires au niveau de la commune, qui était aussi le niveau municipal, les frais de la commune étaient peu élevés et son revenu net était de 120.000 yen (48.000 dollars).

Les entreprises de la commune comprennent une petite flotille de camions de transport, quelques tracteurs, des ateliers d'outillage agricole, deux unités de transformation du grain, une unité de transformation des arachides en huile, une raffinerie de sucre. Le revenu de la commune allait partiellement à des routes et des canaux et l'autre partie en aide aux équipes plus pauvres. Ce secours demandait de l'argent, mais était principalement fait en suivant le conseil de la commune. L'équipe en retard étudiait les méthodes et les conditions des meilleures équipes, déterminait les causes de sa pauvre condition et était aidée à y remédier par le secours des équipes plus à l'aise qui seraient payées de retour sur la base de « l'échange équivalent ». Cette combinaison de l'aide mutuelle avec la confiance en soi avait amené 96 des 98 « équipes pauvres » dans les rangs des bonnes équipes en 1963.

Je demandai : « Est-ce que la commune a le même pouvoir de mobiliser la main-d'oeuvre pour l'irrigation qu'elle avait en 1958 ? ».

« Bien sûr », dit Hsu, « mais nous le faisons différemment maintenant ». Au lieu de faire appel à tout le monde pour la main-d'oeuvre, nous demandons aux équipes qui vont bénéficier du projet de fournir la main-d'oeuvre en proportion du bénéfice qu'ils vont retirer. Chaque équipe paye son propre travail en le créditant comme fait pour l'équipe, payable sur la récolte commune. Si l'équipe ne peut pas fournir assez de travail, nous le demandons à une autre équipe, et ses membres doivent alors être payés soit par le bureau de la commune, soit par l'équipe bénéficiaire, selon le principe de l' « échange équivalent ».

J'avais déjà vu à Hweiyang (Lettre n° 15) que la main-d'oeuvre peut être réquisitionnée pour une construction importante sur le plan de 11 divisions administratives pour le domptage du Fleuve Est tout entier par les communes de son bassin. J'appris à Canton que dans tout l'accroissement énorme de l'irrigation dans la province ces dernières années, seulement 30 pour cent du coût est supporté par l'Etat, et le reste est payé par la contribution en travail des communes.

Il est clair que les communes sont loin dêtre « liquidées » ; elles sont une partie plus forte que jamais des forces qui rebâtissent la Chine.

LA PARCELLE PRIVÉE

La « petite pièce de terre privée » est donnée à l'étranger comme une preuve du déclin de la commune. Les Chinois ne se font pas de soucis ; ils l'ont en main. Les parcelles de terre privées existent normalement dans les coopératives agricoles et même dans les fermes d'Etat ; la Chine les limite à 5 pour cent de la surface collective, beaucoup moins que ce qui est accordé aux parcelles privées en U.R.S.S.

Les résolutions du Parti de 1958 mettaient en garde contre l'abolition prématurée des parcelles de terres privées ; elles ne furent jamais abolies par décrets. La plupart des localités les abandonnèrent dans l'enthousiasme du début pour « le grand collectif » et plus tard les restaurèrent après une recommandation amicale du People's Daily. Les parcelles privées répondent aux goûts individuels ; une personne veut de l'ail, une autre du tabac, une autre du maïs pour nourrir des poulets. Les parcelles sont petites, bien inférieures à un sixième d'acre. Mais je peux certifier que des parcelles de 8 pieds carrés, dans les jardins des bâtiments du Comité de la Paix à Pékin sont assez grandes pour faire venir du blé pour nourrir des poules qui donnent des oeufs. Il y a deux ans que nous avons cessé ; notre cour est maintenant couverte d'herbe et les marchés de Pékin sont inondés d'oeufs.

Les parcelles privées rurales vont continuer à ennuyer les statistiques. Elles ne sont pas soumises à l'impôt et ne sont pas enregistrées ; aussi personne ne pourra faire de statistique précise du grain. Si on cultive du grain sur les parcelles privées, elles peuvent ajouter 5 pour cent aux 180 millions de tonnes, une assez jolie majoration. Mais peut-être n'y cultive-t-on pas de grain !

DES COUVERTURES DE NYLON POUR LE RIZ

Pour moi, autrefois, nylon signifiait luxe et dépense. C'était encore plus vrai en Chine. Juste après la guerre, à Shangaï, les gens ramenaient d'Amérique une paire de valises pleines de bas nylon et en obtenaient des prix si fantastiques qu'ils faisaient un bénéfice bien supérieur au coût de leur voyage.

Aujourd'hui, vous voyez des filets de pêche en nylon sur l'Ile d'Hainan. La flotille de pêche s'avance en mer et étire les filets qui vont d'un bateau à l'autre et ensuite jusqu'au rivage; tous en nylon. C'est beaucoup plus solide

et plus léger que le chanvre et ça ne pourrit pas si vite dans l'eau. C'est à Canton qu'on le fabrique pour les filets !

Et maintenant on fait des couvertures de nylon pour les jeunes plants de riz ! Je les ai vues sur le chemin de l'aéroport comme je quittais Canton. Nous passions devant les champs de la Commune Ta-Li, bien entretenus et parsemés, à intervalles, de bâtiments de brique et de stuc qui étaient sans nul doute des stations de pompage et de drainage, d'après les fils à haute tension qui les reliaient. Alors quelqu'un cria : « Regardez par là », et je vis les membres de la commune sortir les couvertures de nylon pour la journée ensoleillée.

C'étaient de grandes pièces de tissu de nylon larges d'au moins dix pieds (3 m.) et trois fois aussi longues, qui protégeaient les plants du froid, permettant de planter deux semaines plus tôt. Aussi j'en parlais avec le Maire Chen Sun qui venait accompagner sa femme partant pour Shangaï par le même avion que moi.

Les couvertures de nylon, me dit-il, avaient été expérimentées l'année dernière dans les collèges d'agriculture et cette année on les essayait sur 670 acres éparpillés dans de nombreuses Communes. Pas beaucoup en surface de terrain — 670 acres — mais vraiment beaucoup en nylon. « A peu près autant que ce que nous pouvons faire dans nos Entreprises de Plastiques de Canton ». Shangaï envoie maintenant des machines pour la fabrication des plastiques à 180 usines à travers la Chine.

Les plants, quand ils sont transplantés couvrent plusieurs fois la surface. Deux semaines gagnées en plantant de bonne heure, cela donne des plants plus robustes, pour résister aux grosses pluies de Mai, et aussi évite les insectes parasites à développement tardif. Une première récolte de riz en avance laisse plus de temps pour préparer le sol pour la deuxième plantation. Tels sont les résultats que l'on espère obtenir à côté de Canton.

Anna-Louise STRONG

LETTRE NUMERO 17

PANORAMA DE PRINTEMPS

20 Mai 1964

Chers Amis,

Tout le long du chemin vers le Nord, depuis Canton jusqu'à Hangchow, Changhaï et Pékin, il régnait un bien-être confiant dans le pays. La nourriture était non seulement abondante, mais en excès ; le nombre de porcs arrivant au marché soulevait des problèmes de réfrigération et de mise en conserve et conduisait à des ventes considérables à la Foire d'Exposition de Canton en Avril, où des quantités de viande congelée et cinq cents sortes de viandes en boîte furent offertes pour l'exportation aux marchands en visite venus de quarante nations, avec une éblouissante variété de 3.000 dessins de textiles nouveaux, dix types de bicyclettes et quarante modèles de machines à coudre. (Les ventes directes de viande congelée et en conserve à l'U.R.S.S. s'élèvent à plus de 30.000 tonnes).

Tandis que les experts étrangers, critiques, déduisent encore le manque de grain de l'achat continu de blé au Canada, en Australie et en Argentine, la Revue Economique d'Extrême-Orient à Hong-Kong note que la Chine offre de vendre au Japon autant de riz qu'il le désire, et discute aussi d'une vente ferme de maïs. Mes amis Chinois

sont détendus à ce sujet. Ils disent que le blé sur le marché mondial est bien meilleur marché que le riz, et, puisque la Chine du Nord préfère le blé, il est bien mieux d'en importer par mer et d'exporter du riz. Si le commerce normal continue, cette tendance peut prévaloir.

On nous indique que les paysans sont en train de mettre en réserve des surplus de grain dans les villages et que l'Etat n'y voit pas d'objection, mais le considère comme un élément de stabilité. Une autorité pas moindre que Mao aurait dit d'après ce qu'on rapporte : « Nos paysans sont économes ! ils ne gaspilleront pas le grain », L'idée paraît être que les équipes de production locale, ayant payé leurs impôts et vendu leur grain sur contrat à l'Etat, sont libres de garder ou de vendre toute extra quantité. On peut être tranquille avec eux ; aussitôt qu'ils se sentiront à l'abri contre une future mauvaise récolte, ils vendront le surplus pour acheter d'autres marchandises.

A Shanghaï, j'entrais au Club des Marins et j'appris qu'il y avait 18 navires étrangers dans le port venus de neuf pays — de la Grande-Bretagne, de la Norvège, de la Pologne, d'Italie, de Grèce, de Hollande, d'Allemagne de l'Ouest, du Liban, du Japon. « Nous envoyons des invitations pour inviter les équipages des navires étrangers à notre Club, qui offre des chambres, des repas, des visites organisées et toutes sortes de services tels qu'un barbier, habillement, billets de théâtre, réparation de vêtements ou de montres. Nous avons dix interprêtes en anglais, allemand et japonais ».

Le Directeur me dit que le Club a une moyenne de 200 à 300 invités étrangers par jour. « Ce soir nous amenons 95 marins étrangers à des programmes de théâtres. La plupart d'entre eux veulent voir des acrobates, quelques-uns veulent voir de l'opéra. Quelquefois nous organisons des jeux de ballon entre une équipe étrangère et les nôtres.

Un des principaux aspects de la vie à Shanghaï en ce moment est la formation des ouvriers pour améliorer les standards techniques dans toute la Chine. A Haiko, j'ai rencontré deux ouvriers qui étaient envoyés par les Ateliers du Caoutchouc d'Haiko pour apprendre à Shanghaï les techniques qui font que, par exemple Shanghaï découpe 10.000 semelles de caoutchouc par équipe à la machine, alors qu'à Haiko on en découpe 500 à la main. Les ouvriers de Haiko revinrent avec plusieurs nouvelles machines fabriquées par eux-mêmes suivant les instructions données. A Shanghaï, j'appris que dans l'année écoulée, 22.000 ouvriers et techniciens, tous soigneusement choisis par leurs localités, avaient visité Shanghaï pendant des périodes plus ou moins longues, pour apprendre « la technique avancée ». Shanghaï, autrefois célèbre pour les enlèvements, est devenu fameuse comme « institutrice de la classe laborieuse ». Les gens de Shanghaï vous disent modestement que le savoir est une voie à deux sens ; ils apprennent aussi de leurs visiteurs. Shanghaï envoya 500 ouvriers et ingénieurs pour échanger des connaissances avec Pékin, Tientsin et Shenyang.

Tout ceci fait partie d'une campagne qui a eu lieu maintenant en Chine dans laquelle les groupes de travail comparent leur propre travail avec celui des autres et essayent de rattraper les plus avancés et d'aider ceux qui sont en retard.

A Pékin, aussi, on trouve la sensation de bien-être et d'abondance. La viande, le poisson, la volaille et les oeufs ne sont plus rationnés ; ils sont abondants dans les boutiques et sur les étals dans la rue et les prix baissent de façon constante. Les poulets sont non seulement abondants, mais gras ; pendant les années difficiles, ils étaient maigres et difficiles à obtenir. De grands paniers d'oeufs sont en vente dans les quartiers résidentiels.

Un petit déjeuner favori à Pékin a toujours été une tasse de lait de soya avec un long rouleau de pâte frite

dans beaucoup d'huile d'arachide. C'est appelé une « torsade à l'huile » (Yutiao) et on en mange beaucoup, autant que des beignets en Occident. Vous les achetez dans la rue et vous les mangez sur le pouce entre les repas, et un chauffeur de taxi se vante : « J'ai eu cinq *yutiao* au petit déjeuner ». Ceci signifie que non seulement le grain mais aussi l'huile comestible sont abondants ; ce fut une des denrées pour lesquelles les restrictions durèrent le plus longtemps.

La sensation de bien-être se remarque aussi pendant les pauses de quinze minutes au milieu du matin et de l'après-midi, dans les bureaux. Il y a cinq ans les gens faisaient des exercices pendant ces pauses, et la radio émettait de la musique. Pendant les années difficiles, pendant un an ou deux seulement, quelques personnes sortaient pour les exercices ; personne ne ressentait le besoin de la fatigue physique, qui consommait de l'énergie. Mais maintenant, ils sautent de leur bureau et sortent dans une violente ruée pour une brève partie de basket-ball ou une danse chinoise des épées.

Les marchandises de consommation sont aussi abondantes et les prix baissent régulièrement alors que la qualité s'améliore. L'été dernier, un imperméable de matière plastique de taille moyenne avec un capuchon et un sac pour le transporter coûtait 18 yen (7,20 dollars) et on devait avoir un « ticket » de marchandises industrielles. Hier des amis en achetèrent un sans ticket pour seulement 5,80 yen (2,32 dollars). Ils se font en bleu, rouge, gris, vert et d'autres couleurs. Quand les marchandises sont transportées sur des voitures à bras ou derrière des tricycles, on les couvre de feuilles de matière plastique. Durant les pluies d'avril les rues de Pékin sont illuminées par tous ces imperméables et ces couvertures de plastique coloré.

Partout dans le pays, on sentait *les mouvements souterrains d'une prospérité soudaine,* d'un « Grand Bond »

qui hésitait à se déclarer, mais qui laissait voir déjà que l'électrification rurale s'était étendue dix neuf fois plus depuis 1957, que la production du sucre avait doublé en une seule année ; que la Foire d'Exportation de Canton fut la plus grande de son histoire ; que la reconnaissance par la France et les nouvelles lignes aériennes pour le Cambodge et directes pour Londres via le Pakistan étaient en train d'élargir les contacts avec le reste du monde ; et que les surplus en viande et en oeufs rendirent des exportations possibles en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes pour aider à combler leurs manques et à payer la dette de la Chine avec un an d'avance.

HANGCHOW - "PARFUM SUAVE DE LA NATION"

On l'appelle « Parfum suave de la Nation » dit le directeur de la crèche de Hangchow, comme il nous faisait asseoir à une table à thé dans un des plus grands pavillons où je remarquais un parfum capiteux. Soulevant une plante en pot du sol de terre, il me montra une des fleurs d'où provenait le parfum.

Un petit lis chinois, étoilé, cachant modestement ses clochettes jaunes et vertes sous des feuilles ; il fut découvert voilà un siècle dans les montagnes près de Hangchow et on lui donna ce nom fantaisiste. Ceci est maintenant inscrit au-dessus de nous sur une plaque dans la calligraphie d'un visiteur très distingué qui n'est autre que Chu Teh, que l'histoire connaît comme Commandant en Chef des armées révolutionnaires du soulèvement de 1927. où elles naquirent pour la « libération » de 1949, mais dont les amis le connaissent aussi comme un amateur et un cultivateur d'orchidées.

N'en déplaise à Chu Teh, je ne pense pas que ce petit lis mérite le nom. Mais Hangchow le mérite. Hangchow distille le parfum de deux mille ans.

Où, sinon à Hangchow, se souviendrait-on de l'Empereur Kang-Hsi, probablement le plus capable de la Dynastie Ching, non pour des faits d'Etat ou de guerre, mais pour « avoir admiré la lune d'*automne* » près des eaux du Lac Ouest et avoir rebâti là un pavillon maintenant en ruines. Et quand je demandai : « Pourquoi spécialement la lune d'automne ? », on me répondit que le printemps est capricieux, mais lune d'automne est toujours dorée et brillante.

Où, sinon à Hangchow, soignerait-on avec sollicitude pendant mille ans, les pruniers plantés par un poète-ermite sur la Montagne Solitaire ? Dans quel autre endroit garderait-on un grand « Bassin de Poissons d'Or », où des poissons aux couleurs vives nagent depuis 482 après J.C. quand le temple de Yu Chuan fut construit ? La tablette portant l'inscription « Royaume Heureux des Poissons » par un peintre de la Dynastie Ming alors que le bassin avait déjà mille ans d'âge, est suspendue dans le pavillon plusieurs fois reconstruit où j'achetai un sac de miettes de pain et nourris les poissons. Je ne sais pas si le « royaume des poissons » est heureux, mais je sais qu'ils font une belle image dorée en se précipitant sur la nourriture. Et l'architecte laissa le toit central ouvert de façon que le soleil les illumine.

Je me rendis à Hangchow pour voir les fleurs de pruniers, tenus par les poètes Chinois, y compris Mao Tsé-toung, pour les hérauts du printemps. Nous avons téléphoné deux fois de Canton pour contrôler le temps mais quand nous sommes arrivés, il était brumeux et froid. A l'endroit où un empereur « admira la lune d'automne », en 1699 après J.C., une rafale aigre éclaboussait les vagues par-dessus la bordure du pavillon à thé vide. Sur la pente où Lin Fu planta 300 pruniers il y a bien longtemps, le vent éparpillait les fleurs sur le sol mouillé, Je tirai sur mon manteau pour le fermer et j'allais à la crèche de 70 acres pour apprendre là quelque chose sur les fleurs de pruniers (P. S. - Un mois plus tard, je les ai vues dans toute leur gloire à Pékin).

« Le sommet du prunier meurt », me dit-on à la crèche, « mais la racine survit et il pousse des branches sans cesse ». Beaucoup d'arbres de la Dynastie Sung sont encore en fleurs. Il y en avait un de la Dynastie Tang qui vécut plus de mille ans et mourut pas très longtemps avant la Libération. « Est-ce que le ton suggérait que la Libération pourrait l'avoir sauvé ? Qui sait ? Hangchow soigne avec amour dans un « Pavillon du Progrès Littéraire » une des trois séries restantes des classiques chinois. L'Empereur Chien Lung en avait fait faire sept séries, chacune de 36.000 volumes, chacune confiée à une cité différente. Quatre séries ont disparu ; Hangchow a une de celles qui restent.

La beauté d'Hangchow déclina durant le siècle de la pénétration impérialiste et sous le Kuomingtang. L'actuel gouvernement dragua le Lac Ouest, restaura les magnifiques pagodes, et construisit de nombreux sanatoria pour les travailleurs dans les montagnes. Ils me dirent à la crèche que les étudiants et les habitants de Hangchow font des voyages d'hiver dans les montagnes pour ramasser des cônes de pins qui sont utilisés pour étendre la forêt sur la route en direction du Temple Lin Yin.

Je retournais à Lin Yin que j'avais vu pour la première fois, il y a quatre ans. Ça vaut la peine d'être revu pour la beauté du site et le beau Bouddha moderne en bois de camphrier. Bâti, à l'origine, en 326 après J.C., par le moine Hui Li, le temple est tombé plusieurs mois dans l'abandon et a été reconstruit.

Une histoire accompagne sa dernière restauration, quand le Premier Ministre Chou En-laï trouva le temps au milieu de la guerre de Corée de mettre fin à une discussion entre les moines et les artistes qui sculptaient le nouveau Bouddha pour remplacer celui qui était abîmé. La statue, d'une hauteur de 60 pieds (18 m.) est assise jambes croisées, dans la « position du Bouddha » ; les moines voulaient que la plante des pieds soit tournée vers le

haut, et les artistes disaient que cela « défiait l'anatomie ». La controverse arriva jusqu'à Chou.

Chou demanda : « Pour qui est la statue, un temple ou un musée ? ». On répondit « un temple ».

Alors « faites-là comme les moines le désirent », dit Chou. Il étudia le modèle et ajouta : « Et changez sa chevelure. Bouddha était Indien ; vous lui avez fait une coiffure chinoise ». Le moine conservateur vous raconte l'histoire en vous montrant la grande et belle statue du « Compatissant », observant notre « Roue des Changements » au cours des siècles.

En prenant le thé juste au-dehors près d'un bassin frais et glougloutant, vous apprenez que la montagne toute proche arriva des Indes, et fut identifiée par un moine Indien, il y a des siècles. Elle est appelée : « Le pic qui s'envola de loin ». M. Nehru ne l'a pas réclamée.

LE PREMIER MAI A PÉKIN

Pendant combien de temps, des journaux comme l' « *U.S. News* and *World Report* » vont-ils *défigurer le Premier Mai à Pékin* avec « des troupes rouges chinoises défilant devant des portraits de Staline ? ». Les organes des presse sachant lire et écrire savent maintenant qu'*aucune troupe ne défile à Pékin le Premier Mai*. Il n'y a pas eu de défilé du Premier Mai à Pékin depuis des années.

Pékin célèbre le Premier Mai comme une fête internationale des travailleurs par des divertissements dans les parcs le matin et des feux d'artifice le soir sur la Place Tien An Men. Dans le Parc des Enfants je vis des milliers d'écoliers, tout joyeux avec des écharpes rouges et des guirlandes de papier de soie, éparpillés dans tous les coins par groupes de dix à deux cents, chantant, dansant, regardant des spectacles de marionnettes, des acrobates ou de l'opéra, organisant des spectacles d'amateurs, de leur cru pour les parents et les voisins et jouant à des centaines de jeux divers. Je n'ai pas vu un seul enfant se disputer ou pleurer. Cela se passait dans huit grands parcs du voisinage ; on estime à trois millions le nombre des gens qui y participèrent.

Dans la soirée, feu d'artifice ! Les Chinois inventèrent le feu d'artifice ; ils en inventent de nouveaux chaque année. Ils sont tirés de tous les côtés de la grande place et éclatent dans le ciel en gerbes d'étoiles et en dessins de toutes les couleurs. Plus de 1.500 invités étrangers regardent depuis Tien An Men où les tribunes, mais le peuple de Pékin est dehors, sur la Place des milliers de groupes, chantant, jouant d'instruments de musique, dansant et faisant des tours d'adresse dans les intervalles entre les moments où on fait partir le feu d'artifice.

Deux visiteurs de Londres, qui venaient d'arriver par la nouvelle ligne aérienne du Pakistan, représentant des agences de voyage, étaient en train de bavarder près d'un de mes amis britannique.

« Combien pensez-vous que coûte ce feu d'artifice ? » dit l'un.

« Je ne sais pas », répondit l'autre, « mais je sais que notre gouvernement dépenserait dix fois autant et n'obtiendrait pas un spectacle aussi bon ».

Ils demandèrent à mon ami combien de gens il y avait sur la Place regardant le feu d'artifice et s'amusant. Il répondit que, en comptant la surface du boulevard adjacent qui avait été dégagé pour les spectateurs, ils devaient être environ un demi-million. Ils pensèrent que c'était probable. Ensuite l'un d'entre eux regardant la foule qui chantait et dansait, dit : « Non, vous ne pouvez pas les arrêter. Il vaut mieux se joindre à eux !
Ils sont trop nombreux !
Ils sont trop heureux !
Ils sont trop solides ! ».

SEPT LETTRES ENTRE MOSCOU ET PÉKIN

Les sept lettres échangées par les Comités Centraux des Partis Communistes de Pékin et de Moscou sont importantes pour les gens du monde entier. Enfin mes amis qui écrivent « Pourquoi ne peuvent-ils pas s'entendre ? », vont trouver une réponse préliminaire. Les lettres sont dures et tranchantes mais révèlent à la fois la profondeur et le sujet des différends, les principaux buts communs visés pour « mettre fin au désaccord ». Il y a là de l'espoir.

Comme elles sont publiées dans le « Peking Review » du 8 Mai, elles ne sont pas dans l'ordre ; il faut les y remettre. Elles donnent la première réplique directe de la Chine à beaucoup d'accusations lancées contre elle pendant un an et aussi le point de vue de la Chine sur la façon de mettre fin aux polémiques. Aucune solution de facilité n'est envisagée, *mais le fait que la Chine attend l'unité éventuelle du Camp Socialiste et le mouvement communiste mondial est évident et c'est encourageant de le savoir.*

La première lettre, quelque 3.400 mots, fut envoyée par le P.C.U.S. à la Chine le 29 Novembre 1963. Elle proposait de mettre fin aux polémiques publiques, qui, disait-elle « faisaient beaucoup de tort au mouvement communiste » ; elle offrait d'augmenter le commerce, d'envoyer « des ensembles complets d'équipement » et même de renvoyer des experts soviétiques pour aider à la reconstruction de la Chine. Le ton était conciliateur, et voulait nettement impressionner les autres Partis. Le P.C.U.S. prétend parler pour les « Communistes du monde » et tient la Chine pour responsable de toutes les difficultés et les brouilles. Les Chinois ne répondirent pas jusqu'au 29 Février, où ils reprirent toutes les questions dans une lettre de 5.000 mots, Moscou répliqua par 4.000 mots le 7 Mars et la Chine envoya une réponse plus courte le 7 Mai, et

ensuite publia les lettres sous prétexte que Moscou en avait publié des extraits et les avait déformés.

A côté de ces quatre lettres principales, il y en avait trois courtes, du 20, 22 et 27 Février, dans lesquelles Moscou reprochait à la Chine de ne pas avoir répondu à la lettre du 29 Novembre et la Chine reprochait au P.C.U.S. de « prétendre » vouloir mettre fin aux polémiques en envoyant en réalité une lettre anti-chinoise aux Partis Communistes du monde et sans même en envoyer une copie à la Chine. Je ne vais pas m'arrêter à discuter ces irritations. Je prendrai plutôt les deux types de matériaux que traitent les quatre principales lettres : d'abord, les différends entre la Chine et l'U.R.S.S. en tant que nations — limite, aide, experts, commerce — et deuxièmement, la question des polémiques mondiales.

LA LIMITE SINO-SOVIÉTIQUE

C'est une nouvelle mondiale quand Pékin déclare ouvertement que « bien que les anciens traités relatifs à la limite Sino-Soviétique soient des traités irréguliers... le Gouvernement Chinois est... désireux de les respecter et de les prendre comme base d'un arrangement raisonnable. »

Des commentateurs occidentaux aussi prudents que Walter Lippman ont prétendu que la difficulté de limite vient des prétentions de la Chine sur des vastes territoires que les tsars russes détachèrent par force ou par fraude de la Chine il y a un siècle et qui font maintenant partie de l'U.R.S.S. *Ce n'est pas le cas !* La Chine les a abandonnés bien qu'elle souhaite qu'on remarque qu'ils lui furent enlevés par des « traités irréguliers ». Ce que la Chine veut négocier, c'est le territoire additionnel que l'U.R.S.S. a pris, tout dernièrement jusqu'à ce jour, en faisant avancer ses limites dans les grandes plaines et les montagnes et occupant des terres sans traité. Ces empiè-

tements sont considérables. La Chine veut que la frontière soit fixée de façon que les empiètements cessent. La Chine accusent l'U.R.S.S. d'avoir provoqué de l'agitation parmi la population de la frontière du côté Chinois.

L'AIDE, LES EXPERTS, LE COMMERCE

La Chine déclare qu'elle bénéficia de l'aide Soviétique dans le passé et qu'elle l'apprécia. Mais quand la Pravda ne cesse de battre tambour au sujet d'une assistance désintéressé, la Chine veut qu'on sache que *l'aide Soviétique n'était pas gratuite mais « remboursée en marchandises, en or, et échanges avec l'étranger »... « souvent à des prix beaucoup plus élevés que les prix mondiaux ». « La plupart des prêts Soviétiques allèrent à du matériel de guerre utilisé pour résister à l'agression des U.S.A. en Corée »* « Même ceci ne fut pas donné gratuitement. Cependant, de nombreuses années, nous avons payé à la fois le principal et l'intérêt ». Ceci compte pour « une bonne part de nos exportations annuelles en U.R.S.S. ».

« L'aide, qui plus est, n'est pas une rue à sens unique ». Les Chinois pensent que leurs exportations ont aussi été une aide pour l'U.R.S.S. Ils notent que, avant 1962, ils envoyèrent plus de deux milliards de dollars de grain, d'huiles comestibles et d'autres denrées alimentaires et un milliard et demi de dollars de minéraux, spécialement des minéraux rares utilisés pour les rockets et la puissance nucléaire. (Note de l'A.L.S. : les grosses exportations de la Chine en 1963 finiront de payer sa dette en 1964 au lieu de 1965).

Les experts soviétiques furent utiles et très appréciés, dit la lettre de Chine. « Mais quand vous avez rappelé sans scrupules les 1.390 experts et que vous avez déchiré 343 contrats..., vous saviez bien qu'ils étaient employés dans 250 entreprises dans l'économie et la défense nationale... Beaucoup de projets de construction durent s'arrêter à mi-chemin ; des usines et des mines fermèrent... Cela brisa notre plan économique et nous infligea d'énormes pertes ». C'est la première fois que la Chine fait une déclaration si complète. Les gens, à Pékin, savaient combien fut sérieux le retrait des experts ; ce n'est que maintenant qu'on le laisse savoir au monde.

Quant à envoyer des experts à nouveau, « pour être franc, le peuple chinois ne peut pas compter sur vous. En coutume internationale, une nation qui brise unlatéralement de tels contrats doit réparer le dommage avant qu'on lui refasse confiance, dit la Chine.

Le P.C.U.S. a accusé la Chine d'être responsable de la diminution du commerce pour avoir arrêté d'acheter des ensembles complets d'équipement et réduit la fourniture des produits agricoles. La Chine répond que, quand les spécialistes partirent, la Chine ne put plus utiliser tout cet équipement soviétique. Qui plus est, les Soviétiques avaient l'habitude d'envoyer les machines-clés. Quant aux exportations agricoles de la Chine, elles furent réduites par les calamités naturelles et les mauvaises récoltes.

Les Chinois concluent leurs remarques sur le commerce par un plaidoyer pour une politique commerciale vraiment « socialiste », non seulement entre l'U.R.S.S. et la Chine mais, en général, dans le « camp socialiste ». Ils accusent le Comecom (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle) d'être « uniquement sous contrôle des dirigeants de l'U.R.S.S. » dans leurs propres intérêts et de « maltraiter » les pays frères « en violant leur souveraineté ». *Ils plaident pour un commerce sur une base « d'égalité et de bénéfice commun », sans prédominance.* Ceci peut gagner l'approbation de certaines nations de l'Europe de l'Est qui ne sont pas d'accord sur l'idéologie de la Chine mais l'approuvent d'appuyer sur « un bénéfice mutuel » dans le commerce.

COMMENT LES POLÉMIQUES S'ARRÊTERONT-ELLES ?

La partie la plus importante pour le monde de cet échange de lettre est : « Comment les polémiques s'arrêteront-elles » ? C'est ce que mes amis m'écrivent ; c'est aussi ce que des dirigeants expérimentés, comme Aidit en Indonésie et Togliatti en Italie, discutent. Qu'arrive-t-il au mouvement communiste mondial ? Unité ou brouille finale ?

Le P.C.U.S. propose, dans sa lettre du 7 mars :

1) que les représentants des partis soviétique et chinois se rencontrent à Pékin, en mai 1964, pour se mettre d'accord ;

2) qu'un Comité préparatoire des 26 partis, qui demandèrent la conférence de 1960 des 81 partis, se tienne en juin-juillet et

3) qu'une conférence mondiale des Partis Communistes se déroule en automne 1964.

La réponse de Pékin est catégorique : une conférence mondiale réunie avec une telle hâte ne serait pas une conférence pour « l'unité », mais une conférence pour « une brouille mondiale ». La Chine n'en veut pas. La Chine croit que l'unité mondiale peut être éventuellement atteinte « sur la base du marxisme-léninisme », une base que le P.C.U.S. soutient aussi.

La Chine note que le P.C.U.S. déclara aussi, dans sa lettre du 29 novembre, qu'« on devrait créer des conditions telles que la réunion ne conduirait pas à une brouille dans le Parti communiste mondial, mais à une véritable unité et à la solidarité fraternelle de tous les Partis et de toutes les forces de la paix et du socialisme ». Comment y arriver ? Certainement pas, disent les Chinois, par la réunion hâtive d'une conférence mondiale. De longs préparatifs sont nécessaires, qui peuvent demander plusieurs années. De quelle nature sont ces préparatifs ?

L'été dernier, les représentants des Partis soviétique et chinois se rencontrèrent et furent en désaccord. Ni les uns ni les autres n'ont changé leur position depuis. Au contraire, le P.C.U.S., lors de son assemblée de février 1964, résolut de « s'élever ouvertement et avec force contre les vues incorrectes et les actions dangereuses du Parti Communiste de la Chine ». Cependant le P.C.U.S. n'a pas même publié les points de vue actuels de la Chine pour que le peuple soviétique puisse savoir ce qu'ils sont.

Le P.C.U.S. propose aussi que la conférence préparatoire soit tenues par les 26 Partis qui demandèrent la conférence mondiale en 1960. Mais plusieurs de ces Partis se sont maintenant divisés en deux Partis. Lequel des deux sera invité à cette conférence ?

La Chine conclut que les propositions du P.C.U.S. ne sont pas faites avec l'intention d'arriver à l'unité. Elles signifient « que vous avez la cartouche dans la chambre et que vous êtes prêts à appuyer sur la gachette ». D'autres que la Chine sont d'accord sur cette interprétation. L'U. P. I. l'écrit sans ambages, disant que Khrouchtchev veut une conférence « pour mettre la Chine à la porte ». Il y a, cependant, beaucoup de Partis Communistes dans le camp socialiste et le mouvement mondial qui, bien qu'ils ne soient pas d'accord avec la Chine, ne veulent pas aller si loin. On peut citer, parmi eux, la Pologne, la Roumanie et l'Italie.

Que proposent les Chinois comme moyen d'arriver à l'unité ? Ils proposent une longue discussion idéologique mondiale jusqu'à ce que l'unité, « sur une base de marxisme-léninisme », soit atteinte.

Les Chinois disent : « Nous n'avons pas commencé cette polémique ouverte. C'est Khrouchtchev qui l'a commencée par son attaque de Staline lors du XX[e] Congrès du P.C.U.S. ; ce fut la cause d'une profonde démoralisation dans le mouvement communiste mondial. Khrouchtchev la continua avec son expulsion ouverte de

l'Albanie et, ensuite, par ses discussions ouvertes attaquant la Chine. Tout ceci fit du mal au mouvement mondial et aida les impérialistes. Dès janvier 1962, les Partis du Vietnam, de l'Indonésie et de la Nouvelle-Zélande proposèrent d'arrêter les polémiques ouvertes ; la Chine fut d'accord mais le P.C.U.S. ne le fut pas. Il continua ses attaques publiques pendant un an et demi, jusqu'en juillet 1963, où les représentants des deux Partis, se rencontrant à Moscou, le P.C.U.S. envoya partout une longue attaque contre la Chine et la fit suivre « d'une campagne antichinoise à une échelle sans précédent ». Du 13 juillet jusqu'à fin octobre, la presse soviétique fit paraître près de 2.000 articles contre la Chine, sans compter les attaques contre la Chine par d'autres Partis Communistes influencés par l'U.R.S.S.

« Et maintenant vous dites : « Les polémiques font du mal au mouvement mondial ! » Tout à fait vrai. Le mal est fait ; vous l'avez fait. Mais, maintenant, les bons résultats commencent à en sortir », répliqua la Chine, et la discussion s'élargit autour du monde.

Partout, maintenant, les gens discutent le marxisme ; cette discussion est en train de devenir une école universelle. Ce qui fut une mauvaise chose devient une bonne chose ; l'éducation des peuples du monde se fait. Maintenant plus moyen de l'arrêter ; maintenant la discussion doit continuer jusqu'à ce que tous les arguments soient entendus de tous les peuples. C'est seulement de là qu'une solide unité de base pourra venir.

Selon le point de vue du *" New vork Times "* (9 mai), la Chine veut ajourner la conférence mondiale jusqu'à ce qu'elle obtienne une majorité. Ceci, d'après moi, est une trop grande simplification. Aucun doute que la Chine pense que le temps travaille pour elle. Mais elle ne compte pas sur le temps seul mais sur les expériences quotidiennes d'un monde à présent engagé dans un grand bouleversement et sur l'analyse que des marxistes sérieux feront

des événements autour du monde. La Chine ne pose pas ses propres idées comme définitives ; elle s'attend aussi à apprendre quelque chose. Elle propose des moyens concrets.

Ce serait bien, disent les Chinois dans les lettres, *si chaque Parti publiait tous les aspects de la discussion.* La Chine publie toutes les attaques contre elle ; elle en a déjà publié quatre volumes en supplément à la large publication dans sa presse. Elle conseille à l'U.R.S.S. de faire de même. Il devrait y avoir de nombreuses conférences entre Partis, peu à la fois, à une échelle permettant une discussion active. D'une telle discussion et des expériences de la lutte universelle anti-impérialiste sortiraient la vérité et la lumière. Il ne devrait pas y avoir de conférence mondiale avant qu'une base d'unité ne commence à apparaître. Autrement une conférence mondiale rendrait la brouille définitive.

La Chine *propose concrètement* qu'une réunion des représentants soviétiques et chinois se tienne en octobre 1964 — ou même en mai 1965 — comme un pas préparatoire nécessaire ; et que ces pourparlers sino-soviétiques soient suivis d'une conférence préparatoire de dix-sept Partis, comprenant tous les Partis du camp socialiste plus l'Italie, la France, le Japon et l'Indonésie — et, ainsi, n'engageant aucun des Partis qui se sont dédoublés. En attendant, pour la cessation des polémiques publiques, ceci ne peut pas se faire à la demande d'un côté ou de l'autre, ce qui permet à un côté d'attaquer et, ensuite, d'empêcher les réponses. Ce doit être fait à l'aide de pourparlers entre les Partis chinois et soviétiques et d'autres Partis fraternels pour trouver « une formule raisonnable acceptable pour tous ». La Chine y inclut nettement les nombreux bons marxistes du monde entier qui ont été « expulsés » et ont organisé de nouveaux Partis.

Beaucoup de mes amis, qui espéraient que la polémique s'arrêterait demain, vont soupirer que c'est un bien

long chemin à parcourir. Beaucoup d'autres y découvriront le chemin vers une conférence mondiale qui ne favorisera pas une brouille ni ne l'effacera, mais peut avoir comme résultat une unité plus large, plus solide, plus militante que celle que les forces anti-impérialistes, le socialisme et la paix ont connue jusqu'ici.

LETTRE NUMERO 18

LES GENS RÉSISTENT

15 Juin 1964

Chers amis,

Bien que Lyndon Johnson se soit vanté, le 3 juin, à la « Coast Guard Academy », au Connecticut, du « progrès marqué dans la préparation de la guerre nucléaire, de la guerre limitée et de la guerre spéciale » et malgré sa revendication que les *U.S.A.* « *sont plus forts que la puissance réunie de toutes les nations dans l'histoire du monde* », ce monstre militaire sans égal est défié par de petites nations d'Asie coupées par la moitié : le Sud-Vietnam, le Laos, la Corée du Sud.

La conférence, à Honolulu, des officiers supérieurs plus la diplomatie des U.S.A. enfanta la décision de tout tuer, de tout brûler, de tout détruire au Sud-Vietnam sans encore attaquer le Nord ; ainsi, Johnson brigue à la fois les votes de paix et les votes de guerre aux U.S.A. Mais en dispensant son « aide » à Saïgon, le chef de la Défense, Mc Namara, a besoin d'un gilet à l'épreuve des balles. *Au Laos, un coup de force de la droite,* en avril, béni secrètement par Washington depuis la Thaïlande, fit du prince Souvanna Phouma son prisonnier, en fait dissolvant le Gouvernement d'Union Nationale à Vientiane. Les forces patriotes, dans la campagne, refusèrent d'être ainsi

englouties. Dans la plaine des Jars les « vrais neutralistes » se soulevèrent le 16 mai et chassèrent les infiltrés de droite, un engagement faussement appelé, par l'Occident, une invasion du Pathet Lao avec l'aide du Vietminh. Un correspondant français fut expulsé de Vientiane parce qu'il faisait un reportage exact. Le Pathet Lao et ses alliés neutralistes, qui tiennent à peu près le même territoire qu'ils tenaient près de la « ligne de cessez-le-feu », en 1962, ne seront pas facilement expulsés. Pas plus que ne vont réussir les essais pour prendre le Laos par une conférence internationale d'où seraient exclus la Chine et le Nord-Vietnam.

L'explosion de la Corée du Sud montre à nouveau que les mercenaires impérialistes ne peuvent pas résister indéfiniment à des gens résolus. Il y a quatre ans, des manifestations d'étudiants firent tomber Syngman Rhee, dont les U.S.A. avaient essayé auparavant, par une guerre sanglante et sans succès, de faire leur « homme fort » sur toute la Corée. Maintenant la colère encore plus forte des étudiants fait trembler le successeur de Rhee. Au début de juin les étudiants se battirent avec la police dans vingt villes et il y eut des morts et des blessés des deux côtés. La police occupa les universités et ferma toutes les écoles, y compris les écoles primaires.

De telles grèves d'étudiants annoncent l'approche de la révolution.

Sur cette toile de fond, il faut noter une étrange tentative de Khrouchtchev pour s'inviter à la prochaine conférence afro-asiatique des chefs d'Etat, fixée en mars prochain en Afrique. S'il réussit, cette conférence, attendue depuis longtemps, ne sera pas un « second Bandung ». Les Afro-Asiatiques veulent se libérer de la domination impérialiste ; Khrouchtchev veut faire d'eux les soutiens de son combat contre la Chine et les jetons de son jeu de poker avec Lyndon Johnson pour diviser le monde et le gouverner. Cette lutte mérite qu'on y prête attention dans les mois à venir.

TENTATIVE POUR S'INVITER A LA CONFÉRENCE AFRO-ASIATIQUE

L'U.R.S.S. est-elle un « pays asiatique » ? Regardez avant de vous précipiter pour répondre. Ceci a été élevé à une controverse internationale par une des notes les plus insolites de l'histoire récente, note dans laquelle Moscou menace de « revanche » tous ceux qui mettraient en question son droit à se joindre à la conférence afro-asiatique des chefs d'Etat, fixée au 10 mars 1965, en Afrique. L'attaque est lancée principalement contre la Chine mais inclut, par implication, les 22 nations afro-asiatiques dont les ministres des Affaires étrangères, réunis à Djakarta du 10 au 15 avril, n'invitèrent pas l'U.R.S.S. On les considère comme agissant sous l'« hégémonie » de la Chine.

Moscou, selon toute apparence, a l'intention de tout faire pour s'inviter à la prochaine conférence, d'écrire ses opinions politiques si elle est invitée et de la démolir si elle n'est pas invitée. *Pourquoi tout ceci ?*

Ma première indication fut une dépêche de A.F.P., à Tokyo, du 2 mai, disant que l'ambassadeur soviétique avait donné une note au Bureau des Affaires étrangères japonais « stigmatisant la Chine » pour ne pas avoir invité l'U.R.S.S. à la conférence préparatoire afro-asiatique à Djakarta. A.F.P. observait que c'était la première note antichinoise adressée par Moscou à un gouvernement étranger. Je pensais qu'il était tout à fait insolite qu'une grande puissance montre publiquement du dépit pour n'avoir pas été invitée.

L'étalage de la colère prit bientôt de l'extension. Le 7 mai, « La Pravda » publia la note avec le fait qu'elle avait été envoyée aux nations afro-asiatiques. La presse soviétique attaque le ministre des Affaires étrangères chinois Chen-Yi, personnellement et enfin pour avoir, prétendait-on, fait obstacle à l'invitation. Elle l'accusait de tout, de « racisme » et d' « isoler les Afro-Asiatiques ».

L'idée que quelqu'un pourrait isoler les Afro-Asiatiques qui représentent plus de la moitié de l'humanité, semble encore plus drôle que la vieille plaisanterie britannique sur « l'isolement du continent ». A Djakarta, on remercia Chen-Yi d'avoir aidé à établir la bonne harmonie. Quels furent les faits ?

L'attaque de Moscou s'étendit à une « Conférence de solidarité russo-afro-asiatique » à Baku, du 8 au 10 mai, où Chen-Yi fut attaqué par un orateur indien invité aussi bien que par les talents locaux. Ensuite, Khrouchtchev poussa l'affaire jusqu'au Caire où il obtint un communiqué commun avec Nasser, mentionnant l'U.R.S.S. comme une « puissance eurasienne ». Le « Times », de Londres, fit remarquer les termes inhabituels et jugea que Khrouchtchev n'obtenait pas « l'appui publiquement déclaré » qu'il désirait pour « ses prétentions à une place... aux réunions prochaines ». Le « Times » trouvait « la préoccupation de la Rusie de se faire reconnaître comme une puissance asiatique... disproportionnée en considérant sa place dans les affaires mondiales ». Le « Times » ne réalisait pas que, précisément, la « place de la Russie dans les affaires mondiales » pouvait maintenant exiger une place de gouvernant parmi les Afro-Asiatiques qui ont grandi en importance mondiale ces récentes années.

Quand Mikoyan, ensuite, s'invita à Tokyo pour quinze jours chaotiques, tout au long desquels il sembla parler commerce tandis que les Japonais parlaient du retour des deux îles Kurile, les experts pensèrent tout de suite qu'il était venu obtenir l'appui du Japon à la revendication de Moscou d'être une « puissance asiatique » ; la plupart des experts pensèrent qu'il n'y réussit pas. La même source d'information dit que lors de la précédente visite de Ben Bella à Moscou il « plaça l'obstacle » en disant que la question des « puissances asiatiques » devrait être réglée par les Asiatiques, et l'Algérie est africaine. Ensuite, Mikoyan proposa un voyage à Djakarta, où le président Sukarno était hôte et donnait le ton. Comme Nasser avait reçu des centaines de millions de roubles et 2.000 experts soviétiques pour son barrage d'Assouan, et Ben Bella plus de cent millions en un nouveau prêt et Sukarno quelques nouveaux navires de guerre, même ceux qui n'étaient pas des experts savaient que cette fois-ci la question était résolue.

Pourquoi Moscou veut-il prendre part à une conférence afro-asiatique qui ne l'a pas invité ? Je pris un journal indonésien et vis clair. « *Plus de* 60 *chefs d'Etat vont y assister* » disait la manchette. La première conférence de Bandung, en 1955, ne réunissait que 29 nations, cependant elle fit l'histoire. Elle devint une ligne de partage des eaux dans le combat pour l'indépendance des Etats afro-asiatiques. Plus de trente nations afro-asiatiques gagnèrent l'indépendance durant les neuf années qui suivirent Bandung. En ces neuf années les nations afro-asiatiques devinrent l'avant-garde dans la lutte de l'humanité contre le colonialisme et le néo-colonialisme, imitées par Cuba en Amérique latine. Et maintenant, quand les chefs d'Etat d'Afrique et d'Asie vont organiser une conférence en mars prochain, malgré les nombreuses tentatives des impérialistes pour l'empêcher, ce sera une conférence au sommet unique dans l'Histoire, représentant 1.700.000.000 de gens, la majorité de l'humanité, hors du contrôle des deux blocs des deux grandes puissances, mais avec plus de population que toutes deux réunies.

Pas étonnant que l'U.R.S.S. veuille s'y glisser ! Avant de discuter son dessein, jetons un coup d'œil en arrière aux buts et à l'histoire de cette première conférence de Bandung.

LE PREMIER BANDUNG

La première conférence de Bandung fut réunie par les cinq « puissances de Colombo » avec Nehru comme le plus célèbre dirigeant et Sukarno comme hôte. La Chine fut

invitée mais n'était pas un des répondants. L'U.R.S.S. ne fut pas invitée. Nehru, de l'Inde, dit pourquoi, dans une conférence de presse à Djakarta, le 30 décembre 1954 : « *L'Asie soviétique ne fut pas invitée parce que, politiquement, elle fait partie d'une unité européenne, à savoir, l'Union Soviétique* ».

Personne, à Moscou, n'objecta à cette déclaration ou ne réclama une invitation. Moscou considérait que Bandung ne la concernait pas et n'était pas très importante, bien que, plus tard, Moscou donna son adhésion à ses principes. La Chine, bien que n'étant pas un des organisateurs, devint, par l'intermédiaire des actions de Chou En-laï, chef de la délégation chinoise, un des principaux créateurs de la grandeur de Bandung.

Ce qui fit l'importance de Bandung fut que, pour la première fois dans l'histoire du monde, les représentants des nations afro-asiatiques conférèrent sur leurs affaires mutuelles sans la présence d'aucun suzerain étranger. Cette liberté n'était pas absolue, car beaucoup de ces nations n'étaient encore que partiellement indépendantes et la plupart étaient encore pénétrées par les influences impérialistes, tandis que quelques nations africaines étaient représentées par des Européens dans l'Administration gouvernementale. Romulo, des Philippines, arriva tout préparé pour attaquer les pays socialistes ; il déclara que « l'impérialisme communiste » était pire que l'impérialisme capitaliste et donna à entendre que la Chine était un satellite de l'U.R.S.S.

Quand les reporters se précipitèrent vers Chou En-laï, chef de la délégation chinoise, pour avoir sa réponse, Chou répliqua : « Je ne suis pas venu pour me quereller. Je suis venu pour la réussite de tous les gens ici présents ». Cette idée fut, plus tard, formulée dans le discours de Chou :

« La délégation chinoise est venue ici pour chercher un terrain d'entente, non pour créer des divergences... Nous, communistes, ne cachons pas le fait que nous croyons au communisme, mais ceci n'est pas l'endroit pour publier nos idéologies. Des différends existent entre nous mais il y a aussi un terrain d'entente. L'écrasante majorité des pays et des peuples asiatiques et africains ont souffert et souffrent encore des calamités du colonialisme. Si nous cherchons un terrain d'entente dans l'abolissement de ces souffrances... ce nous sera facile d'avoir une compréhension et un respect mutuels. « La délégation chinoise, dit Chou, accepte les propositions des répondants et n'y en ajoute aucune propre ». Il ajouta que la revendication de Taiwan (Formose) par la Chine, la reconnaissance de celle-ci, son désir d'un siège aux Nations Unies, « sont les affaires de la Chine ; elle ne va pas ennuyer les autres nations avec cela ».

Ainsi, Chou En-laï posa une base unique pour la conférence de Bandung — la recherche d'un terrain d'entente et l'abandon des différends, Cette politique devint la force de Bandung. Chaque nation a des demandes et des différends particuliers ; la plupart des pays afro-asiatiques ont des problèmes de frontières avec leurs voisins. Si la conférence avait essayé de résoudre de tels problèmes, elle aurait pu se terminer le premier jour. A la place, les nations de Bandung trouvèrent l'unité dans leur lutte commune contre l'impérialisme. Elles encouragèrent la connaissance réciproque, les visites réciproques, le commerce réciproque et l'aide sur pied « d'égalité et de bénéfice mutuel ». Elles adoptèrent la politique de décider des questions non par un vote de majorité mais par « consultations jusqu'à ce que l'unanimité soit faite », laissant de côté toutes les questions qui ne pouvaient pas être résolues ainsi.

Il en résulta « les principes de coexistence » de Bandung et « l'esprit de Bandung » qui donnèrent de la force à toutes les nations afro-asiatiques dans leur lutte pour

l'indépendance. On n'admit plus d'ingérence dans les affaires intérieures d'aucune nation et, de plus, on encouragea toutes les nations à franchir le pas de l'indépendance politique à l'indépendance économique et à la revendication de la dignité culturelle.

Les quelque trente et plus nouvelles nations qui obtinrent l'indépendance dans les neuf années suivantes devaient sans aucun doute beaucoup à Bandung. Les impérialistes détestèrent cela. N'ayant pas réussi à briser la Première Conférence de Bandung, ils s'employèrent à empêcher la seconde. L'Inde céda bientôt sous leur influence. Nehru sabota la réunion d'une seconde conférence afro-asiatique ; il organisa avec Tito une « Conférence Non-Alignée », pour obtenir une organisation sans la Chine, que l'Inde puisse dominer. Mais les nations africaines et asiatiques qui assistaient à la Conférence Non-Alignée passèrent des résolutions anti-impérialistes plus fortes que certains des organisateurs ne le désiraient. Graduellement la nécessité d'un autre Bandung se fit sentir.

Sukarno y poussa spécialement ; il fut le promoteur plein de succès d'événements comme les « Games of the New Emerging Forces » (Jeux des Forces Nouvelles) qui gardèrent vivante « l'idée de Bandung ». Enfin, le voyage de Chou En-laï en Afrique début 1964 ajouta encore de l'impulsion car plusieurs nations africaines et asiatiques donnèrent leur adhésion à la demande d' « un second Bandung ».

QUE SE PASSA-T-IL A DJAKARTA ?

Du 10 au 15 avril 1964, vingt-deux nations se rencontrèrent à Djakarta au niveau des ministres des Affaires Etrangères en « Conférence Préparatoire » pour mettre sur pied une réunion postérieure des Chefs d'Etat.

Soudainement, il apparut combien ces nations, de culture ancienne, mais neuves d'expérience politique moderne, avaient mûri au cours des années qui suivirent Bandung. Elles obtinrent un succès et unanimement bien au-delà de toute attente.

Le Président Sukarno donna le ton dans un discours d'ouverture :

« *Les dix principes de Bandung ont été une torche entre les mains des peuples afro-asiatiques, éclairant le chemin de la lutte pour bâtir un monde nouveau...* Le réveil des forces nouvelles lutte partout contre le vieil ordre du colonialisme et de l'impérialisme... dont les forces interviennent encore partout, mais peuvent être mises en déroute par notre esprit de Bandung de solidarité afro-asiatique ».

Le lendemain, toutes les vingt-deux nations firent leurs discours généraux, sous la présidence de Subandrio, ministre des Affaires Etrangères d'Indonésie, avec un Camérounien et un Cambodgien comme Vice-Présidents et un délégué de l'Irak comme rapporteur. L'Inde, prenant la parole le matin, les pressa d'inviter l'U.R.S.S. et aussi la Malaisie à la prochaine conférence. Ceylan donna son accord à cette idée. Aucune autre délégation ne mentionna le point de controverse ainsi proposé. Tous furent soulagés quand le président décida que les questions de date, place et composition de la conférence seraient ajournées jusqu'au dernier jour, après que l' « agenda » et les « objectifs » en soient adoptés.

Malgré ceci, l'Inde continua, les jours suivants, à remettre sur le tapis l'invitation de l'U.R.S.S., mais fut chaque fois adroitement renvoyée à plus tard. La presse indonésienne soutint que l'Inde faisait ceci pour briser une « conférence qu'elle avait sabotée depuis longtemps ». On répandit des rumeurs selon lesquelles la Chine voulait aussi inviter l'U.R.S.S. Le quatrième jour Chen-Yi déclara brièvement, quand de nombreux délégués lui eurent posé

la question, que la Chne n'appuierait pas une invitation à l'U.R.S.S., puisque l'U.R.S.S. n'était pas un Etat Africain ou Asiatique, mais qu'il ne discuterait pas ceci pour le moment.

Le quatrième jour, le 13 avril, les délégués combinèrent ensemble un long ordre du jour, analysant et réunissant six propositions différentes. Ils adoptèrent aussi sept « objectifs » et décidèrent de la date, de l'endroit et de la composition générale de la conférence à venir. Elle fut fixée au 10 mars 1965 en Afrique, l'endroit devant être choisi par l'Organisation de l'Unité Africaine. Les invitations devaient aller aux 29 nations qui avaient formé la Première Conférence de Bandung ; à tous les membres de l'O.A.U. ; à tous les pays afro-asiatiques qui devaient obtenir l'indépendance entre le moment présent et la future conférence et à un petit nombre de nations qui pour diverses raisons n'avaient pas été invitées à Bandung.

Les objectifs et l'ordre du jour beaucoup trop longs pour être donnés ici, mettent l'accent sur la compréhension mutuelle, l'échange des expériences et de l'aide réciproque pour assurer l'émancipation complète des nations afro-asiatiques, politiquement, économiquement, spirituellement. L'ordre du jour commence avec la situation mondiale à la lumière de Bandung, la lutte anti-impérialiste, et comprend la paix mondiale et la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce, en ce qui touche les Afro-Asiatiques.

Tout ceci fut fait rapidement et à l'unanimité en un seul jour, un bon record pour toute conférence, indiquant une discussion préliminaire fructueuse en comités et conversations privées.

UNE QUESTION DÉBATTUE

Le 14 avril, ils discutèrent la seule question débattue, l'invitation à l'U.R.S.S. et à la Malaisie, toutes deux proposées par l'Inde. Ils discutèrent tout le jour en sessions plénières, en sous-Comité et conversation privée, Si ceci s'était produit plus tôt, la conférence aurait pu s'en trouver ruinée. Beaucoup pensèrent que c'était ce que voulait l'Inde ; d'autres pensèrent que l'Inde introduisait la Malaisie de façon à négocier avec l'Indonésie un vote pour l'U.R.S.S. La session fut une session à huis clos, mais j'eus des rapports de trois délégations qui en donnèrent l'essentiel (je respecterai l'anonymat de toutes les nations qui ne furent pas nommées publiquement).

Aucune délégation, sauf celle de l'Inde, secondée par Ceylan, ne parla d'inviter l'U.R.S.S. Très peu se prononcèrent directement contre. Les délégués formulèrent leur malaise dans des déclarations comme : « Qu'ils déplacent la capitale à Vladivostok et nous les accepterons comme Asiatiques », ou « Nous devons avoir des critères ou l'Espagne pourrait vouloir venir avec le Maroc Espagnol ». Les délégués en conversation privée craignaient l'entrée de l'U.R.S.S. de peur qu'elle n'introduise la dispute sino-soviétique dans la conférence ou de peur que Moscou n'essaie de dominer en tant que grande puissance. Mais beaucoup recevaient de l'aide soviétique et étaient ennuyés d'offenser un bienfaiteur ; certains ne souhaitaient pas même d'offenser l'Inde en votant contre elle.

Chen Yi apporta le plus clair et le plus complet des arguments contre l'invitation. Il commença :

« Bien que l'U.R.S.S. possède beaucoup de territoire en Asie, et même dans les Républiques Asiatiques, son centre politique, les trois-quarts de sa population et sa tradition passée en ont toujours fait une puissance européenne. Pour cette raison, l'U.R.S.S. ne fut pas invitée à la Première Conférence de Bandung et l'U.R.S.S. ne s'en plaignit pas.

« Aux Nations-Unies, l'U.R.S.S. ne s'est jamais jointe au bloc afro-asiatique et ne manifesta aucun désir de s'y joindre ; d'un autre côté, elle s'est jointe aux U.S.A. pour s'opposer à l'augmentation de la représentation afro-asiatique dans les corps des Nations-Unies.

« Certaines organisations afro-asiatiques admettent des membres sociétiques, d'autres non ; ce sont des organisations nationales. Mais la Conférence Afro-Asiatique est un corps d'Etats. En tant qu'Etat, l'U.R.S.S. est européenne.

« La position de la Chine, dit Chen Yi, est basée sur un principe, non sur le fait que ses relations avec l'U.R.S.S. sont bonnes ou mauvaises en ce moment. En 1955, les relations sino-soviétiques étaient très bonnes, mais la Chine ne suggéra pas que l'U.R.S.S. soit invitée à Bandung. Aujourd'hui, les relations ne sont plus aussi bonnes, mais même ainsi, si l'U.R.S.S. devait être attaquée par l'impérialisme, la Chine tout de suite combattrait à ses côtés. Dans l'avenir, la Chine espère que les relations seront encore meilleures que par le passé. Mais même alors, la Chine ne considérera pas que l'U.R.S.S. doive prendre part à une conférence afro-asiatique des Etats ».

Tout au long de la nuit du 14, ils cherchèrent une formule qui puisse éviter l'invitation de l'U.R.S.S. sans l'insulter. La tâche fut confiée à un sous-comité de six « neutres » désignés par le président ; comme ceux-ci ne réussissaient pas à produire une formule acceptable, le sous-comité fut porté à douze par l'addition de l'Inde, de Ceylan, de la Chine, de la Guinée et de deux autres. Ce second sous-comité remporta finalement un succès peu avant 3 heures, le lendemain matin. Les délégués sortirent tous les sourire aux lèvres. Romulo, des Philippines, qui avait attaqué Chou En-laï au premier Bandung, embrassa Chen Yi avec des larmes aux yeux. Même les Philippines combattent les pressions de l'impérialisme des U.S.A. et apprécient la force des Afro-Asiatiques démontrée à Bandung.

La formule qui fut acceptée à l'unanimité de tous, y compris l'Inde, est la suivantte :

« On proposa qu'une invitation soit étendue à l'U.R.S.S. Certaines délégations furent d'accord et d'autres s'opposèrent à la proposition... Un certain nombre de délégations déclarèrent qu'elles avaient besoin de consulter leur gouvernement. Après discussion, on ne peut arriver à aucun accord. Certaines délégations étaient d'avis que la question pouvait venir devant les chefs d'Etats et de Gouvernements à la seconde Conférence Afro-Asiatique pour qu'ils en décident. D'autres délégations s'élevèrent contre le fait que la question puisse venir devant les chefs d'Etats et de Gouvernements à la seconde Conférence Afro-Asiatique et qu'ils en décident. Donc, on ne peut arriver à aucun accord ».

La session plénière finale dans l'après-midi du 15 fit tout passer à l'unanimité. Aucune mesure ne fut prise pour soulever à nouveau la question de l'U.R.S.S. L'intégrité et l'unité de Bandung semblaient sauvées. Le Vice-Ministre des Affaires Etrangères indonésien, Suwito, qui avait tenu le rôle de secrétaire de la conférence, rendit plus tard honneur à Chen Yi en ces termes : « Le Maréchal Chen Yi est merveilleux. J'aimerais lui tirer mon chapeau. Il est sage et habile. Il a bien traité tous les délégués et en a convaincu d'autres par la raison et ainsi il apporta une grande contribution à la réunion ».

Moscou attaqua tout de suite Chen Yi et la Chine à cause de son échec pour s'introduire à Djakarta et commença à se préparer pour s'inviter en mars prochain.

LES ATTAQUES DE MOSCOU

La note de Moscou aux nations afro-asiatiques déborde d'arrogance, de vitupération et de colère. Le véritable argument en est court et peut être donné rapidement.

C'est que l'U.R.S.S. est à la fois une puissance européenne et asiatique ; que sa partie asiatique comprend deux tiers de son territoire et 40 pour cent de toute l'Asie ; quu'elle a, ainsi le droit de siéger à une Conférence afro-asiatique et tout essai pour la priver d'une invitation est une « brouille entre les Etats afro-asiatiques » de la Chine.

Que l'U.R.S.S. ait beaucoup de territoire en Asie, personne ne le conteste. Mais quand Moscou proclame que son territoire asiatique est « presque le double de la superficie de la Chine » et assez grand pour contenir dans sa vaste étendue, « non seulement la Chine, mais aussi l'Inde, la Birmanie, le Pakistan, l'Indonésie et le Japon », ceci semble difficilement un moyen d'obtenir des votes, mais plutôt une hâblerie sans tact.

La mention des Républiques Asiatiques Soviétiques n'est pas plus convaincante. Ces républiques existent, mais quand l'U.R.S.S. entra aux Nations-Unies, elle insista pour obtenir un vote pour la Russie, un pour l'Ukraine, et un pour la Russie blanche et obtint trois votes. Elle n'insista pas pour obtenir un vote pour aucune de ses Républiques Asiatiques. *Elle se montra non seulement européenne, mais triplement européenne par son propre choix.* Sa relation avec le bloc afro-asiatique aux N.U. est notée ci-dessus dans les remarques de Chen Yi.

Contrastant avec le raisonnement de Chen Yi à Djakarta, qui n'attaquait l'U.R.S.S. en auucune façon, la note de Moscou a une ressemblance fâcheuse avec les méthodes autrefois utilisées par les puissances coloniales envers « les races mineures sans la loi ». Elle prétend que les 22 nations de Djakarta étaient incapables de réflexion, mais ne pouvaient que suivre un esprit supérieur, dans ce cas, la Chine. Elle dit aux nations afro-asiatiques que Moscou soutiendra leur conférence « si son but est d'unir toutes les forces combattant l'impérialisme... et *si* aucun but de désunion de ces forces n'est poursuivi ». Ceci est soit une insulte, impliquant que la conférence n'est pas tenue en bonne foi, ou une menace de la ruiner si l'U.R.S.S. ne peut pas écrire la politique.

Ce qui suit est mémento de la puissance soviétique pour faire ou détruire. « Etant une des principales puissances d'Asie », l'Union Soviétique est « préparée à faire tout en son pouvoir pour encourager une *telle* conférence, et ceux qui voudraient diviser les pays afro-asiatiques devraient recevoir un avertissement ».

Qui doit recevoir un avertissement ? Tous ceux qui s'opposent à l'invitation de l'U.R.S.S. Par quels moyens ? Le rappel des spécialistes et l'arrêt des livraisons à la Chine montre avec quelle rapidité « l'aide » peut se transformer en sabotage. C'est un grossier avertissement à toutes ces nations qui reçoivent de l'aide de l'U.R.S.S. et qui doivent encore obtenir des pièces détachées.

Ayant ainsi menacé, Moscou se met à reécrire le script de la Conférence à laquelle il n'est pas encore invité. La Conférence Afro-Asiatique commence la liste de ses objectifs par la solidarité et l'émancipation des nations afro-asiatiques comme base pour une paix mondiale juste et de longue durée. Moscou renverse l'ordre et change l'accentuation, disant : « Quand des questions telles que la paix mondiale et le désarmement, la co-existence pacifique et le combat contre le colonialisme sont à l'ordre du jour, qui peut prétendre que la Voix de l'Union Soviétiquc ne serait pas à sa place ?

Plus flagrante est la refonte du communiqué final auquel les Afro-Asiatiques travaillèrent si dur à Djakarta. Moscou prétend qu'on décida « de reprendre la discussion à la (prochaine) conférence ». Tous ceux qui étaient à Djakarta savent que ceci est une invention. La proposition de renvoyer la question à la future conférence de mars fut le piège final tendu par l'Inde et évitée dans le libellé final par le sous-comité des douze. Car

si cette invitation avait été reportée par Djakarta à la prochaine conférence, ce serait un tout autre ordre d'affaires et disloquerait la conférence de mars. C'est pour avoir évité ce piège que les délégués sortirent le sourire aux lèvres. Moscou pense-t-elle qu'ils vont tomber dans le même piège maintenant ?

Malheureusement, ceci n'est qu'une des déclarations inexactes que tous les participants de Djakarta vont reconnaître comme des mensonges. « La Pravda » prétend que la Chine menaça de clore la conférence si elle invitait l'U.R.S.S. ; tous ceux qui étaient présents savent que c'est faux. « La Pravda » soutient que la Chine esaya de précipiter la date pour obtenir que la Conférence Afro-Asiatique se tienne avant la Conférence des Nations Non-Alignées ; tout le monde à Djakarta sait que la Chine, au contraire, pensa qu'il serait mieux pour les Afro-Asiatiques de se rencontrer plus tard. Voir tant de falsifications de la part de Moscou est bien triste.

Le pire est l'accusation de « racisme » contre la Chine que Moscou répète souvent, toujours par de fausses citations. La Chine n'a jamais basé l'unité politique des Afro-Asiatiques sur « la couleur de la peau » ou « rallié les races noires et les races jaunes contre tous les blancs », comme le prétendent les propagandistes soviétiques. L'unité des Afro-Asiatiques a toujours été basée sur leurs souffrances communes sous plus d'un siècle d'appression colonialiste, et leur lutte commune pour l'émancipation de cette souffrance. En Chine même, le Ballet de l'Armée Populaire de Libération sur la lutte des noirs en Amérique montre des blancs progressistes luttant héroïquement aux côtés des noirs ; c'est porté à l'écran et à la télévision pour éduquer le peuple chinois. Dans toute la Chine d'aujourd'hui, un exemple remarquable de l'internationalisme de la classe laborieuse est le Docteur canadien Bethune, dont les hôpitaux portent le nom et qu'on propose comme exemple à l'admiration de tous.

SI MOSCOU VOULAIT...

Dans les dix prochains mois jusqu'à ce que la Conférence Afro-Asiatique se réunisse, les peuples d'Afrique et d'Asie vont observer leurs gouvernements pour voir quand la pression soviétique va se faire sentir, et quels officiels, s'il y en a, ont tendance à céder. C'est pitié qu'ils doivent faire cela. Il semble y avoir de l'hypocrisie à la base dans le cas soviétique.

Si les dirigeants soviétiques croient réellement, comme ils le disent, que leur propre grande tâche diplomatique est d'établir une co-existence pacifique avec les U.S.A. et ainsi d'empêcher une guerre nucléaire mondiale, et que ceci fournira un climat favorable à la lutte des nations pas encore entièrement libres, pour l'indépendance, ne préféreraient-ils pas rester en dehors de la Conférence Afro-Asiatique, les bénissant de dehors comme pour le premier Bandung, et ne partageant pas la responsabilité de ses décisions ?

Est-ce que la force des puissances de Bandung n'est pas précisément ceci : que tandis qu'elles sont engagées dans le combat contre l'impérialisme sous toutes ses formes, et par là sont les alliés naturels des pays socialistes, elles combattent comme des peuples qui se soulèvent pour leur propre émancipation et non par subordination à la cour et au duel des super-puissances ? Cette liberté de lutter pour leurs propres intérêts est ce dont les peuples qui montent ont besoin. C'est aussi ce que la paix et le progrès du monde nous demandent. Car sans la liberté, la force de l'impérialisme ne peut pas être abattue sauf par le conflit des grandes puissances origine d'une guerre nucléaire.

Cette liberté et cette force des nations de Bandung ne doivent être ni vendues, ni entravées. C'est ce qui menace si Khrouchtchev réussit à s'inviter. Car l'URSS

ne peut pas se joindre aux discussions des nations afro-asiatiques sans faire de leurs décisions un sujet de marchandage des super-puissances. Est-ce alors le but de Moscou ?

Anna-Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 19

PLEIN ÉTÉ

25 Juillet 1964

Chers Amis,

Les principaux événements de l'été 1964 en Chine sont les suivants :

1) La produuction brusquement accrue de toutes sortes de denrées alimentaires et de produits de consommation crée des problèmes de surplus.

2) Tandis que Washington entretient la guerre au Vietnam et au Laos et menace de bombarder la Chine, les Chinois organisent des Réunions du Deuxième Anniversaire des Accords de Genève de 1964.

3) « Le Neuvième Commentaire » dans la Dispute Sino-Soviétique accuse Khrouchtchev de conduite de l'U.R.S.S. au capitalisme, et discute de la façon dont les pays socialistes peuvent éviter une telle dégénérescence.

4) Grande campagne pour l'éducation socialiste et la révolution culturelle afin de prévenir le retour en arrière.

LES SURPLUS POSENT DES PROBLÈMES

Dans les grandes villes chinoises et dans les marchés ruraux, les denrées alimentaires de toutes sortes et les produits de consommation apparaissent en quantité et se vendent vite à des prix plus bas que l'an passé. Les cent cinquante marchés de Shangaï offrent sept cents sortes de légumes. Les savoureuses tomates mûres arrivent dans les rues de Pékin à quelques fen le catty (un « cent » la livre = 5 c. la livre). Les fruits de toutes sortes encombrent positivement les étals ; ils sont surabondants à cause des millions d'arbres fruitiers plantés pendant le « grand bond » de 1958. Les pastèques, entassées en longues piles, barrent les trottoirs. Le lait et les œufs sont présentés aux consommateurs de maison en maison ; la viande et le poisson en toutes qualités sont à complète discrétion à des prix peu élevés.

Les produits de consommation sont aussi abondants, de bonne qualité et variés. Le plus important des grands magasins de Canton a 20.000 clients par jour, avec des ventes durant les cinq premiers mois de 1964 en textiles, tricots, vêtements, ustensiles émaillés se montant à 42,5 pour cent de plus que pendant la même période de 1963, tandis que la vente des appareils de radio et des bicyclettes a doublé. Un coup d'œil aux magasins de Pékin montre la même situation ici.

De Shanghaï, le correspondant de la *Revue économique de l'Extrême-Orient* écrivait en juin : « La viande de porc non rationnée inonde le marché de viande congelée à 70 fen le catty, la meilleur marché en dix ans ».

Le lait de vache n'a pas été un article du régime de la Chine dans le passé ; on donnait aux bébés une sorte de lait fait avec du soya. Le lait est maintenant en bonne place. L'approvisionnement de Pékin en lait venant de cinquante fermes de banlieue est quatre fois ce qu'il était en 1957 et seize fois ce qu'il était en 1949.

Les surplus posent des problèmes. La commune Plante Verte a eu une plus forte récolte de légumes en 1963 qu'en 1962 mais en retira moins parce qu'il y avait tellement de légumes produits. Cette perte est amortie pour les fermiers par des contrats d'avance avec la municipalité. Certaines communes règlent le surplus de la viande en attribuant à chaque brigade un jour différent pour porter les porcs et la volaille au marché local. En même temps, les commodités pour la réfrigération et la mise en conserve augmentent pour garder le surplus de denrées alimentaires saisonnières.

DEUX STRATÉGIES OPPOSÉES EN ASIE DU SUD-EST

Tandis que Washington intensifie la guerre au Vietnam et au Laos et parle de bombarder le Nord-Vietnam et même la Chine, les Chinois organisent une semaine de réunions en masse dans tout le pays pour commémorer le deuxième anniversaire des Accords de Genève et demandent que la conférence se réunisse à nouveau pour obtenir que ces accords soient respectés.

Le contraste est frappant et non accidentel. Il y a deux différentes stratégies en conflit.

La stratégie de Washington est basée sur l'argent et la violence, sur l'augmentation des massacres au Sud-Vietnam, sur les bombardements et les incendies au Laos, sur les raids de commandos au Nord-Vietnam où Hanoï n'a pas capturé et jugé moins de treize groupes de commandos d'invasion dans l'année. Elle est basée sur des intrusions provocantes et continuelles de navires de guerre et d'avions dans le ciel et les eaux de la Chine ; Pékin a fait prendre note de trois cent quatre intrusions de cette sorte depuis 1958 par de « sérieux avertissements » et a fait toucher terre à dix avions qui s'étaient avancés trop loin à l'intérieur de la Chine, y compris trois *U-25*.

A la fin du printemps et au début de l'été le bruit de guerre dans la presse des U.S.A. devint fantastique. Tandis que de sobres commentateurs comme Hanson Baldwin, du *New York Times,* soutenaient que la nomination de Maxwell Taylor, auparavant président des chefs d'état-major, comme ambassadeur à Saïgon, signifiait simplement une « opération » de « tenir bon », une continuation et une intensification de la politique actuelle, au moins jusqu'après l'élection » ; une dépêche de Saïgon au *New York Herald Tribune* du 10 juillet parlait de « plans détaillés pour bombarder les villages vietnamiens du Nord suivant le principe qui consiste à rayer un village du Nord pour chaque village pris par le « Vietcong » dans le Sud. Ce type de représailles contre des innocents, pour lequel deux cents villages étaient déjà repérés par des avions de reconnaissance, détruirait en même temps que les villages ce qui pourrait rester de la réputation américaine en Asie. Encore plus fantastique était un article que je vis dans un magazine appelé *Electronics* de février, qui suggérait que la Chine soit détruite en entier, pas simplement par des missiles, mais par des vols massifs de bombardiers supersoniques, laissant tomber des bombes nucléaires, du matériel bactériologique et chimique et des déchets radio-actifs sur la totalité du pays.

L'extravagante malveillance de ces desseins effraya tellement mes amis Américains que certains m'écrivirent, presque pris de panique, me pressant de « ne pas laisser la Chine » faire quelque chose d'inconsidéré ou de provocant parce que la « Chine n'a pas de défense nucléaire et vous ne pouvez pas compter que Khrouchtchev va la sauver ». Ce à quoi mes amis de Pékin sourirent ironiquement.

Car la Chine n'a à aucun moment été inconsidérée ou provocante. Elle n'a pas eu un seul soldat en Indochine pendant ces dix dernières années. Ceci n'empêcha pas Washington d'attaquer délibérément. Six avions américains, s'enfonçant au Laos le 11 juin pour bombarder les

« zones libérées », survolèrent plusieurs fois Khang-khay, autrefois capitale royale de Phouma, repérèrent soigneusement la Mission Economique et Culturelle Chinoise, située sur une colline, arborant ouvertement son drapeau en tant qu'agence diplomatique envoyée au Laos à la propre demande de Phouma, et ensuite la démolirent avec des bombes et du napalm, tuant un des membres de la mission et en blessant cinq autres. Que devait alors faire la Chine ?

Ce que fit la Chine, ce fut d'abord de faire plusieurs déclarations officielles pour rendre sa position très claire, telle la déclaration envoyée à Hanoï le 19 juillet, disant que malgré les dizaines de milliers de soldats américains au Sud-Vietnam la Chine n'avait pas envoyé un seul de ses soldats durant ces dix dernières années. « Mais il y a des limites à tout... Nous dirons franchement aux Etats-Unis : Le peuple chinois ne restera en aucune façon inactif tandis que les Etats-Unis augmenteront leurs actes d'agression... Il n'est pas encore trop tard pour revenir aux Accords de Genève 1954. L'extension de la guerre n'apportera d'une manière précise aucun bien aux Etats-Unis. » Ceci, le *New York Times* le publia en manchette sur sa première page sous le titre de « Menace d'intervention » de la Chine. Principalement c'était une demande d'observance des Accords de Genève de 1954.

Ensuite la Chine, en commun avec le Vietnam et de nombreux pays et organisations asiatiques, organisa une semaine de réunions en masse au sujet de ces Accords de Genève. Tout cela ne servit-il à rien ? La stratégie à longue portée de la Chine, est basée sur le réveil des peuples contre la stratégie de la bombe ; sa tactique utilise des faits historiques contre les Gros Mensonges de Washington.

La Chine voit une Bête assise sur le Potomac et qui menace la survivance de l'homme. Elle a beaucoup de noms. Nous, progressistes occidentaux, l'appelons autre-

fois la Pieuvre ; Eisenhower, en quittant la présidence, mit en garde contre le « complexe militaire industriel », qui pourrait détruire la démocratie américaine. Il la sous-estimait : cette Bête se vante qu'elle peut détruire la Race humaine ! Les Chinois l'appellent « L'Impérialisme U.S. », son nom marxiste technique. La plupart des Américains sont blessés de ce nom, mais un mouvement pour la paix qui ne le regarde pas en face ne vaut guère mieux que des rêves oiseux. Jusqu'à ce que le peuple américain combatte cette bête comme son propre pire ennemi, il payera des impôts pour sa propre destruction et sera envoyé pour servir des canons qui ravageront le monde.

Comment cette bête doit-elle être vaincue pour que l'humanité puisse être sauvée ? Mao Tsé-toung me dit ses façons de voir il y a dix-huit ans au venan, quand Washington brandissait déjà ce qui était alors son monopole, la bombe nucléaire. Dans ce qui devint une interview fameuse, Mao disait que même la bombe atomique était un « tigre de papier ». A la fin, les peuples du monde la détruiraient, la bombe ne détruirait pas l'humanité. La force des réactionnaires, disait-il, repose « sur l'inconscience des gens ». La conscience des gens doit être éveillée.

Quelque chose de très semblable à ceci fut dit le mois dernier par mon ami Stephen Fritchman dans son sermon du mois sur « Qu'est-ce qui vous fait le plus peur ? ». Il dit que ce qui l'effrayait le plus n'était pas la bombe nucléaire, que ce n'était pas le gaz agissant sur le système nerveux, mais l' « apathie du peuple américain ». L'apathie de gens face à face avec un mécanisme de mort qu'ils ont créé et qu'ils ne savent comment contrôler.

Mao appela cette bête un « tigre de papier » en dépit de son mécanisme qui peut tuer l'espèce humaine. Car la Bête a une faiblesse interne, ses actions doivent être provoquées par des hommes. Pas un seul homme sain d'esprit n'importe où, qu'il soit Chinois ou Américain, ne détruira volontairement la race humaine. De sorte que la Bête doit

agir par traîtrise. Sa première arme, la plus dangereuse, n'est pas la bombe, mais le Grand Mensonge.

La première attaque doit donc se faire au moyen de faits contre la force, au moyen de faits historiques contre les gros mensonges. Pour ceci les Accords de Genève 1954 sont des armes excellentes.

La Chine, dans ces réunions en masse, ramène des millions de gens à ces Accords de Genève. Le 20 juillet 1954 (en réalité un peu après minuit de bon matin le 21 juillet, mais le 20 juillet est la date donnée habituellement), la domination de la France en Indochine prit fin. En neuf années de lutte amère, les populations de l'Indochine avaient gagné leur indépendance. *Trois nations renaissaient : le Vietnam, le Cambodge, le Laos.* De celles-ci la plus forte et de loin était le Vietnam ; la victoire finale fut gagnée par le Vietminh Dien-bien-phu.

L'Amérique refusa de signer les Accords mais s'engagea à ne pas utiliser la force ou la menace de la force pour les perturber. *Ce fut le premier Gros Mensonge.* Car immédiatement Washington se mit en mouvement pour prendre la place de la France en Indochine par l'argent et la violence. Pendant dix ans Washington a rompu les Accords de Genève, Washington par excellence et seul.

Toute la publicité américaine répète que le Vietnam fut divisé en deux nations par les Accords de Genève. C'est *le second Gros Mensonge*. Le Vietnam, comme le Laos et le Cambodge, fut reconnu comme une nation indépendante, souveraine et unifiée. En fait, la principale nation qui gagna contre la France ! Le Vietminh en vainqueur prit possession tout de suite de Hanoï, jusqu'alors capitale de toute l'Indochine française. Les Français se retirant, passèrent par Saïgon. Pour faciliter cette retraite, une ligne de démarcation militaire temporaire fut fixée au 17e parallèle, et ne devait pas durer au delà de deux ans. « Cette ligne militaire ne devra en aucune manière être considérée comme une limite politique ou territo-

riale », disait l'Accord. Les communications des deux côtés devaient rester ouvertes sous une Commission de Contrôle internationale ; et en deux ans, le 20 juillet 1956, des élections communes supervisées par la Commission devaient élire un gouvernement commun pour tout le Vietnam. Personne ne doutait que ce gouvernement unifié serait celui du victorieux président Ho Chi-minh !

C'est Washington, non les Accords de Genève, qui sépara le Vietnam en deux nations. Douze jours après la signature des Accords, un meeting monstre qui se tenait à Saïgon pour célébrer la victoire et la paix fut interrompu par les canons de Ngo Dinh-diem, mercenaire de l'Amérique.

A la date du 20 juillet 1956, au moment où devaient avoir lieu les élections sous le contrôle de la Commission internationale, vingt camions de troupes de Diem démolirent le quartier général de la Commission à Saïgon. Ainsi l'Amérique s'établit par la violence en Indochine, violant la paix des Accords de Genève.

Le *troisième Gros Mensonge* est le refrain plaintif de Dean Rusk et d'autres : « Si seulement Hanoï et Pékin n'intervenaient pas dans le Sud, les troupes américaines pourraient rentrer à la maison. « Ni Hanoï ni Pékin ne sont intervenus avec des troupes ou des bases militaires dans le sud. Washington était, et reste, le seul agresseur.

Le Gros Mensonge numéro quatre est que Washington veut « la démocratie » au Sud-Vietnam. Persécutée, emprisonnée, massacrée (on estime à un million le nombre des victimes), la population du Sud-Vietnam a dicté sa volonté par la révolte armée. Aujourd'hui le Front National de Libération contrôle et administre au moins trois quarts du territoire et huit des quatorze millions de la population sud-vietnamienne, et gagne de plus en plus de victoires sur les forces de Saïgon soutenues par les Américains. « La démocratie » demande que les forces U.S. laissent le Front National de Libération prendre le pouvoir comme étant la majorité.

Le Gros Mensonge numéro cinq est que Washington « fournit de l'aide » au Sud-Vietnam. Les contribuables américains, en effet, donnent de l'argent à une cadence qui a atteint presque les deux millions de dollars par jour. Cet argent est dépensé, non pour « aider » mais pour égorger le peuple sud-vietnamien, pour détruire ses récoltes par la guerre chimique et les insectes, pour l'empoisonner dans des camps de concentration connus sous le nom de « villages stratégiques »... Les Américains payèrent pour huit mille de ces « hameaux stratégiques »; tous sauf mille ont maintenant été détruits par le peuple vietnamien.

Le Gros Mensonge numéro six est que Washington est en Indochine en quelque sorte par « droit légal ». Les Accords de Genève prévoyaient que le Vietnam, le Laos et le Cambodge seraient des Etats neutres, n'admettant ni forces militaires étrangères ni bases militaires étrangères. Washington s'y installa, établissant des bases militaires. Les accords avec ses propres mercenaires n'ont pas plus de légalité qu'un pacte de gangsters.

Quand Washington prétend qu'il fait ceci pour résister à l'intervention de Pékin ou de Hanoï, c'est le *Gros Mensonge numéro sept*. Pékin, en dépit de beaucoup de provocation, n'a pas envoyé un seul soldat en Indochine. Quant à Hanoï, le secrétaire à la Défence McNamara admit, lors d'une conférence de presse à Washington le 15 juillet, qu' « il n'est au courant d'aucune tentative d'infiltration de troupes organisées nord-vietnamiennes dans le Sud ».

Tels sont les faits que la Chine utilise comme armes. Il y a dix ans, quatorze nations réunies à Genève promirent la paix, l'indépendance et la souveraineté aux populations d'Indochine. Et cependant pendant dix ans le bruit du canon n'a pas cessé ; il a augmenté. Washington a été le seul agresseur, volant le peuple du fruit de ses victoires :

— Au Vietnam par « la guerre spéciale » ;

— Au Laos par des gangsters payés et maintenant la guerre directe ;
— Au Cambodge par la subversion et les raids de frontière.

Comment cela finira-t-il ? Résumons-nous. Dix ans d'intervention montrent que la politique de Washington obtient des victimes mais non des victoires. Au Sud-Vietnam et au Laos les victoires des forces populaires augmentent. Dans ces deux pays elles tiennent les trois quarts du territoire. Même à Saïgon, selon le correspondant du *New York Herald Tribune,* la plupart des commerçants « payent des taxes au Vietcong ». Quand le Front de Libération sud-vietnamien célébra l'anniversaire du 20 juillet en disant aux camionneurs et aux autobus que la grande route de Saïgon au bol de riz du delta était minée, aucun camion ni autobus ne prit cette route et plusieurs marchés alimentaires à Saïgon fermèrent par manque de riz. Les forces de libération pourraient probablement prendre Saïgon, mais s'abstiennent de peur que la ville ne soit détruite car l'Amérique a encore le contrôle de la violence du ciel. Mais la puissance de l'Amérique au sol au Vietnam et au Laos repose sur des mercenaires peu sûrs qui peuvent à tout moment tourner casaque.

Deux possibilités se présentent à partir de ce pat, intensification de la guerre ou neutralisation par conférence. Aucune n'est probable avant les élections américaines ; mais l'une et l'autre semblent probables bientôt après. Laquelle ?

En dépit des bruits d'intensification, des éléments sensés dans l'Armée des U.S.A. ne la conseillent pas. A nouveau, comme en Corée, ceci est la « mauvaise guerre au mauvais endroit », cette fois-ci sans alliés. Si les U.S.A. ne peuvent pas écraser le « Vietcong », pourront-ils éviter d'affronter l'excellente armée du Nord-Vietnam qui battit les Français à Dien-bien-phu ? Etendre la guerre ici allume des feux dans la plus explosive des poudrières du

monde qui pourrait balayer toute l'Asie du Sud-Est. Et même si des bombes nucléaires étaient lancées sur toute la Chine, est-ce que ceci garantirait la soumission du Vietcong ou du Pathet-Lao ?

Le sénateur Wayne Morse vit ce danger quand, le 23 juin, le secrétaire McNamara et le général Maxwell Taylor confièrent le dossier de la guerre au Comité des Relations avec l'étranger du Sénat. Morse dit : « Je suis maintenant convaincu que la plus grave menace pour la paix mondiale est les Etats-Unis. Je suis convaincu que si les Etats-Unis continuent à poursuivre (ce plan), nous sommes partis pour une grande guerre en Asie et nous serons haïs par l'écrasante majorité du genre humain pendant les prochains cinq cents ans ».

L'opinion dans le monde est de plus en plus d'accord pour la négociation. Les nations le disent les unes après les autres : le Cambodge, la Birmanie, le Pakistan et maintenant de Gaulle et Uthant. Même en Amérique, cinq mille professeurs envoyèrent début juillet une pétition au président Johnson pour négocier la neutralisation, mais ils espéraient encore manger leur gâteau et le garder, car ils parlaient de « puissance militaire » pour « négocier par la force ».

Que les Américains ne se trompent pas. Leur position est une position de faiblesse. Leurs alliés les désertent ; le Vietcong gagne. Une conférence qui serait maintenant réunie à Genève serait composée de nations dont la plupart disent : « Yankees must go home ». On ne laissera plus les Américains jouer à nouveau avec ces décisions.

Aussi la négociation sera dure ; Washington ne sera pas vite d'accord. Mais tôt ou tard, les troupes des U.S.A. devront obéir à cet ordre. Le plus tôt le peuple américain comprendra ceci, le mieux ce sera pour sa propre survivance et celle du monde.

ON COMPTE SUR LA PROCHAINE GÉNÉRATION

Des délégués des vingt millions et plus des membres de la *Ligue de la Jeunesse Communiste Chinoise* — âgés de 15 à 25 ans ou un peu plus — tinrent leur congrès à Pékin pendant les deux dernières semaines de juin. D'éloquents dirigeants les pressèrent d'être « pour toujours révolutionnaires » dans « les trois grands mouvements révolutionnaires nationaux — la lutte de classes, la production et l'essai scientifique », et « aussi dans les luttes de classes internationales ». Un congrès important, actif, décrit dans la *Peking Review* du 10 juillet.

Les gens étrangers à la Chine comprendront mieux sa signification à partir de *jeunes gens appartenant à des* familles amies.

Shirley Wood Huang, autrefois au Collège d'Etat du Michigan, en sait beaucoup plus sur l'éducation en Chine que moi. Elle enseigne l'anglais au Collège de Formation des Professeurs de Kaifeng, Honan, et elle élève six de ses propres enfants.

Elle trouva le temps, je ne sais comment, d'écrire un excellent article sur l'éducation chinoise dans le *Times* de Londres du 15 mai 1964.

Shirley raconte comment son fils Limin, âgé de 17 ans, entendant à l'école que « *nous devrions prendre des leçons de l'Armée de Libération et réparer nos propres vêtements* », prit une aiguille et du fil dans la boîte à ouvrage familiale et se leva de bonne heure le matin suivant pour réparer un accroc dans sa veste. Sa fille Anne, dix ans, « demande une fois par semaine les chemises déchirées et les bas à repriser pour sa classe de travail », et les jours de beau temps va au bassin avec la classe pour faire sa blanchisserie.

« En tant que mère de six enfants », écrit Shirley, « je pourrais être ravie de voir les enfants réparer leurs propres détériorations... En tant que politique nationale, ceci fait partie de l'éducation socialiste de la jeunesse dont les pierres angulaires sont l'activité, l'économie, la confiance en soi et le service des gens.

« Derrière toute chose se trouve l'idée collective et la lutte contre l'individualisme. Ce n'est pas la suppression de l'individualité. Nulle part on n'a une opportunité d'individualité aussi grande que dans une nation commençant un développement rapide en agriculture, en industrie, science et culture. Cela signifie que l'ambition révolutionnaire est combinée à l'humilité et à un dur travail sans obtentation, sur le thème de *faire face aux difficultés et laisser la gloire aux autres*. Les chansons que nous chantons, les films que nous voyons, les livres que nous lisons exaltent la simplicité, le dur travail, la responsabilité, l'esprit de décision et l'altruisme et gardent vivace le souvenir des souffrances du passé et de l'héroïsme des hommes et des femmes qui construisirent le présent ».

Les habitudes de lecture des enfants chinois commencent avec les illustrés pré-scolaires et « vont des contes de fées ou folkloriques et des livres enfantins jusqu'aux romans modernes qu'ils lisent en sixième classe, avec des classiques en ancienne langue peu après ». Le *Children's News*, publié deux fois par semaine, est lu avidement ; il contient des nouvelles des éditoriaux, des histoires, des poèmes, des devinettes, des bandes dessinées. « Les enfants savent aussi vite que moi que Zanzibar a un nouveau gouvernement. » A l'école moyenne — de la septième à la douzième classe — chaque classe souscrit au *People's Daily*, le journal local, et au *China Youth*, bi-mensuel qui traite les sujets supplémentaires de l'amour, du mariage et du choix d'une profession.

Le travail de groupe avec les paysans des environs occupe une place très importante. « L'an dernier, quand l'Est Honan reçut de fortes pluies qui détruisirent à la fois la récolte de printemps et la récolte d'automne, et que

les nouvelles plantations furent gênées par le manque d'animaux de trait dû à plusieurs années de sécheresse et que les tracteurs ne pouvaient pas passer dans la boue épaisse des routes, les collèges et les écoles, depuis la 9e jusqu'à la 12e classe, partirent à pied à la campagne pour leur classe de travail et pendant une semaine tirèrent des charrues, des herses et des semoirs, sauvant une grande surface de la perte totale.

« Les jeunes vécurent et mangèrent avec les villageois, prirent part aux travaux du ménage, écoutèrent les leçons du dirigisme de la brigade. Limin revint en parlant de " ma brigade de production " et " ma famille ". Les membres de la commune raccompagnèrent les jeunes gens sur des kilomètres du chemin du retour.

« Shirley elle-même a participé à plusieurs de ces semaines de travail avec des étudiants et parle de " la grande lutte contre la nature, la nécessité criante de la modernisation de la campagne, de la joie glorieuse du travail collectif et de la profonde fraternité qui jaillit entre la jeunesse et les paysans ».

Différents stages de responsabilité sont décrits dans lesquels les enfants se joignent aux Jeunes Pionniers, et plus tard peut-être à la Jeunesse Communiste. « Toutes ces expériences sont liées par une éducation qui va du berceau au tombeau ». « Nous ne pouvons pas espérer une évolution morale spontanée » pour suivre les formidables changements dans la structure de l'économie et de la Société. « Nous devons aussi " favoriser la croissance idéologique qui l'accompagne ".

Les parents hors de Chine vont trouver la description des " teen-agers " de Chine par Shirley difficile à croire. « En tant que mère », elle a trouvé que l'éducation socialiste « résolvait le problème de l'adolescence ». Les enfants deviennent plus responsables, plus raisonnables, plus stables à mesure qu'ils deviennent plus âgés. *L'adolescence est l'âge où ils commencent à s'habiller simplement,* faisant attention à la propreté et à la netteté, gardant leurs affaires en ordre. Ils dépensent moins d'argent, ayant dépassé la futilité enfantine... Ils demandent même des comptes à leurs parents de dépenses exagérées dans le budget familial. Ils prennent volontairement part à l'organisation du ménage. A 12 ans, ils peuvent être chargés de tâches demandant de la responsabilité ; Limin en classe de 6e alla dans un village à la nuit tombée pour rapporter de l'équipement pour le four à puddler de l'école. Ils sont sévères envers eux-mêmes et sont capables de prendre des décisions en face des difficultés et dans les relations sociales.

J'ajoute à ceci une anecdote racontée par un ami chinois, qui est membre du Congrès Populaire National, au sujet de sa fille de dix ans.

Comme les politiciens de Washington avaient récemment fait des commentaires sur la Chine, la petite fille remarqua après l'école :

« Papa, le professeur dit que les impérialistes américains disent *qu'ils comptent sur ma génération* ». Elle attendit le mouvement de tête affirmatif de son père et alors continua : « *Aussi je vais bien travailler — pour les décevoir* ».

LE NEUVIÈME COMMENTAIRE

Sous le titre : « Sur le Faux Communisme de Khrouchtchev et ses Leçons Historiques pour le Monde », les deux organes de tête du Parti Communiste Chinois, *People's Daily* et *Red Flag,* publièrent le 14 juillet leur « Commentaire Numéro Neuf » dans la série de réponses à la « Lettre Ouverte du P.C.U.S. » sortie par Moscou exactement un an auparavant. La condamnation en fait dépasse Khrouchtchev et les dirigeants soviétiques; elle les accuse de construire une « couche privilégiée de moins de dix

pour cent de la population, éloignée des besoins des masses et, au nom du communisme, revenant en réalité au capitalisme. L'espoir est exprimé que le peuple soviétique et le « Parti fondé par Lénine » vont finalement prendre la bonne direction. Je n'essaierai pas de revoir ce commentaire ; on peut le trouver en entier dans la *Pening Review* du 17 juillet 1964. Le commentaire se termine sur un exposé en quinze points, attribué à Mao Tsé-toung, sur la façon d'empêcher la restauration du capitalisme dans un pays socialiste, *une question dont l'importance s'étend bien au-delà de tout rapport avec l'U.R.S.S.*. Il déclare que, historiquement, toutes les révolutions ont leurs tournants et leurs altérations et même des changements complets de direction, que même dans un pays socialiste, après la prise du pouvoir politique, une lutte continue entre ces forces qui veulent bâtir le socialisme et celles qui menacent de retourner au capitalisme et c'est une longue lutte qui peut durer des siècles.

Le débat que ceci ouvre ne peut pas être rapidement réglé, il s'étendra sur des années. Les Chinois accordent une très grande attention à l'étude de leur propre histoire et aussi aux « aspects positifs et négatifs » des autres pays socialistes, en particulier l'U.R.S.S., dans un effort pour comprendre comment on peut empêcher le socialisme de retomber dans les générations futures, et comment on peut le faire évoluer en communisme.

Ceci ne se produira pas automatiquement par la simple augmentation des commodités, croient-ils. Ils pensent que l'U.R.S.S. ne se développe pas dans cette direction mais en sens inverse.

Parmi les quinze principes de base, on note spécialement : la « ligne de masse » dans laquelle Mao voit le Comité Central comme un « organe de développement » découvrant et rassemblant les opinions des masses, les examinant en détail, les formulant en système politique et les mettant à l'épreuve dans la pratique. Un contact étroit doit être maintenu entre les dirigeants et le peuple de différentes façons : les dirigeants prenant part au travail physique effectif, ou par la référence constante de toutes les politiques au débat populaire. La lutte des classes continue et l'éducation socialiste doit aussi continuer contre les restes des tendances bourgeoises. Parmi d'autres choses, le Commentaire Neuf refuse d'admettre la grande différence des salaires entre les dirigeants et les ouvriers, commencée sous Staline et développée sous Khrouchtchev. J'espère en dire davantage sur ceci et sur d'autres principes dans les lettres suivantes.

A partir de questions comme celles-ci, essentielles pour l'avenir du socialisme et par suite pour l'avenir de l'humanité, il apparaît clairement pourquoi la Chine pense que toute conférence mondiale hâtive des Partis Communistes ne ferait en ce moment que rendre une division définitive et affaiblirait le mouvement communiste mondial. Mais si la discussion de base de telles questions peut continuer basée sur la pratique concrète, une discussion que l'U.R.S.S. ne permet pas encore, alors les forces progressistes du monde ont beaucoup à gagner.

Anna-Louise STRONG.

LETTRE NUMERO 20

ZONE DE CALME AU MILIEU DES TEMPÊTES

20 Septembre 1964

Chers Amis,

Comme l'automne ramène la Fête de la Lune des Moissons, on voit que la Chine a progressé dans tous les domaines. En dépit de pluies excessives à certains endroits et deux récents typhons hors de saison, c'est la meilleurs de trois bonnes moissons pendant trois années successives en grain, récoltes industrielles, légumes et fruits. Le cheptel a notablement augmenté, l'industrie aussi a progressé plus vite qu'on ne l'attendait, de sorte que *le stade du « Rajustement » est déjà considéré comme dépassé, et des augmentations spectaculaires apparaissent sur la nouvelle bose indépendante et bien équilibrée.* Je laisse ces sujets pour la prochaine lettre que j'espère publier rapidement sur la base des données apparaissant pour la célébration de la Journée Nationale.

Pendant deux mois, l'attention du monde, aussi bien que celle de la Chine, a été fixée sur la guerre que Washington intensifie de façon continue en Indochine, une zone qui, comme le *New York Times* du 20 septembre le note, « pourrait mettre le feu à un conflit catastrophique ». Précisément, dans cette zone — aussi bien qu'au Congo et les Caraïbes —, les U.S.A. et leurs marionnettes lancent sans arrêt des provocations de guerre.

nerveux et tirèrent sur des fantômes dans la nuit ». Le *Times* suggère qu'ils tirèrent « dans un état excessif de nervosité » et déplore « l'évidence d'une confusion à la fois à Washington et sur les bateaux de guerre américains ». Ce sont des termes circonspects pour parler de démence.

Hanoï, mis en garde par l'attaque aérienne du 5 août, télégraphia à la Commission de Contrôle et aux deux Co-Présidents de la Conférence de Genève 1954 que Washington était « en train de créer un mythe » pour justifier une autre attaque aérienne. Aucune nouvelle attaque ne se produisit. Fut-elle empêchée par l'avertissement de Hanoï, ou par le ridicule mondial des rapports de Washington ? Ce qui est clair, c'est que les navires de guerre des U.S.A. s'en vont à HUIT MILLE milles de chez eux dans les eaux d'un autre pays et s'adjugent le droit de tirer sur n'importe quoi qui traverse leur écran radar. D'autres n'ont-ils aucun droit en « haute mer » ?

Ainsi, le danger de voir la guerre s'étendre demeure. Comment les gens devront-ils agir quand une grande puissance qui essayait de régner sur le monde par les bombes nucléaires, échoue, devient furieuse et tire sur des ombres ? C'est un problème pour tout le monde.

On a besoin de ces qualités : bon sens, courage et mesure. Heureusement, Hanoï et Pékin en sont bien pourvus. On a aussi besoin d'une documentation précise. Aussi j'ai passé un mois à rassembler et à éplucher les faits du Golfe du Tonkin.

QUE SE PASSA-T-IL RÉELLEMENT DANS LE GOLFE DU TONKIN ?

Pendant près de deux mois, Washington a intensifié la guerre en Indochine, y compris au Vietnam, au Cambodge et au Laos, sous couvert des hommages rendus oralement à la paix par le Président Johnson.

Le Cambodge rapporte des attaques répétées sur sa frontière par les soldats du Sud-Vietnam, trois cas contrôlés récemment par la Commission de Contrôle International confirmèrent ces accusations. La presse du Cambodge découvrit le 16 septembre un « complot des U.S.A. pour assassiner le Prince Sihanouk, désorganiser le pays de l'intérieur et attaquer en même temps de l'extérieur avec des forces armées du Sud-Vietnam et de la Thaïlande.

Au Laos, les troupes de la droite, avec l'aide aérienne des U.S.A., continuent à attaquer les « zones libérées » ; dix de ces attaques, par plus de dix bataillons, se produisirent pendant la première moitée de septembre. D'une façon plus réjouissante, nous notons que l'inscription à l'école primaire atteignit 36.000 dans les zones libérées cet automne, trois fois ce que le Laos avait en 1945.

La désintégration du Sud-Vietnam est un scandale mondial que Washington essaie d'éviter en étendant la guerre au Nord. Le 5 août, une attaque aérienne contre les ports du Nord-Vietnam a été suivie d'intrusions continuelles d'avions des U.S.A., isolés ou en groupe, repérés dans quinze provinces du Nord-Vietnam dans les dix premiers jours d'août.

Le 18 septembre, dans le déjà célèbre Golfe du Tonkin, *des destroyers des U.S.A. tiraient sur des Fantômes* pendant la nuit. Le *New York Times* du 20 septembre, journal sérieux, exprima sa « consternation » aux comptes rendus évasifs donnés par les autorités américaines. Deux destroyers U.S., dont les noms ne furent pas révélés, aperçurent des ombres sur leurs écrans de radar qu'ils prirent pour des vaisseaux les poursuivant, à plusieurs milles de distance. N'essayant même pas de changer ces ombres en changeant de direction, ils tirèrent sur les apparitions, qui « disparurent » alors. Personne ne vit un navire réel, encore moins une attaque réelle. Le *N. Y. Herald Tribune* suggère que les commandants des destroyers « devinrent

Nous débutons avec l'attaque aérienne des U.S.A. le 5 août, durant laquelle, suivant le Secrétaire Mac Namara, 64 « sorties » d'appareils, depuis deux porte-avions des U.S.A., attaquèrent cinq ports du Nord-Vietnam. Le Président Johnson l'annonça à « mes compatriotes américains » à 11 h. 37 du soir, le 4 août, heure de Washington, qui correspondait à quelques instants près, juste avant midi le 5 août dans le Golfe du Tonkin. Il dit qu' « en tant que Président et Commandant en Chef, il avait donné l'ordre aux forces des U.S.A. d'entrer en action » et qu' « au moment où je parle, l'action est en exécution ». Ceci, dit-il, était en représailles pour deux attaques par des torpilleurs du Nord-Vietnam contre des destroyers américains, le 2 et le 4 août, et la punition était « limitée et appropriée ». Il ajouta : « Nous ne cherchons pas à étendre la guerre ».

La déclaration de Johnson, tout de suite acceptée par son adversaire Barry Goldwater et par la presse des U.S.A., peut avoir convaincu beaucoup d'Américains. Elle n'a pas convaincu le monde. Hanoï déclara que la prétendue attaque de torpilleurs du 4 août n'exista jamais mais fut « montée de toutes pièces » par Washington pour exécuter l'attaque aérienne du 5. Pékin déclara que les U.S.A. « avaient dépassé les bornes de John Foster Dulles », ils avaient « franchi la limite du côté de la guerre ».

Même dans des pays alliés des U.S.A., beaucoup de rédacteurs en chef appelèrent l'attaque aérienne « un acte de guerre », et pensèrent que Washington cherchait la bagarre en patrouillant dans le Golfe du Tonkin, qu'une « poussée vers le Nord » avait été décidée à la Conférence des Officiers Supérieurs à Honolulu le 1er et le 2 juin, et que l'histoire de l'attaque par le Nord-Vietnam était bien mince.

Nous prendrons d'abord les deux comptes rendus des prétendues attaques par le Nord-Vietnam, puis l'attaque aérienne du 5 août et ses résultats, au Vietnam et dans le monde.

L'histoire américaine, donnée par l'A.F.P. et l'U.P.I. de sources officielles, est que le dimanche 2 août, le destroyer américain *Maddox*, patrouillant dans « les eaux internationales » au large de la côte du Nord-Vietnam, fut attaqué par trois torpilleurs nord-vietnamiens, les mit en fuite « dans une rude rencontre » et tandis que lui-même était intact, « endommageait et coulait en apparence » un des attaquants. Ensuite, le *Maddox* patrouilla dans le golfe pendant deux jours de plus, ayant été rejoint par un autre destroyer, le *C. Turner Joy*. Pendant la nuit du 4, à 65 milles du rivage, « sur une mer démontée et avec une faible visibilité », ces deux navires de guerre américains furent attaqués par « plusieurs torpilleurs » durant une bataille de trois heures pendant laquelle les destroyers américains, toujours intacts, coulèrent deux et peut-être trois des attaquants.

Ces « actes de violence contre les forces armées des Etats-Unis », pour reprendre les mots du Président Johnson, furent des « injures » appelant une punition. Donc, la flotte des U.S.A. fit son attaque aérienne le 5 avec « 64 sorties », qu'on estime avoir détruit 25 torpilleurs nord-vietnamiens, plus de la moitié de la flotte de Hanoï et aussi « 90 pour cent des réserves de pétrole de Vinh », principal port de combustibles de Hanoï. L'attaque fut donc un « succès », malgré la perte de deux avions américains abattus et deux endommagés, d'après ce que déclara Mac Namara, et que Hanson Baldwin, expert militaire du *N. Y. Times*, appela « un pourcentage assez élevé ».

L'image ainsi présentée d'une marine américaine poliçant la haute mer internationale, punissant tous les attaquants, sans jamais être touchée elle-même, et « ne voulant pas étendre la guerre », peut avoir été de quelque utilité pour obtenir à la fois les votes « de paix » et les votes « de guerre » pour Johnson, mais c'était une image en laquelle pas même les alliés de l'Amérique ne crurent.

Le *Guardian* britannique suggéra tout de suite (6 août) que le Golfe du Tonkin est « sauf à son entrée, entièrement entouré de territoire communiste (la Chine et le Nord-Vietnam) et un navire de guerre portant le pavillon américain pouvait s'attendre à attirer l'attention » ; que « l'attaque aérienne » et le grand mouvement de force militaire qui est en train de se faire en Asie du Sud-Est avaient été longuement préparés et ne demandaient qu'une occasion favorable (facilement montée de toutes pièces) pour se mettre en branle » ; et que « l'expérience passée de "nouvelles fabriquées" par Washington » faisait naître des doutes au sujet de ces attaques de torpilleurs.

Le *Télégramme* de Toronto mâcha encore moins ses mots : son commentateur militaire, le Commandant J.B. Lamb, écrivait (le 14 août) que la prétendue attaque des torpilleurs du 4 août « ne collait pas du tout » pour diverses raisons militaires, mais était faite de « mensonges calculés par lesquels la victime devenait l'agresseur ». De nombreux journaux bien informés dans le monde, tels *Le Monde* de Paris, *Asahi* du Japon, l'*Observer* de Londres, le *Tidningen* de Stockholm, le *Journal d'Egypte* du Caire, prirent des positions identiques et ajoutèrent des détails intéressants. L'*Observer* londonien nota qu'une raison pour laquelle les navires de guerre des U.S.A. patrouillaient dans le Golfe du Tonkin était « l'écoute électronique des réseaux de communication en Chine et au Nord-Vietnam, et le repérage pour la marine du Sud-Vietnam ». L'opinion mondiale fut généralement d'accord, comme le déclara le commentateur diplomatique du Service de Radio-Difftsion Japonais (7 août), que : « peu importe que les U.S.A. insistent sur le fait que le Golfe du Tonkin est la "haute mer", le sens commun nous dit que la mer intérieure est au Nord-Vietnam ».

LE COMPTE - RENDU DE HANOI

Hanoï nia l'histoire de Washington et cita des événements survenus pendant une période plus longue. Pendant plus d'une année, la Septième Flotte des U.S.A. s'est adjugé le droit de patrouiller dans le Golfe du Tonkin. Les Etats-Unis ont construit et entretiennent une énorme base aérienne et navale à Da Nang, un port du Sud-Vietnam juste en-dessous du Parallèle, où les navires américains ont un mouillage permanent et duquel ils sortent par intervalles pour intimider les pêcheurs dans le Golfe. Les navires de guerre du Sud-Vietnam remontent aussi vers le Nord pour bombarder la côte et débarquer des détachements de commandos. Les Etats-Unis ont donné à Saïgon 500 jonques militarisées dans ce but, en addition à la amrine régulière. Les Etats-Unis prétendent que leurs navires de guerre restent en dehors de la limite de trois milles au large de la côte et ne donnent pas une escorte spéciale aux attaques du Sud-Vietnam. Mais puisque la Chine et le Nord-Vietnam réclament tous deux douze milles comme limite depuis le rivage, l'habitude des Etats-Unis de patrouiller de façon ostentatoire en défi aux lois du Nord-Vietnam est clairement une provocation, et la présence des navires de guerre américains encourage sans aucun doute les canonnières du Sud-Vietnam. Les navires du Sud-Vietnam n'observent pas de limite côtière ; ils viennent ouvertement en guerre.

Entre autres provocations, les avions américains, avec ou sans pilotes américains, s'introduisent fréquemment au Nord-Vietnam, à la fois pour espionner et pour attaquer, venant selon toute apparence du Sud-Vietnam, du Laos ou de Thaïlande. Ils parachutent aussi des détachements de commandos. Pas moins de treize groupes de commandos ont été capturés et jugés dans l'année écoulée.

Toutes ces activités, dit Hanoï, augmentèrent notablement en août, sans doute suivant les plans de cette Conférence d'Honolulu et par suite de la présence de Maxwell Taylor comme ambassadeur des U.S.A. à Saïgon. Le 30 juillet, deux canonnières du Sud-Vietnam envahirent le Golfe et bombardèrent deux îles à distance de la côte. Dans la nuit du 31, l'*USS Maddox* y entra et y croisa pendant deux jours, « la pénétration la plus longue et la plus profonde jamais effectuée par un navire de guerre des Etats-Unis ». Deux attaques aériennes eurent lieu ces mêmes jours, par des avions américains basés apparemment au Laos, qui bombardèrent et pilonnèrent un poste de frontière sur la limite et un village bien à l'intérieur du Nord-Vietnam.

Le premier incident de torpilleurs, le dimanche 2 août, est donné par Hanoï dans une laconique déclaration : la patrouille côtière rencontra l'*USS Maddox* « dans les eaux territoriales » non loin des îles récemment bombardées, qu'elle le « reconduisit en dehors et ensuite retourna à sa base ». Aucune mention de pertes ou de torpilles. Nous devons au Sénateur Wayne Morse la révélation, faite lors d'un discours en Californie (A.P. 30 août), que le *Maddox* était « à l'intérieur de la limite de trois milles » et « commença le tir, pensant qu'il allait être attaqué ». Morse ajoute que les patrouilles du Nord-Vietnam auraient pu facilement prendre le *Maddox* comme faisant partie des assaillants ».

Voilà pour le premier incident. Maintenant pour la suite. Le 3 août, dit Hanoï, les Etats-Unis « envoyèrent quatre petits navires escortés par deux gros », selon toute apparence une référence au *Maddox* et au *Turner Joy*. Ceux-ci ouvrirent le feu sur deux régions dans la Province Quang Ming avec des canons de 40 mm et de grosses mitrailleuses de 12,7 ». Hanoï envoya alors une plainte en bonne et due forme à Londres et à Moscou, les co-présidents de la Conférence de Genève 1954, disant que les Etats-Unis « avaient fait cinq attaques de provocation en quatre jours ».

La prétendue attaque de torpilleurs contre les deux destroyers à 65 milles du rivage pendant la nuit sombre et orageuse du 4 août, n'eut jamais lieu, suivant Hanoï. « Nous n'avions pas de patrouille en mer cette nuit-là ; le conte est un mensonge ». Hanoï suggère une source possible. « Selon des rapports », des destroyers américains de Da Nang tinrent une conférence le matin du 4 avec des canonnières du Sud-Vietnam. Tard cette nuit-là, « les gens entendirent des coups de feu loin en mer, et virent des lueurs et des avions volant en cercle à l'ouest de Da Nang ». Ces suggestions rejoignent l'opinion de Sud-Vietnamiens et d'une agence américaine.

Tel est le compte rendu de Hanoï sur la longue suite de provocations qui atteignit son point culminant par l'attaque aérienne américaine du 5 août.

L'ATTAQUE AMÉRICAINE DU 5 AOUT

Washington se vante officiellement de la grande destruction que son attaque aérienne fit dans les ports du Nord-Vietnam. Les comptes rendus qui arrivèrent de ces ports ne parlaient pas de dommages ; ils parlaient de *joie*. « *Une atmosphère de joie régnait sur Hongay* », écrivait le correspondant local.

Ces mots me hantèrent toute la nuit. Je comprends ces mots car je suis allée à Hongay, une station balnéaire qui aura un jour une renommée internationale, où les touristes naviguent en canots à vapeur parmi les formes fantastiques de rocs, aussi remarquable que celle de Yellowstone. Hongay a aussi une des plus grandes et des meilleures mines de charbon de l'Asie, à ciel ouvert, où les mineurs ramassent le charbon au bulldozer à la surface et le déversent dans des wagons qui roulent jusqu'à un petit port.

J'ai rencontré à Hongay un ingénieur originaire du Sud. Il combattit dans le Vietminh contre la France à Dien Bien Phu. Après la victoire, il fut démobilisé dans le Nord et ne put jamais rejoindre le Sud parce que les Américains bloquaient le parallèle qui, par traité, aurait dû rester ouvert. Il n'ose même pas écrire aux membres de sa famille, de peur qu'à cause de cela ils soient torturés ou tués. Il travaille patiemment et tristement dans le Nord à construire l'économie qui, il l'espère, servira un jour un Vietnam unifié. Ils sont des milliers comme lui dans le Nord qui se sont contenus pendant dix ans. Le 5 août, ils eurent la première chance en dix ans de frappr l'ennemi qui les prive de leur femme et de leurs enfants. Oui ! Je crois qu'ils ressentirent de la joie !

Comme les avions américains arrivaient et lâchaient des bombes, certains ouvriers bondirent aux postes de combat et tirèrent en retour ; d'autres continuèrent à couper du charbon, accomplissant fièrement leur tâche quotidienne sous le feu. La téléphoniste garda les lignes ouvertes et plus tard reçut une médaille pour cela. Les canonniers de Hongay abattirent deux avions américains et des milliers de gens les virent tomber à la mer. Le pilote américain sauta du premier et un pêcheur le repêcha et le remit à la police de sécurité. Le second avion tomba à la mer en flammes.

Dans tout le Nord-Vietnam, ils se mirent à tenir des meetings. Le « mot » était « Victoire et Vigilance ».
Je ne pense pas qu'ils célébraient une victoire si les avions américains avaient infligé toutes les pertes que Washington revendique. Donc je pense que les déclarations américaines sont fausses.

Je demandai à une correspondante japonaise qui visita le Nord-Vietnam après l'attaque aérienne, si les gens avaient vraiment ressenti qu'ils gagnaient la victoire. « Certainement », répondit-elle.

« Pensent-ils que c'est une victoire parce qu'ils ont abattu tant d'avions, ou la manière dont ils ont combattu ou à cause de l'effet produit dans le monde ? »

« Pour toutes ces trois raisons », dit-elle.

Hanoï revendique huit avions américains abattus et trois autres endommagés. Hanoï donne la localisation de chaque avion abattu, et distribua aussi huit Médailles militaires de troisième classe aux servants des pièces qui les abattirent. Hanoï exposa les épaves de quatre avions américains avec leur numéro sur une place publique et les montra à la télévision ; les gens de Hongay certifièrent qu'il y eut deux avions de plus et les U.S.A. admettent qu'un autre avion tomba à la mer dans un autre endroit. C'est une preuve bien meilleure pour sept avions que celles que les Etats-Unis fournissent pour leurs revendications. Si Baldwin pensait que « deux avions abattus et deux endommagés » était un « pourcentage assez élevé » de pertes, sept avions abattus et prouvés représentent une fameuse victoire pour Hanoï !

QU'EST-CE ALORS QUE LA VICTOIRE ?

La victoire, cependant, est davantage que la différence entre deux avions et huit avions. La victoire concerne le but final des deux antagonistes. Le but de Washington dans l'attaque aérienne était clairement d'encourager ses marionnettes du Sud-Vietnam, pour étendre la puissance des U.S.A. en Asie du Sud-Est et augmenter son rang dans le monde. En tout ceci, les U.S.A. supportèrent leur plus grosse défaite depuis la guerre de Corée.

Le premier résultat au Sud-Vietnam fut la confusion, dans laquelle Khanh, la marionnette élue par les U.S.A., tomba. Pendant des semaines, le pouvoir passa de mains en mains à Saïgon, les chefs de guerre se battant pour le contrôle de ces deux millions de dollars par jour de l'aide

américaine. Bien que Maxwell Taylor, par la force et l'argent, ait remis théoriquement Khanh au pouvoir, le *N. Y Times* lui-même dit qu'on n'a que l'espoir de garder les apparences jusqu'aux élections américaines, et que même cet espoir est incertain.

Le résultat dans le monde fut une baisse sensible du prestige des Etats-Unis et une hausse sensible du prestige de Hanoï. La petite moitié de nation du Nord-Vietnam, négligée jusque-là, devint le centre de ralliement pour les forces anti-impérialistes du monde !

Le Cambodge réagit le premier, saluant l'attaque aérienne des U.S.A. comme une victoire de Hanoï. Sihanouk télégraphia à Ho Chi Minh son « ferme soutien ». Puis, atterrissant à Djakarta, il éleva une protestation verbale contre les U.S.A. (U.P.I.), à laquelle le Président Soekarno se joignit. Le Cambodge et l'Indonésie établirent tous deux des relations diplomatiques avec Hanoï, ce qui signifiait une rupture avec Saïgon. Les voix d'autres nations d'Afrique et d'Asie firent rapidement chorus. Celles du Pakistan et du Japon furent particulièrement significatives car tous deux ont été les alliés des Etats-Unis. Dans les deux pays, la presse parla de l'attaque aérienne de Washington en la critiquant, tandis que des manifestations populaires contre les Etats-Unis s'élevaient à des dizaines de milliers de manifestants à Tokyo et à 40.000 à Osaka. Même le *Spectator* du Ghana dit que : « L'Oncle Sam était un étrange animal, arrogant et arriviste ».

EN RESUME :

1) *L'attaque aérienne de Washington du* 5 *août était basée sur le « Gros Mensonge » technique, et on n'y croit pas dans le monde.*

2) *Les Etats-Unis perdirent dans l'attaque aérienne, et le Nord-Vietnam y gagna.*

3) *Néanmoins, les forces qui sont à l'origine de l'attaque aérienne sont toujours là et le danger de voir la guerre s'intensifier persiste.* Les Etats-Unis n'ont aucun droit en Indochine mais ils ne s'en iront pas. Battus, ils deviennent furieux, prêts à faire sauter le monde.

Personnellement je suis contente, envisageant la survivance de l'homme, que la stratégie contre cet impérialisme encore mortel ne soit pas entre les mains d'un instable, tantôt emporté, tantôt calme, comme Khrouchtchev, mais entre les mains d'abord de gens comme ceux du Nord-Vietnam, qui, ayant de loin la meilleure armée de l'Asie du Sud-Est, surent se contraindre pendant dix ans de calomnies et de provocation et ne se battirent que lorsqu'ils furent attaqués sur leur propre sol ; et ensuite entre les mains d'une nation comme la Chine, dont les dirigeants calculent clairement, agissent avec fermeté, et comptent sur la force, l'intelligence et le courage du peuple, persuadés que l'homme est plus fort que la bombe.

L'AVERTISSEMENT DE LA CHINE
LA CAUSERIE AVEC CHEN YI

La Chine établit plusieurs fois sa position et déclara que la guerre contre le Nord-Vietnam serait la guerre contre la Chine. Le commentaire le plus dramatique fut la causerie sans cérémonie du Vice-Premier Ministre Chen Yi avec des délégués de quinze pays, qui firent escale à Pékin sur le chemin du retour de la Conférence de Tokyo, contre les bombes A et H. Ces remarques du 19 août, faites par un homme qui est à la fois Ministre des Affaires étrangères et un ancien commandant révolutionnaire, un Maréchal connaissant la guerre, se répandirent dans les cercles bien informés de Pékin.

Chen Yi admit la déclaration de Hanoï suivant laquelle la prétendue attaque des torpilleurs contre les destroyers

américains, le 4 août, était une « invention » de Washington pour justifier son attaque aérienne préméditée du 5 août. Il s'occupa principalement de trois questions. *Pourquoi* les Etats-Unis attaquèrent-ils le Nord-Vietnam ? Qu'arrivera-t-il si la guerre s'étend ? Qu'arrivera-t-il si le pire devient encore pire ?

La principale cause de l'attaque aérienne, dit Chen Yi, fut « la contradiction intérieure » régnant aux Etats-Unis, y compris la lutte Johnson-Golwater, l'effondrement au Sud-Vietnam et autres oppositions. « Pourquoi le Président Kennedy fut-il assassiné et pourquoi le meurtre n'est-il pas encore tiré au clair ? Ceci démontre de profondes oppositions dans le groupe des dirigeants. Cela crée une instabilité et conduit à des actes de violence ».

L'attaque aérienne fut un échec ; elle n'améliora pas la position des Etats-Unis au Sud-Vietnam ou dans le monde. Les Etats-Unis firent marche arrière ; ni Hanoï ni Pékin ne vont laisser la guerre s'étendre à cause d'un affront inconsidéré. Mais si les Etats-Unis portent vraiment la guerre au Nord-Vietnam, alors la Chine combattra. « Nous ne pouvons permettre que la République Démocratique du Vietnam devienne une victime ».

Ainsi, si la guerre s'étend, Chen Yi est d'accord avec la déclaration du Président Johnson qu'elle coûterait des millions de vies ? Elle ne serait pas comme la guerre de Corée ; l'envergure en serait plus vaste. « La situation est différente, la stratégie et la tactique seraient aussi différentes ».

D'abord, huit millions de gens, au Sud-Vietnam, soutiennent les forces populaires de là-bas. Si les Etats-Unis se servent du Sud pour attaquer le Nord, ils perdront d'abord le Sud.

Ensuite, en Corée, les Etats-Unis dépendaient d'armées de quatorze nations par l'intermédiaire des Nations Unies. Au Vietnam, les Etats-Unis se battent seuls ; aucun allié

n'offre une aide sérieuse. Même les Philippines qui déclarèrent vouloir entrer en guerre, se retirèrent presque tout de suite. Le Japon ne peut pas servir d'allié non actif et d'arsenal comme pour la Corée, à la fois à cause de la distance et parce que le peuple japonais ne le veut pas. Aucun endroit de l'Asie du Sud-Est ne possède l'industrie lourde pour fournir l'aide que le Japon fournit pour la Corée. Pour combattre le D.R.V., les Etats-Unis n'ont pas d'arrière stable.

« Les armées surveillent aussi leurs flancs. En Corée, une étroite péninsule, il n'y avait pas de flancs. En Indochine les flancs sont étendus et s'étendent sur plusieurs pays. Les Etats-Unis trouveront qu'il est nécessaire d'occuper le Cambodge ; ceci tracasse déjà le Prince Sihanouk ». Chen Yi cita le Laos et la Thaïlande comme nations qui seraient mêlées au conflit, « s'étendant aussi loin que Singapour ». Si les Etats-Unis font entrer le Japon dans la guerre, cela y fera entrer la Corée. Les Etats-Unis pourraient faire d'immenses dévastations mais ne pourraient rien gagner à une telle guerre ».

Les amis d'Amérique qui m'écrivent que les Etats-Unis « veulent lancer des bombes nucléaires sur la Chine » et que « la Chine ne peut pas compter sur Khrouchtchev pour venir à son aide », doivent savoir que la Chine en a bien conscience. La plus frappante des remarques de Chen Yi envisageait une possibilité encore pire. « Mettons les choses au pire. Les Américains pourraient occuper nos provinces du Sud, Kwangtun, Kwangsi, Yunnan. Supposons même que Khrouchtchev s'empare du Sinkiang et du Nord-Est (Mandchourie) et occupait Pékin. Il y a encore une grande surface de Chine où des millions d'hommes résisteront aux envahisseurs. Personnellement, je suis originaire de Szechuan ; je continuerais à lutter depuis les montagnes du Szechuan.

L'avertissement était clair. La Chine n'étendra pas la guerre, ne souhaitant pas voir des millions de morts. Mais si les Etats-Unis l'étendent au Nord-Vietnam la Chine combattra. Dans ce cas, les U.S.A. perdront en fin de compte car la Chine se bat obstinément avec un peuple dévoué à la justice de sa cause, tandis que les U.S.A. sont peu stables, se reposant sur des bombes nucléaires dans une cause injuste. Si les U.S.A. ne peuvent pas venir à bout de quatorze millions de population au Sud-Vietnam, pourraient-ils venir à bout de sept cent millions en Chine ?

Le but de l'avertissement de Chen Yi était d'empêcher les U.S.A. d'intensifier la guerre.

LE CONGRÈS SCIENTIFIQUE DE PÉKIN

Les 367 savants venus de 44 pays de quatre continents, qui se réunirent à Pékin à la fin d'août, n'avaient rien à voir avec les guerres de Washington. Ils défendaient la cause de la science en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Océanie, quatre continents sur lesquels vivent les trois-quarts de la race humaine. Ils combattaient pour la « dignité de la science », une science indépendant du contrôle impérialiste, une science qui ne soit pas « criminellement mal employée par les U.S.A. dans le but de massacres en masse », mais consacrée au progrès de l'homme.

Le congrès scientifique faisait partie d'une réaction en chaîne qui débuta il y a dix ans, à Bandung, quand des nations africaines et asiatiques, indépendantes depuis peu, se rencontrèrent pour la première fois afin de discuter de leurs affaires mutuelles sans la présence de suzerains étrangers. L'« idée de Bandung », commençant avec l'indépendance politique, gagna les domaines de l'économie, de la culture, du commerce et du sport, comme dans les Jeux Ganefo, en Indonésie. A présent, c'était le tour de la science. Le Congrès de Pékin était en préparation depuis un an.

Les savants savaient, sans nul doute, que Washington avait plus de 200 bases de guerre au Japon, 200 autres

en Corée du Sud et des centaines de plus, d'Okinawa jusqu'à la Thaïlande, avec des missiles pointés vers les villes de Chine. Ils devaient avoir entendu la révélation récente de gaz mortels, agissant sur les nerfs, entreposés en Corée du Sud, assez pour anéantir la moitié de la population de l'Asie. Mais ce n'était pas leur préoccupation immédiate.

« La question décisive est qui a le contrôle de la science ? » dit le « *People's Daily* » dans un article de bienvenue. « Si le peuple en a le contrôle, le résultat est un progrès social et matériel. Si l'impérialisme en a le contrôle, le résultat est le bombardement atomique d'Hiroshima et la guerre chimique actuelle au Sud-Vietnam ». Les salutations de plusieurs chefs d'Etats développaient cette pensée. « La science moderne n'est plus le monopole des puissances occidentales », dit Sihanouk.

Un mathématicien du Mexique, un métallurgiste du Caire, un géologue de Nouvelle-Zélande, des biologistes d'Afrique, tous sont d'accord que la science, en Asie et en Afrique, a, autrefois, été la plus haute du monde » jusqu'à ce que l'agression impérialiste mette la hache à ses racines et retarde son développement ». Maintenant, grâce à l'indépendance et aux échanges réciproques, la science, dans ces régions, grandirait au bénéfice des populations de là-bas.

Il y eut des sessions pendant onze jours, depuis le 21 août, et près de 300 rapports furent lus, principalement sur des sujets techniques, en réunions de sections — sciences naturelles, science médicale, science agricole et autres subdivisions. Les biologistes discutèrent de la préservation et de l'usage des ressources naturelles de plantes et d'animaux sauvages en Afrique, du traitement de la malaria au Nigéria, de « l'élevage en vivier du tilapia », une des ressources en poisson de l'Afrique Orientale. Sur les problèmes vitaux de récoltes, des rapports remarquables furent faits par le Japon, la Chine, la Corée, la Birmanie sur la culture du riz, par l'Irak et le Pakistan sur le blé, par le Mexique sur le coton. La Corée du Nord se distingua en racontant comment elle fit disparaître le choléra des porcs en 1960. La Chine comment la syphilis avait été maîtrisée. Dans les sciences les plus récentes il y avait des rapports sur les appareils à rayonnement atomique et la spectroscopie des neutrons par la Chine, la programmation mathématique par le Vietnam, sur des problèmes d'élasticité à trois dimensions par la Jordanie.

Le Front National de Libération du Sud-Vietnam envoya des savants, dont l'un présenta un rapport dans la section médicale sur « les produits chimiques utilisés par les U.S.A. dans la guerre contre les plantes », tandis qu'un autre lisait un rapport pour les sciences sociales sur « la guerre spéciale en tant que méthode de néo-colonialisme » et la façon dont les gens y résistaient. Comme tout le monde voulut entendre ceci, ce fut donné à une session générale et beaucoup applaudi. Ce seul rapport, divulgué par 367 savants dans 44 nations, fera probablement plus de mal aux prétentions mondiales de Washington que les U.S.A. n'en firent au Nord-Vietnam le 5 août.

Pour les savants, ce ne fut qu'un incident dans la stratégie de longue haleine qui mobilise l'esprit créateur de l'homme. Ils mirent sur pied un secrétariat pour les contacts et tiendront leur prochain Congrès général en 1968.

Anna-Louise STRONG.

Alors que ce livre était sous presse, deux événements se produisirent qui peuvent devenir une ligne de partage des eaux dans les affaires mondiales. Le 15 octobre 1964, Khrouchtchev fut déposé de la direction de l'U.R.S.S.

Le 16 octobre, la Chine fit exploser sa première bombe A, s'engagea à ne jamais être la première à l'utiliser et lança un appel à toutes les puissances nucléaires actuelles, ou en puissance, pour qu'elles prennent le même engagement. Le Président Chou En-laï envoya des notes à toutes les nations, proposant une conférence de tous les chefs d'Etat pour interdire les armes nucléaires de toutes sortes et détruire toutes les réserves.

Ces événements, avec leurs lointaines répercussions, sont traités dans mes lettres suivantes.

A.-L. S.

TABLE DES MATIÈRES

★

Numéro Spécial A

Des délégués revenant de Moscou accueillis par Mao **1**

Numéro Spécial B

Des étudiants chinois retenus en U. R. S. S. de retour à Pékin **7**

Lettre N° 11

L'automne doré en Chine **10**

Points principaux de l'interview de Reuter avec Chou En-Lai **23**

Lettre N° 12

Changement radical en mieux **27**

Lettre N° 13

En abordant 1964 **43**

Lettre N° 14

L'impérialisme U.S. en Indochine **60**

Lettre N° 15

Longue vue de l'Ile Hainan **78**

Lettre N° 16

Retour vers le Nord **94**

Lettre N° 17

Panorama de printemps **111**

Lettre N° 18

Les gens résistent **129**

Lettre N° 19

Plein été **147**

Lettre N° 20

Zone calme au milieu des tempêtes **164**

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE GÉNÉRALE
MÉDITERRANÉENNE
A MARSEILLE
LE 10 DECEMBRE 1965